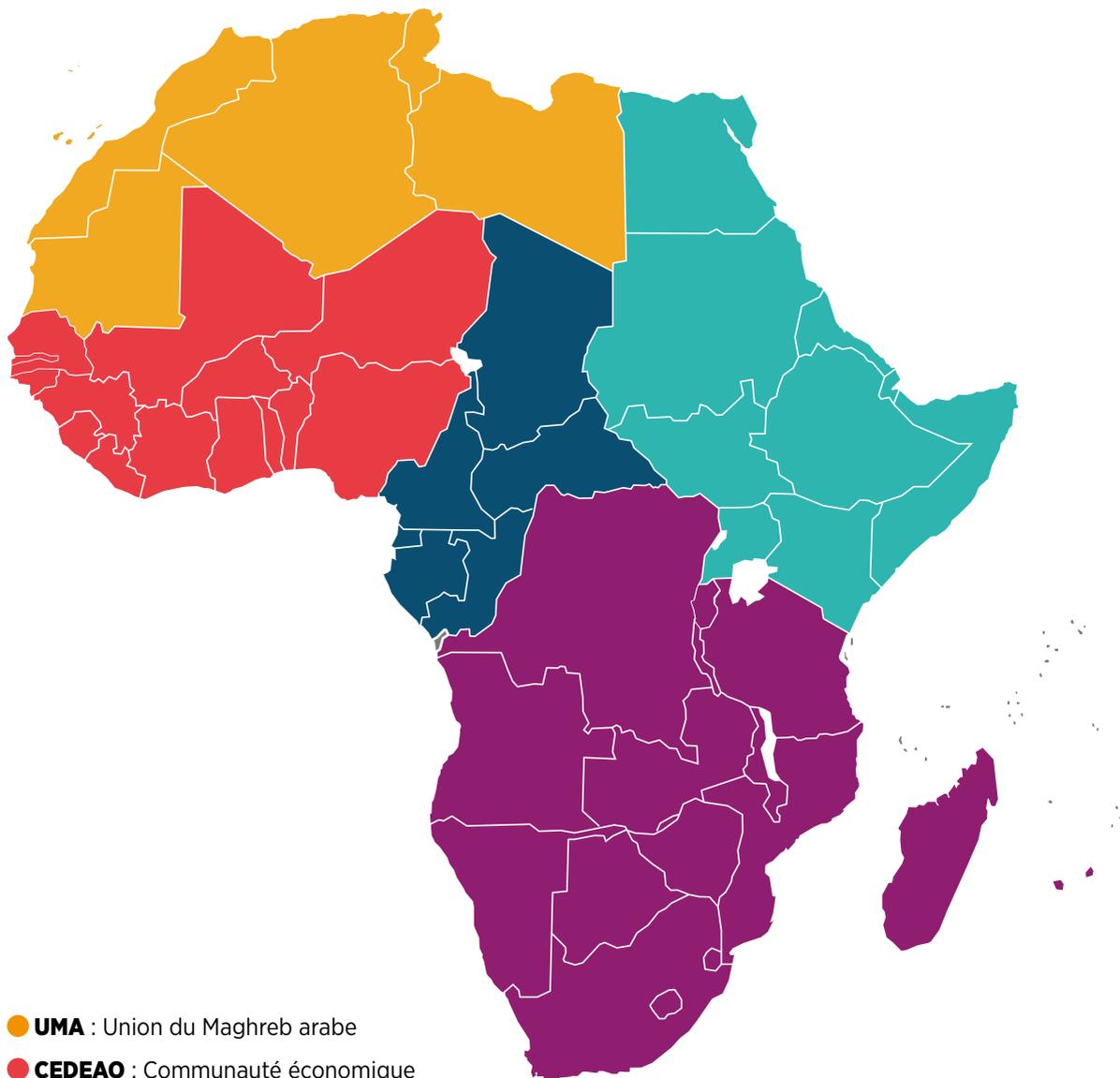


LES RÉSULTATS 2020 DE L'ENQUÊTE CIAN



- **UMA** : Union du Maghreb arabe
- **CEDEAO** : Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
- **CEMAC** : Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale
- **SADC** : Southern Africa Development Community

Depuis plus de 30 ans, chaque année le CIAN prend le pouls des entreprises internationales en Afrique et leur avis sur le climat des affaires. Après une année 2019 favorable, les résultats de l'année 2020, marquée par la Covid-19, restent convenables, montrant une Afrique résiliente où les entreprises continueront d'investir. Tout n'est pas rose pour autant, partout des marges de progrès demeurent que ce soit en termes d'équipements ou de gouvernance.

Le témoignage direct du terrain

Représentant français des entreprises implantées en Afrique, le CIAN voulait connaître leur opinion sans filtre. C'est pourquoi, dès 1989, il a lancé un baromètre auprès des responsables de filiales et bureaux des sociétés internationales implantées en Afrique. À l'origine, les réponses étaient collectées par courrier puis par fax. Aujourd'hui, l'enquête est réalisée en ligne grâce à un questionnaire en français et en anglais, relayé par le réseau du CIAN et de ses adhérents. Les chambres de commerce internationales, notamment celles du réseau CCI France, les organismes patronaux locaux, les missions économiques et les ambassades de France participent également à sa diffusion. Les conseillers du commerce extérieur basés en Afrique figurent en bonne place parmi les répondants. Le CIAN tient d'ailleurs à remercier toutes les personnes qui contribuent à relayer l'enquête auprès de ses cibles.

Pour cette édition, réalisée au dernier trimestre de l'année 2020, le CIAN a collecté 820 réponses en provenance de 44 pays – 112 pour les pays d'Afrique du Nord, 332 pour les pays d'Afrique de l'Ouest, 138 pour les pays d'Afrique centrale, et 238 pour les pays d'Afrique australe, orientale et de l'Océan indien. Les résultats sont intégrés dans chaque fiche pays de ce rapport, lorsque le nombre de réponses est suffisant pour permettre une analyse.

L'enquête comporte deux volets : une partie conjoncturelle et une partie structurelle. La partie conjoncturelle apprécie les perspectives d'activités dans le pays, mais aussi l'évolution du chiffre d'affaires, des investissements, la rentabilité attendue, ou encore le volume des créances sur l'État et le secteur privé local. La partie structurelle évalue l'environnement des affaires du pays d'implantation. Près de 40 critères

sont pris en compte, lesquels sont répartis en sept thèmes : infrastructures, administration, économie et finance, social, environnement socio-culturel, coût des facteurs et développement durable.

Une année 2020 en demi-teinte à cause de la pandémie

Depuis 2017, les entreprises tablaient régulièrement sur la croissance de leurs activités en Afrique. En 2020, la crise de la Covid-19 et ses conséquences (fermeture des frontières, confinement, arrêt total de certains secteurs d'activité...) a rendu toute prévision caduque, faisant perdre aux entreprises entre 20 et 35% de leur chiffre d'affaires. Ainsi, plus de 70% des dirigeants d'entreprises présents en Afrique du Nord et en Afrique centrale (à l'exception de la RCA) estiment que la Covid-19 a beaucoup perturbé leur activité de l'année, alors qu'en Afrique de l'Ouest et Afrique australe et de

l'Est, certains se déclarent moyennement impactés. Étonnamment, en Afrique du Sud, pourtant l'un des pays les plus touchés par la pandémie, 38% des participants à l'enquête ont estimé que la Covid-19 ne modifiait que faiblement leur activité. La plupart considèrent aussi que les effets de cette crise sanitaire perdureront en 2021, même s'ils ont du mal à l'appréhender précisément. Les pays qui, selon eux, s'en sortiront le mieux sont les États d'Afrique de l'Ouest, Madagascar, l'Afrique du Sud, la RCA, la Mauritanie et l'Égypte.

Au global, 56% des entreprises annoncent pour 2020 un chiffre d'affaires en retrait par rapport à 2019, en particulier en Afrique centrale (notamment celles présentes au Cameroun, Congo, Congo-Brazzaville, Gabon et Tchad) et en Afrique du Nord (les ventes baissent au Maroc et en Tunisie) ainsi qu'à Djibouti et en Tanzanie. En Afrique de l'Ouest, le Mali et le

Malgré cette activité ralentie, 59% des chefs d'entreprise espèrent un exercice 2020 à l'équilibre ou bénéficiaire, ce qui montre la résilience du continent.

Les détails des évaluations indiquent que partout les infrastructures se renforcent. Les projets, souvent financés par l'aide publique au développement avancent, améliorant routes et ports. Les télécoms et l'accès à internet donnent de plus en plus satisfaction.

Nigeria sont en recul. Notons que la Côte d'Ivoire, qui a par ailleurs connu une période électorale tendue, a marqué le pas pour 50% des entreprises, tout comme le Burkina Faso, le Bénin et le Ghana. À contrario, l'Afrique du Sud, le Kenya, le Bénin, la RCA et l'Égypte sont les pays les plus dynamiques avec 40 à 60% des dirigeants annonçant un chiffre d'affaires en croissance.

Malgré cette activité ralentie, 59% des chefs d'entreprise espèrent un exercice 2020 à l'équilibre ou bénéficiaire, ce qui montre la résilience du continent. Les pays où le plus d'entreprises préservent des résultats positifs sont Madagascar, Maurice, le Kenya, l'Égypte et la Mauritanie. En réaction à la crise, les entreprises ont souvent interrompu leurs investissements et les ont reportés sur 2021. Les pays qui attireront le plus d'investissements sont aussi ceux qui ont conservé des bénéficiaires. Au Nord, l'Égypte et la Mauritanie ; à l'Est, Djibouti, le Kenya et l'Éthiopie ; dans l'océan Indien, Madagascar et Maurice ; enfin, les entreprises au Mozambique et en Angola accroîtront aussi leurs engagements financiers.

Des progrès attendus en matière de climat des affaires

Lors de son lancement en 1989, l'enquête CIAN était précurseuse. En effet, elle interrogeait déjà en détail les dirigeants d'entreprises sur l'environnement et le climat des affaires dans le pays où ils intervenaient, donnant ainsi des repères aux futurs investisseurs, mais permettant également au CIAN d'entrer en dialogue avec les gouvernements et les agences de promotion qui souhaitaient inciter davantage les acteurs étrangers à s'implanter dans leur pays. Depuis 2003, le classement Doing Business de la Banque mondiale vient compléter ces informations en calculant un indice basé sur des critères objectifs (par exemple, les délais de création d'entreprise ou les

facilités d'obtention de prêt). Grâce à cette méthodologie, certains pays se sont donnés pour objectif de progresser dans cette liste et ont amélioré leur climat des affaires. Mais, comme le montre le baromètre CIAN, la réalité africaine reste complexe, et les chefs d'entreprise continuent d'attendre plus de l'environnement économique, fiscal et social des pays africains.

Ainsi, la note globale d'appréciation du climat des affaires pour le continent s'établit à 2,5 sur 5, soit le même niveau que les deux années précédentes. L'ensemble formé par les pays d'Afrique australe, de l'Est et l'Océan indien obtient la meilleure note globale (2,8), à quasi-égalité avec l'Afrique du Nord (2,7), l'Afrique centrale étant toujours en queue de classement (2). Sur les 31 pays étudiés, 19 obtiennent une note supérieure ou égale à cette moyenne générale. C'est le cas de tous les pays d'Afrique du Nord, grâce à la progression de la Mauritanie (la Libye n'est pas étudiée), de six pays sur dix d'Afrique de l'Ouest, avec l'entrée du Burkina Faso dans ce groupe, et de la plupart des pays du Sud et de l'Est. Dans la région d'Afrique centrale, le Cameroun est l'unique pays à se situer au-dessus de la moyenne, mais on peut noter la progression notable du Congo et du Gabon, qui s'en approchent.

Maurice et le Maroc en tête

Sur la totalité du panel, Maurice et le Maroc arrivent en tête du classement, talonnés par le Mozambique et l'Afrique du Sud. La Tunisie a perdu des points par rapport à 2019, malgré un très bon niveau d'infrastructures, un coût des facteurs et un environnement social favorables, les entreprises ne percevant pas un climat d'affaires propice aux investissements (faible incitation de l'administration, manque de soutien des banques et gros impact du secteur informel). L'Algérie aussi recule dans le classement : son administration est perçue comme peu favorable et elle est pénalisée par les nombreuses coupures du réseau internet, préjudiciables dans un contexte de digitalisation des entreprises et de télétravail renforcé par la pandémie.

En Afrique de l'Ouest, les notes moyennes sont toutes en progression, en particulier au Burkina Faso où le travail des douanes et l'environnement fiscal sont jugés satisfaisants. Le Ghana, le Sénégal et le Togo rassurent en termes de sécurité des personnes tandis que la Côte d'Ivoire présente un profil attractif (bon niveau d'infrastructures, environnement social favorable) malgré des critiques sur les douanes, le système judiciaire et l'accès au crédit. Les pays clôturant le classement restent, comme l'année dernière, des pays de l'Afrique centrale (RDC et RCA) auxquels s'ajoute cette année la Tanzanie, très mal notée sur les critères de l'administration. La Guinée et le Mali ferment le classement régional de l'Afrique de l'Ouest avec 2,1 de moyenne.

De meilleures infrastructures mais une gouvernance perfectible

Les détails des évaluations indiquent que, partout, les infrastructures se renforcent. Les projets, souvent financés par l'aide publique au développement avancent, améliorant routes et ports. Les télécoms et l'accès à internet donnent de plus en plus satisfaction. En matière d'équipement, l'Afrique centrale reste néanmoins en retard sur le reste du continent, notamment pour la distribution électrique, qui est d'ailleurs, hormis en Côte d'Ivoire et au Sénégal, aussi un point faible des pays d'Afrique de l'Ouest. Les critères liés à l'administration (efficacité des douanes, fiscalité, système judiciaire) sont généralement notés avec sévérité. Seuls le Rwanda, la Zambie, le Maroc, Maurice se distinguent pour leurs incitations aux investissements privés. Concernant la finance, la qualité du système bancaire donne satisfaction, en particulier dans les pays du Nord et en Afrique australe et de l'Est, néanmoins l'accès au crédit et son coût pour les entreprises ainsi que le financement des importations par les banques sont critiqués partout sauf en Afrique du Nord.

La formation, la santé, le développement durable, des enjeux à prendre en compte

En matière de sécurité des personnes, la note globale est en baisse car les pays du Sahel la tire vers le bas, mais cela ne paraît pas être une préoccupation majeure pour les entreprises dans la conduite de leurs affaires car elles ont intégré cette dimension dans leur fonctionnement quotidien. D'un point de vue social, le droit du travail et la qualité de la main-d'œuvre semblent corrects même si les systèmes de formation et de santé continuent d'être critiqués, et on note un fort retard qui perdure. L'appréciation des coûts des facteurs de production est mitigée. Le coût de la main-d'œuvre reste l'un des principaux atouts de l'Afrique, particulièrement dans les régions les plus pauvres. Mais le coût de l'électricité demeure, comme les années passées, élevé dans des pays d'Afrique de l'Ouest, dans les pays d'Afrique australe et orientale, et dans l'océan Indien, comme le Burkina Faso, le Mali, le Togo, la Guinée équatoriale ou encore les Comores, la Tanzanie, Djibouti et le Rwanda. Enfin, alors que les objectifs de développement durable s'imposent aux entreprises privées, cette question semble bien loin des préoccupations gouvernementales.

En résumé, un panorama mitigé et assez stable qui traduit bien le sentiment de résilience et de résistance à la crise que donne l'Afrique. Au printemps 2020, on craignait le pire, il a été évité.

Enquête et analyse réalisée par le CIAN

Sandrine Sorieul
directrice générale

APPRÉCIATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note moyenne par pays

| | 2020 | 2019 |
|--|------|------|
| AFRIQUE DU NORD | | |
| Algérie | 2,5 | 2,8 |
| Egypte | 2,9 | 2,6 |
| Maroc | 3,2 | 3,1 |
| Mauritanie | 2,6 | 2,3 |
| Tunisie | 2,8 | 3,6 |
| AFRIQUE DE L'OUEST | | |
| Bénin | 2,8 | 2,7 |
| Burkina Faso | 2,6 | 2,1 |
| Côte d'Ivoire | 2,7 | 2,5 |
| Ghana | 2,8 | 2,6 |
| Guinée | 2,1 | 2 |
| Mali | 2,1 | 2 |
| Niger | 2,4 | 2,2 |
| Nigéria | 2,3 | 2,3 |
| Sénégal | 2,7 | 2,6 |
| Togo | 2,8 | 2,6 |
| AFRIQUE CENTRALE | | |
| Cameroun | 2,6 | 2,5 |
| Congo | 2,3 | 1,9 |
| Gabon | 2,4 | 2,2 |
| Guinée équatoriale | 1,9 | 2,1 |
| RCA | 1,8 | 1,9 |
| RD Congo | 1,6 | 1,6 |
| Tchad | 1,9 | 1,6 |
| AFRIQUE AUSTRALE, ORIENTALE, OCÉAN INDIEN | | |
| Afrique du Sud | 2,9 | 3 |
| Angola | 2,5 | 2,3 |
| Djibouti | 2,7 | 2,3 |
| Ethiopie | 2,4 | 2,3 |
| Kenya | 2,7 | 2,7 |
| Madagascar | 2,5 | 2 |
| Maurice | 3,3 | 3,8 |
| Mozambique | 3,0 | 2,5 |
| Tanzanie | 1,8 | 2,1 |

ACTIVITÉ DES ENTREPRISES 2019-2020

L'enquête CIAN porte sur l'évolution de cinq indicateurs sur les exercices 2017, 2018 et 2019 :

- chiffre d'affaires : croissance, stagnation, baisse ;
- investissements : hausse, interruption, baisse ;
- résultats : bénéficiaires, équilibrés, déficitaires ;
- niveau des créances sur l'État : élevé, normal, faible ;
- niveau des créances sur le secteur privé local : élevé, normal, faible.

Les graphiques suivants présentent les tendances par grandes zones géographiques, celles-ci étant ensuite détaillées pour chacun des 31 pays évalués cette année.

AFRIQUE CONTINENT

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



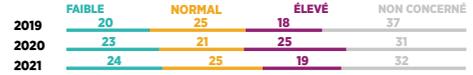
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



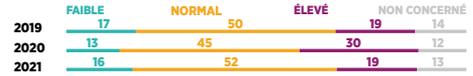
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



AFRIQUE DU NORD

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



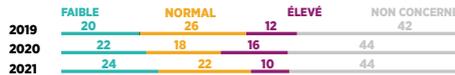
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



AFRIQUE DE L'OUEST

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



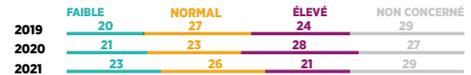
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



AFRIQUE CENTRALE

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



AFRIQUE AUSTRALE

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



BAROMÈTRE CIAN 2020

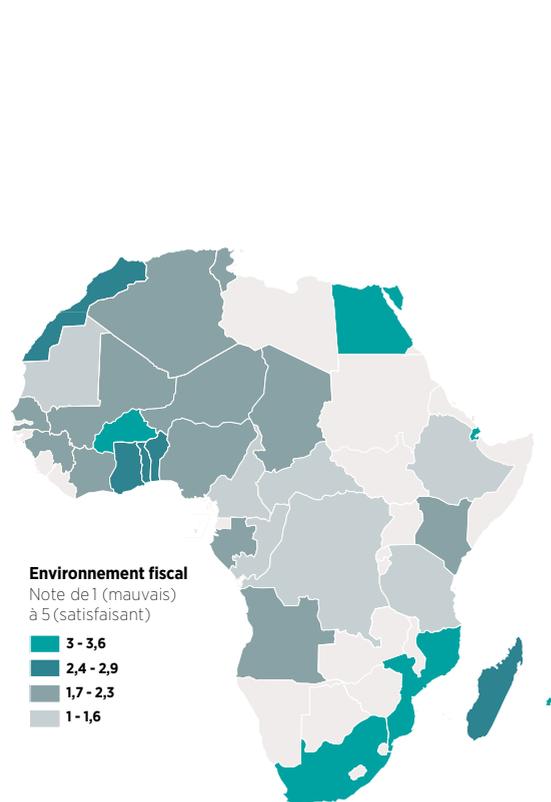


ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES EN 2020

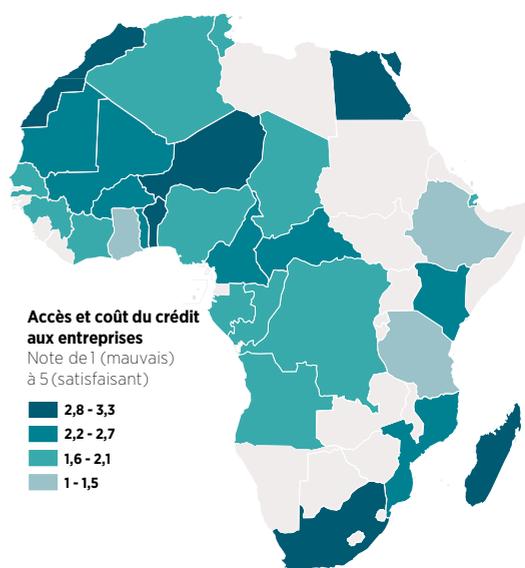
En répondant à l'enquête CIAN, le chef d'entreprise est appelé à apprécier l'environnement des affaires de son pays d'implantation, en qualifiant 7 domaines, répartis en 39 critères, de mauvais (1), moyen (3) à satisfaisant (5) :

- infrastructures : 8 critères
- administration : 9 critères
- économie et finance : 4 critères
- social : 6 critères
- socio-culturel : 3 critères
- coût des facteurs : 7 critères
- développement durable : 2 critères

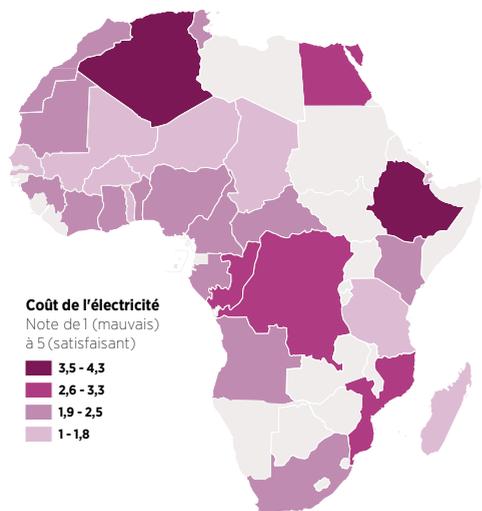
Le graphique général du Baromètre CIAN (p. 39) donne les résultats par grandes zones géographiques. Les cartes (p.40-41) présentent les appréciations données sur quelques critères clés. Dans les fiches pays qui suivent, sont exposés les points forts et points faibles de l'environnement des affaires des 31 pays évalués cette année.



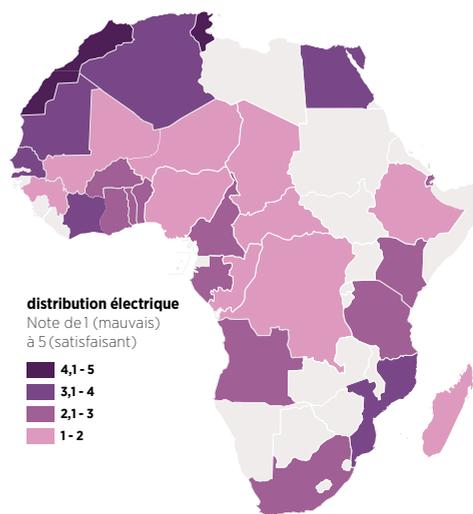
ENVIRONNEMENT
FISCAL



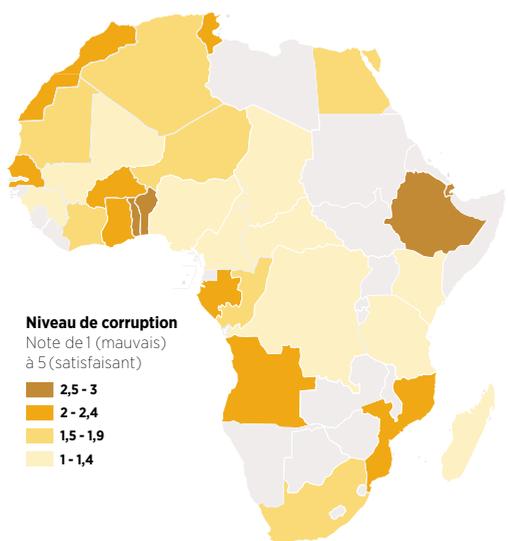
ACCÈS ET COÛT DU CRÉDIT
AUX ENTREPRISES



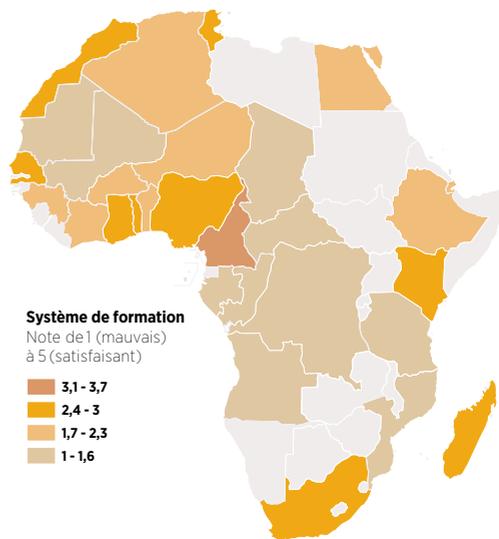
COÛT DE L'ÉLECTRICITÉ



DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE



NIVEAU DE CORRUPTION



SYSTÈME DE FORMATION

La Covid-19 et le choc de l'arrêt du tourisme

2020 a été la pire année enregistrée dans l'histoire mondiale du tourisme. Les économies de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie, très dépendantes de ce secteur, sont particulièrement touchées.

Algérie - P48

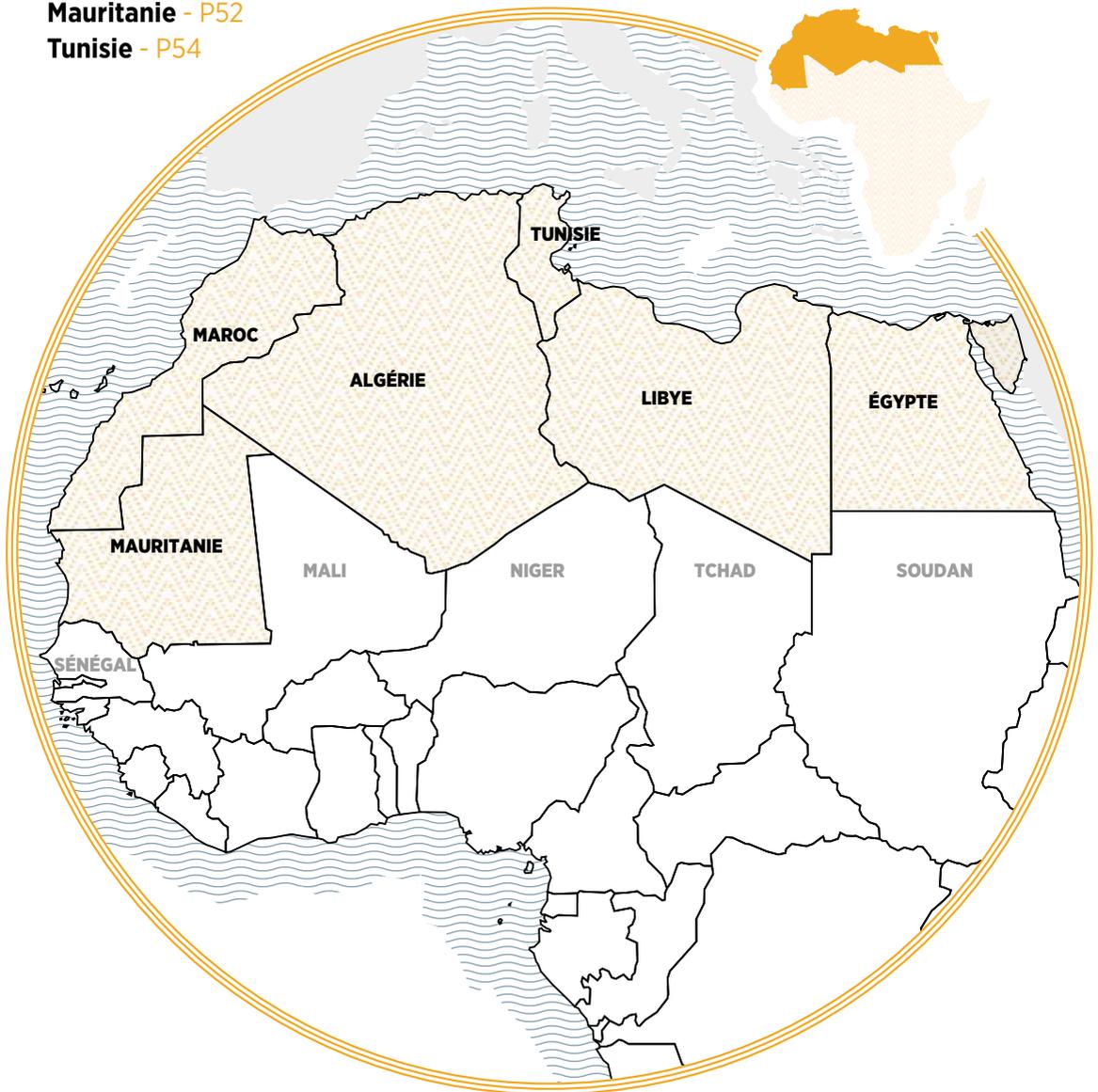
Égypte - P49

Libye - P50

Maroc - P51

Mauritanie - P52

Tunisie - P54



Annus horribilis pour le tourisme mondial, revenu en 2020 au niveau de 1990. C'est un des secteurs les plus touchés par la pandémie de Covid-19. Fermetures des frontières, restrictions des voyages, confinements, arrêts des vols : les mesures prises partout sur la planète pour lutter contre le coronavirus ont provoqué une chute de 70 à 75% des arrivées internationales, soit 1 milliard de voyageurs en moins, et une perte de plus de 1 000 milliards de dollars de recettes, selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). Un effondrement qui a particulièrement affecté les économies de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie, très dépendantes de cette activité : en 2019, avant la crise, selon le World Travel & Tourism Council (WTTC), la contribution du tourisme et des voyages était de 9,3% pour l'Égypte, 12% pour le Maroc et 13,9% pour la Tunisie. Ce secteur représente respectivement 9,7%, 12,4% et 10,8% du total des emplois.

L'effondrement du tourisme a donc provoqué une déflagration sans précédent, affectant non seulement les hôtels, les restaurants, les agences de voyage, mais aussi le secteur des transports – depuis l'aviation civile jusqu'aux chauffeurs de taxis – l'artisanat, l'agriculture et la transformation alimentaire. Il a mis en péril des milliers d'emplois, notamment au sein de nombreuses PME, dans des pays où le taux de chômage est déjà élevé, en particulier chez les jeunes. Au niveau macroéconomique, et ce en dépit de la parenthèse de l'été 2020, pendant lequel les pays d'Afrique du Nord avaient rouvert leurs frontières, le recul des recettes touristiques a creusé la balance des services et le compte courant, mais l'impact est amorti par une résilience des transferts de fonds de la diaspora, notamment au Maroc.

En Égypte, les revenus touristiques ont chuté de 70%, à 4 milliards de dollars, et le nombre de touristes est tombé à 3,5 millions soit environ quatre fois moins qu'un an plus tôt. En Tunisie, le nombre de voyageurs a plongé de 78% et les revenus touristiques de 65%.

Enfin, au Maroc, les recettes sur les huit premiers mois de l'année étaient en recul de 60%, à 24,4 milliards de dirham. La baisse d'activité a été telle que de ces trois pays, seule l'Égypte est parvenue à maintenir une croissance positive, le Maroc et la Tunisie étant en récession (respectivement -6,3% et -9,2%). Ce qui n'augure rien de bon pour la suite, le FMI rappelant que les économies dépendantes du tourisme sont parmi les plus touchées par la pandémie et, de ce fait, ressentiront probablement les effets négatifs de la crise bien plus longtemps que les autres. Seule « bonne nouvelle » : le tourisme en Afrique du Nord est majoritairement de loisirs (de 89% à 70% suivant les pays) et devrait redémarrer plus rapidement que le tourisme d'affaires. Sur cette activité, le retour aux niveaux de 2019 ne devrait pas s'observer avant 2023, la relance étant notamment compromise par le fort recours aux outils numériques pour les manifestations professionnelles.

Mais au-delà des protocoles sanitaires mis en place dans ces pays, la reprise de l'activité dépendra surtout de la confiance des voyageurs. Un facteur clé, d'autant que début 2021, des règles de restrictions aux voyages et de quarantaines étaient toujours en vigueur. Sans parler de la diminution des vols commerciaux. Si les autorités portent leurs espoirs dans la vaccination, les bénéfices ne se feront sentir qu'au bout de plusieurs mois.

En attendant, les États d'Afrique du Nord écopent comme ils peuvent, mettant en place des transferts monétaires, des subventions, des allègements fiscaux, des garanties de prêts, la prise en charge des personnels, etc. Et ils tentent de se projeter vers l'avenir. L'Égypte mise beaucoup sur le tourisme culturel, le Maroc sur la promotion du tourisme interne et des produits éco responsables, partant à la conquête de nouveaux marchés, dont Israël. Quant à la Tunisie, elle aussi entend développer le marché domestique, ainsi que les modes d'hébergement alternatif et l'écotourisme.

« L'adaptabilité de ces pays leur permettra de retrouver la croissance »

Ryadh Boujemadi

Expert Afrique du Nord du CIAN

Cette pandémie a ébranlé économiquement le monde entier. Le tourisme, secteur important dans certains pays de l'Afrique du Nord, a été le premier touché. Je suis convaincu que ces pays ont des marges de manœuvre pour développer l'économie de l'après pandémie. Ils ont une grande flexibilité pour se lancer dans de nouveaux créneaux, comme l'ont rapidement démontré l'Algérie, l'Égypte et le Maroc en produisant localement et exportant des masques, des respirateurs artificiels et des produits d'hygiène. Cette adaptabilité permettra à ces pays de retrouver une croissance plus rapidement que certains pays européens. La compétence existe, l'argent est présent et la volonté est là, comme le montre l'évolution des législations, plus favorables aux investissements étrangers. Les industriels français ont un rôle à jouer dans la zone. Ils pourront assurer leur croissance grâce à du co-développement avec les entreprises locales, en apportant capital et savoir-faire.

ALGÉRIE

Changement de cap en faveur du privé

Le nouveau pouvoir en Algérie fait table rase du passé avec une série d'inculpations pour corruption et oriente l'économie vers le secteur privé pour tenter de s'affranchir des hydrocarbures, dont la rente s'épuise.



Président : **Abdelmajid Tebboune**
 Premier ministre : **Abdelaziz Djerad**
 Population (millions) : **43,4**
 Superficie (km²) : **2 381 740**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **3 948**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **0,8**
 Inflation 2019 (%) : **2**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **82**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **157**

La pandémie de la Covid-19 et la crise pétrolière ont fait plonger l'économie algérienne. Le FMI anticipe pour 2020 un recul de 5,5% du PIB algérien, les estimations de la Banque mondiale sont plus pessimistes encore, avec un recul attendu de -6,5%. Ce qui pourrait contraindre le pays à avoir recours à l'endettement extérieur, un choix qu'il s'était toujours refusé à faire jusqu'à maintenant.

Abrogation du 51-49

Après la chute d'Abdelaziz Bouteflika, son successeur à la présidence, Abdelmajid Tebboune, élu en décembre 2019, a annoncé vouloir diversifier l'économie, et développer le secteur privé, encore très atrophie, l'essentiel de l'activité économique reposant en effet sur les entreprises publiques. Symbole de cette ouverture aux investissements privés, l'abrogation de la loi du 51-49. Une petite révolution, l'investisseur étranger n'ayant plus d'obligation de s'associer avec un partenaire local qui, jusqu'ici, devait détenir plus de 50% du capital de la structure. Imposée en 2009, cette règle a toujours été considérée comme l'un des freins à l'investissement en Algérie. Celle-ci reste toutefois en vigueur pour les secteurs dits stratégiques – hydrocarbures, défense, transports ferroviaires fer, ports et aéroports, industrie pharmaceutique – et les activités d'achat-revente des produits.

Signe de la détente du pouvoir algérien sur le front de l'économie, la loi de finances complémentaire (LFC) de 2020 a également supprimé le droit de préemption de l'État sur toutes les cessions d'actions ou de parts sociales réalisées par ou au profit d'étrangers. L'État a également permis aux investisseurs étrangers de ne pas se financer obligatoirement auprès d'acteurs locaux. « Au-delà du 49/51, ce qui est important de noter c'est la volonté des autorités de positionner l'économie algérienne sur un modèle de production de biens et de services. C'est une vraie mutation qui est en train de s'opérer. Elle prend du temps, elle a besoin de préalables, d'un certain nombre d'éléments pour renforcer cette stratégie », indique un opérateur local.

L'Algérie, avec ses 43 millions d'habitants et des importations de l'ordre de 30 à 35 milliards de

dollars par an constitue donc une opportunité pour les entreprises étrangères, et plus particulièrement pour les entreprises françaises – même si la Chine et la Turquie ont beaucoup investi en Algérie, surpassant ainsi la France, historiquement premier investisseur dans le pays. Certes, beaucoup reste encore à faire pour améliorer le climat des affaires, assurer la sécurité juridique, limiter la bureaucratie et développer le système financier. « Mais, vu l'ampleur de l'opération mains propres, les signaux sont forts. La page de l'oligarchie est tournée », souligne cet acteur local.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,5 sur 5**

POINTS FORTS

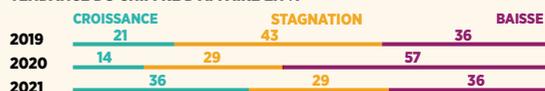
- Coût de l'énergie (élec., fuel)
- Coût de l'électricité
- Coût des transports routiers
- Réseau routier

POINTS FAIBLES

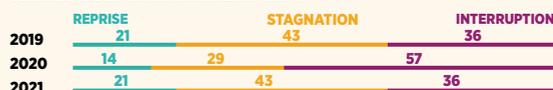
- Incitation à l'investissement
- Efficacité de l'administration
- Procédures de dédouanement
- Réseau internet

BILAN DES ENTREPRISES

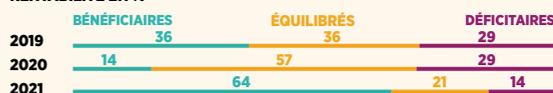
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



ÉGYPTÉ

Le gaz qui change tout

D'importateur net, l'Égypte est devenue exportatrice de gaz. Et entend devenir un hub énergétique régional en Méditerranée.



Président : **Abdel Fattah al-Sissi**
 Premier ministre : **Mostafa Madbouli**
 Population (millions) : **98**
 Superficie (km²) : **1 002 000**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **3 020**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **5,6**
 Inflation 2019 (%) : **13,9**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **116**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **114**

Ces dernières années, d'importants gisements en gaz naturel ont été découverts en Égypte, dont le mégasite de Zohr, par le groupe italien Eni, aux ressources estimées à 850 milliards de m³. Une véritable manne qui a suscité l'intérêt des investisseurs, comme le montre l'arrivée d'importants acteurs tels Exxon Mobil, BP ou Chevron. Le Caire a d'ailleurs pris soin de progressivement régler auprès des compagnies d'hydrocarbures étrangères les énormes arriérés accumulés après le renversement d'Hosni Moubarak. Alors qu'elles s'élevaient à 6,3 milliards de dollars en 2011, ces dettes ont été ramenées à 850 millions en juin 2020.

Cet apurement était nécessaire pour que le pays puisse se donner les moyens de ses ambitions et attirer les investissements étrangers indispensables à l'exploitation de ces gisements. En pleine épidémie du coronavirus, l'Égypte a ainsi signé en juin douze accords d'exploration pétrolière et gazière avec des multinationales – Chevron, Edison, BP, Total, Shell, Nobel, KUFPEC et Mubadala – qui, à elles huit, investiront plus d'un milliard de dollars dans la phase initiale d'exploration.

Grâce à ces découvertes, l'Égypte est devenue excédentaire en gaz naturel et a changé de rang, passant du statut d'importateur de gaz naturel liquéfié à celui d'exportateur. De 850 000 tonnes en 2017, puis 1,5 million en 2018, le volume de GNL exporté par l'Égypte a atteint 3 millions de tonnes en 2019. Un chiffre qui devrait doubler avec le redémarrage de l'usine de Damiette dans le Nord du pays, à l'arrêt depuis fin 2012.

Mais ce n'est qu'une étape. L'Égypte ne compte pas se contenter de développer sa propre production gazière. Elle aspire aussi à devenir une plaque tournante régionale. À cette fin un accord historique a été signé avec son voisin Israël : la société privée égyptienne Dolphinus Holdings achètera sur les quinze prochaines années 85 milliards de m³ de gaz provenant des champs offshore israéliens Leviathan et Tamar. Cette ambition égyptienne sera aussi facilitée par un dialogue et une coopération renforcés entre les pays producteurs de gaz, mais ce dans un contexte régional tendu. En particulier avec la Turquie, les tensions ayant été ravivées en août 2020 avec la Grèce sur

l'appropriation des zones économiques exclusives en Méditerranée orientale.

Ces importantes réserves énergétiques ainsi que la position géographique stratégique du pays, ses faibles coûts de main-d'œuvre avec un bon niveau de qualification, son grand marché intérieur et les réformes engagées par les autorités (dont de nombreuses privatisations) ont contribué à la hausse des IDE. L'Égypte a récemment adopté une loi sur l'investissement qui comprend des exigences de performance pour certaines incitations, privilégiant les projets à forte intensité de main-d'œuvre et la situation géographique.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,9 sur 5**

POINTS FORTS

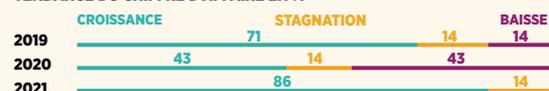
- Réseau aérien local
- Qualité du secteur bancaire
- Sécurité des personnes
- Coût des transports maritimes

POINTS FAIBLES

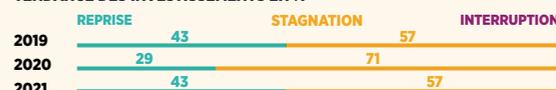
- Efficacité de l'administration
- Réseau ferré
- Impact du secteur informel

BILAN DES ENTREPRISES

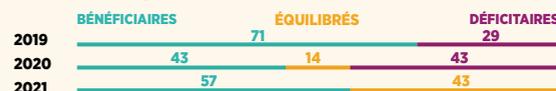
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



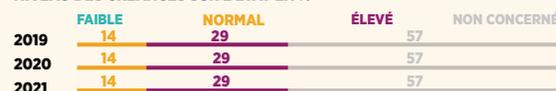
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



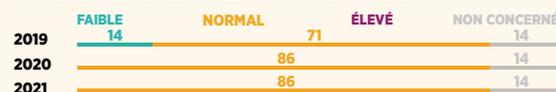
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



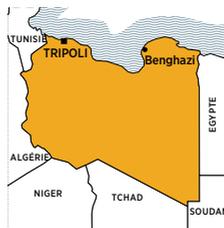
NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



LIBYE

Une timide lueur d'espoir

Un conflit interne qui s'est internationalisé, une crise sans précédent, une population qui est à bout et le fait savoir. En 2020, la seule bonne nouvelle aura été le cessez-le-feu d'octobre.



Chef de l'État et du gouvernement :

Fayez al-Sarraj

Population (millions) : **6,6**

Superficie (km²) : **1 759 540**

PIB/hab. 2019 (USD) : **7 683**

Croissance du PIB réel 2019 (%) : **9,9**

Inflation 2019 (%) : **4,6**

Classement IDH 2019 (sur 189) : **110**

Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **186**

Engluée dans une guerre civile qui dure depuis 2014, la Libye vit aussi une période de chaos économique et social (le PIB devrait reculer de 66,7% en 2020). Après l'échec de son offensive en 2019 pour s'emparer de Tripoli, le général Haftar a imposé dès janvier un blocus des principaux ports et terminaux pétroliers du pays. Privée de sa principale source de revenus, l'économie libyenne s'est effondrée. Une crise économique qui se double d'une crise sociale, une grande partie de la population ne pouvant subsister sans une aide humanitaire. La situation est d'autant plus grave que les cas de contaminations à la Covid-19 se sont multipliés. Dans ce contexte désastreux, une timide

lueur d'espoir s'est rallumée, toutefois, en septembre 2020 lorsque le processus de paix a été relancé entre les deux principaux protagonistes du conflit libyen, le général Haftar de l'Armée nationale libyenne (ANL), et Fayez al-Sarraj dirigeant le gouvernement d'union nationale (GNA), basé à Tripoli (ouest). Même s'ils sont fragiles, la reprise des négociations et le redémarrage partiel de la production pétrolière depuis mi-septembre sont autant de signaux positifs dans un pays qui dispose d'atouts importants : outre l'abondance des ressources pétrolières et gazières une population jeune et relativement réduite.



MAROC

Le tourisme et l'export frappés de plein fouet

L'économie marocaine a connu en 2020 sa première récession depuis plus de deux décennies mais le cadre macroéconomique reste solide.

C'est peu dire que le choc conjugué de la pandémie de Covid-19 et d'une importante sécheresse a fortement secoué le royaume qui devrait enregistrer une récession de -7% en 2020, la première depuis plus de vingt ans. L'industrie du tourisme (environ 8% du PIB) a sans doute payé le plus lourd tribut, puisque l'activité a été au point mort en raison des mesures strictes de confinement ainsi que des restrictions de voyage décidées par les autorités locales.

La part des voyages dans le solde de balance des paiements a ainsi reculé de 57% sur les huit premiers mois de l'année. Ce sont quelque 750 000 emplois directs et plus de 2,5 millions indirects qui ont été impactés. À la fin du 2ème trimestre 2020, le taux de chômage s'élevait à 12,3%, contre 8,1% à la même époque un an plus tôt.

Les filières exportatrices, comme le textile/cuir, l'automobile, ou encore l'aéronautique ont également subi de lourdes pertes avec la chute de la demande des pays occidentaux. Quant au secteur agricole, il a souffert d'une deuxième année consécutive de sécheresse, ce qui a entraîné une baisse de 39% de la production de céréales et une perte de valeur ajoutée de près de 7% au deuxième trimestre 2020.

Toutefois, tous les indicateurs ne sont pas dans le rouge. Les transferts de fonds effectués par les Marocains résidant à l'étranger (MRE) ont bien résisté à la crise, ne reculant « que » de 2,3% sur les huit premiers mois de l'année. Un soulagement de taille pour les destinataires mais aussi pour la balance des paiements du pays.

Si la crise a été dévastatrice, elle a aussi été un révélateur de l'agilité de certains acteurs de l'industrie marocaine, plusieurs entreprises ayant rapidement su saisir les opportunités offertes par la Covid-19 et offrir du « made in Morocco » à un prix moins élevé. L'industrie textile s'est ainsi reconvertie dans la fabrication de masques, au point d'en devenir exportatrice. L'industrie aéronautique a conçu et fabriqué des respirateurs artificiels et un partenariat public-privé entre le ministère de l'Industrie et des partenaires privés a permis de développer un lit de réanimation.

Le stock d'IDE a atteint 66 milliards de dollars en 2019,



Roi : **Mohammed VI**
 Premier ministre : **Saad-Eddine El Othmani**
 Population (millions) : **37**
 Superficie (km²) : **446 550**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **3 204**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **2,2**
 Inflation 2019 (%) : **0,2**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **121**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **53**

soit une augmentation de plus de 20 milliards par rapport à 2010. Selon les données du bureau marocain des changes, l'Irlande a remplacé la France comme plus grand investisseur au Maroc, une première dans l'histoire du pays. Ceci s'explique par le rachat du marocain Saham Assurances par le sud-africain Sanlam, via son entité dédiée à la gestion d'actifs basée en Irlande pour un montant de 1 milliard d'USD. Aujourd'hui, l'industrie manufacturière représente la plus grande part des stocks d'IDE, suivie par les secteurs de l'immobilier, des télécommunications, du tourisme et de l'énergie.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **3,2 sur 5**

POINTS FORTS

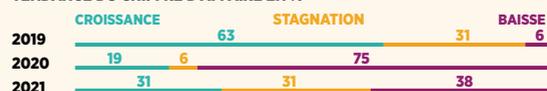
- Réseau aérien, portuaire et maritime et routier
- Distribution électrique
- Sécurité des personnes

POINTS FAIBLES

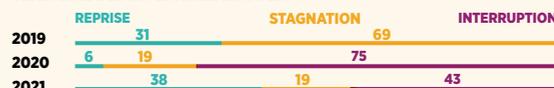
- Impact du secteur informel
- Niveau de corruption
- Système judiciaire

BILAN DES ENTREPRISES

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



MAURITANIE

Le boum gazier attendra

Il faudra attendre au moins une année supplémentaire pour percevoir les dividendes du mégaprojet gazier offshore de Grand Tortue-Ahmeyim.

L'effondrement de la demande et des prix résultant de la pandémie de Covid-19 a frappé de plein fouet les compagnies pétrolières. Aux commandes du gigantesque champ offshore de Grand Tortue-Ahmeyim (GTA), à cheval entre la Mauritanie et le Sénégal avec des réserves gazières estimées à 450 milliards de dollars, British Petroleum (BP) a reporté d'un an la phase 1 du projet, qui consiste en l'installation de la plate-forme en mer. Lancée en 2018, celle-ci prévoyait la mise en production de 2,5 millions de tonnes par an (mpta) de gaz naturel liquéfié avec une commercialisation début 2022. Les phases 2 et 3 du projet, au terme desquelles la production était censée grimper à 10 mpta, ont également été ajournées. C'est dans ce contexte que la major britannique a annoncé la suppression de 10 000 postes, la réduction des dépenses d'investissement de 25% et une réorientation massive de ses activités vers les énergies renouvelables d'ici 2030.

La pérennité de GTA ne semble toutefois pas remise en cause puisque 40% de la phase 1 ont d'ores et déjà été réalisés selon la société Kosmos Energy. La monétisation de GTA devrait générer pour la Mauritanie des revenus d'un montant de 14 milliards de dollars sur les trois prochaines décennies et des recettes publiques estimées à 4,4% de son PIB par an, selon la Banque mondiale. Et c'est sans compter sur les retombées de ce projet transfrontalier sur le marché de l'emploi, les entreprises locales, dont la construction, les infrastructures, notamment les ports de Nouakchott et Nouadibou.

En attendant, la Mauritanie a pris les devants en approuvant un vaste plan de 24 milliards d'ouguiyas (543 millions d'euros) sur 30 mois pour lutter contre les impacts négatifs de la Covid-19 et relancer l'économie qui, après s'être contractée en 2020, devrait rebondir en 2021. Le plan s'articule principalement autour de quatre axes : les secteurs sociaux (33%), les infrastructures (27%), l'appui au secteur privé (9%) et le soutien aux secteurs de production (22%), en particulier l'agriculture et la pêche, cette dernière activité, qui représente 40 % des exportations de la



Président : **Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani**
 Premier ministre : **Ismail Ould Bedda Ould Cheikh Sidiya**
 Population (millions) : **4,4**
 Superficie (km²) : **1 030 700**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **1 678**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **5,9**
 Inflation 2019 (%) : **2,3**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **161**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **152**

Mauritanie, ayant beaucoup souffert ces derniers mois, contrairement aux exportations de fer et d'or, qui ont bénéficié de cours élevés.

Le pays, qui progresse régulièrement en matière de climat des affaires, tente de promouvoir sa position géographique stratégique pour attirer de nouveaux investisseurs. Il est riche en ressources minérales et halieutiques et il présente un grand potentiel énergétique (gaz, énergies renouvelables). La Mauritanie développera son premier port en eaux profondes afin de promouvoir Nouadhibou en tant que plate-forme de services polyvalente dans la sous-région.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,6 sur 5**

POINTS FORTS

- Sécurité des personnes
- Réseau aérien
- Coût de la main d'œuvre
- Coût du transport maritime

POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Système de formation
- Environnement fiscal
- Efficacité de l'administration

BILAN DES ENTREPRISES

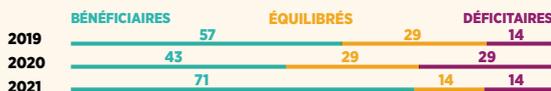
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



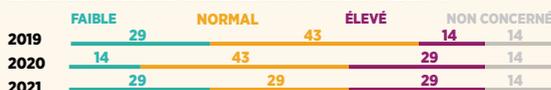
RENTABILITÉ EN %

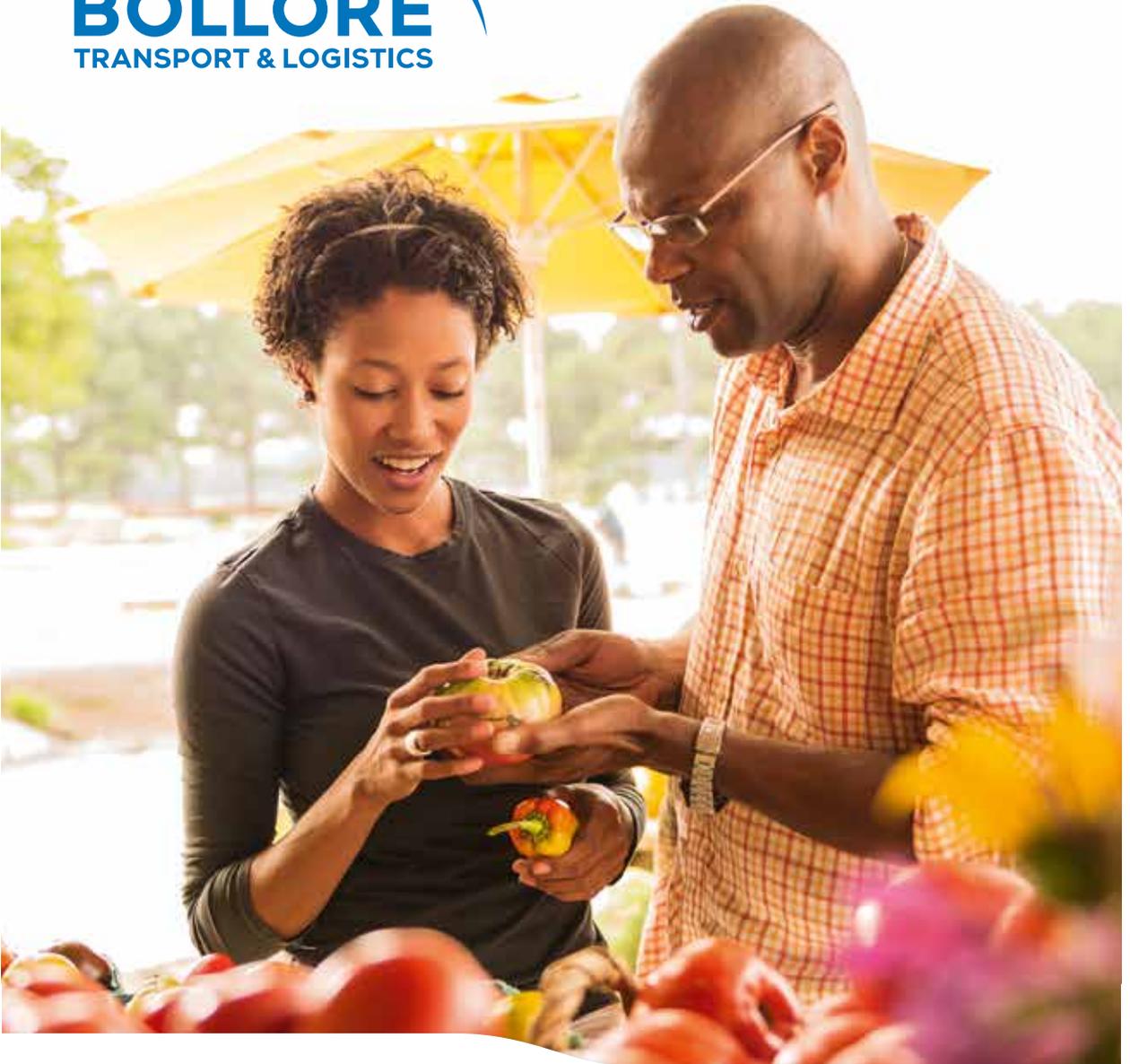


NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %





**NOUS FAISONS
BIEN PLUS
QUE DU TRANSPORT
ET DE LA LOGISTIQUE**

Bolloré Transport & Logistics est un acteur majeur du transport et de la logistique internationale.

À travers ses infrastructures et ses investissements, Bolloré Transport & Logistics rapproche les hommes, contribue au bien-être des personnes, favorise les économies locales et innove pour offrir le meilleur à ses clients dans un monde en mouvement.



TUNISIE

Le tourisme à genoux

La crise née de la Covid-19 plaide pour une remise à plat d'une industrie dépendant presque exclusivement des stations balnéaires, des marchés extérieurs et des voyageurs.



Président : **Kaïs Saïed**
 Premier ministre : **Hichem Mechichi**
 Population (millions) : **11,7**
 Superficie (km²) : **162 155**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **3 317**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **1**
 Inflation 2019 (%) : **6,7**
 Classement IDH 2019 (sur 188) : **91**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **78**

Déjà fragilisée par l'instabilité politique avec un troisième chef de gouvernement désigné en moins de deux ans et une économie qui peine à retrouver son souffle depuis la révolution en 2011, la Tunisie a été frappée de plein fouet par la Covid-19. Le FMI anticipait pour 2020 une chute historique de son PIB de 7% (-9,2% pour la Banque mondiale) rompant ainsi avec près d'une décennie d'une croissance annuelle de 1,5% en moyenne. Premier secteur laminé par la crise ? Sans surprise, le tourisme. Une filière qui emploie directement plus de 400 000 personnes, sans parler de la partie informelle, et qui génère d'importantes recettes en devises puisqu'elle représente 8 à 14% du PIB.

Sur les neuf premiers mois de l'année, seulement 1,6 million de touristes se sont rendu en Tunisie. Un chiffre en recul de 73,6% par rapport à la même période en 2019 et qui s'explique dans près de neuf cas sur dix par l'annulation des voyages en provenance d'Europe. Les Tunisiens vivant à l'étranger, qui représentent environ 20% des flux de visiteurs chaque année, se sont eux aussi montrés très frileux. Le marché maghrébin, si salvateur lors des précédentes crises qu'a connu la Tunisie marque également le pas. Le nombre de touristes venant d'Algérie et de Libye a connu une baisse de 71,7%.

La Fédération interprofessionnelle estimait début octobre que la fermeture des établissements touristiques et des agences de voyages – déjà fortement endettés avant la pandémie – mettraient 250 000 personnes au chômage (sur le seul premier semestre 2020, le pourcentage de demandeurs d'emplois est de 15% à 18% de la population active). Une situation qui ne s'est pas améliorée avec la recrudescence de la pandémie de la Covid-19 en Europe mais aussi en Tunisie, qui avait été peu touchée par la première vague au printemps. Certes, depuis la révolution du Jasmin mais depuis aussi l'année sanglante de 2015 frappée par trois attentats terroristes, l'activité touristique avait démontré une certaine résilience. Fin 2019, le secteur renouait même avec son niveau d'avant 2011 avec l'arrivée de plus de 9,4 millions de visiteurs et n'avait pas semblé pâtir de la faillite du voyageur britannique Thomas Cook. Mais la crise

est aujourd'hui d'une autre ampleur et la marge du gouvernement, qui doit faire face à face à une hausse du déficit public et de la dette, est particulièrement étroite pour soutenir financièrement l'ensemble de la filière.

Outre le tourisme, les principaux secteurs qui attirent les investissements étrangers sont l'énergie, l'électronique et la fabrication mécanique. La majorité des IDE en 2019 ont concerné l'industrie (450 millions de \$), suivie de l'énergie (300 millions de \$) et des services (95 millions de \$). La France est de loin le plus gros investisseur dans le pays, suivie du Qatar, de l'Italie et de l'Allemagne.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,8 sur 5**

POINTS FORTS

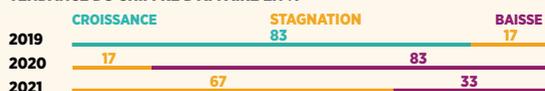
- Distribution électrique
- Réseau internet et téléphonique
- Sécurité des personnes

POINTS FAIBLES

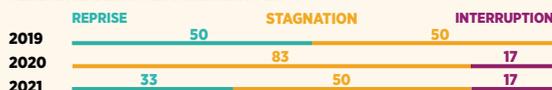
- Incitation à l'investissement
- Accès et coût du crédit aux entreprises
- Efficacité de l'administration

BILAN DES ENTREPRISES

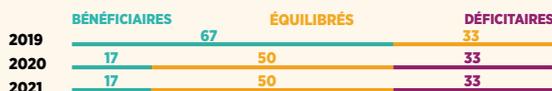
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



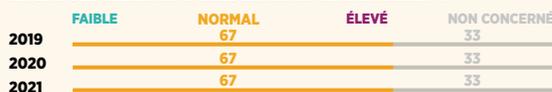
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



ÊTRE LEADER ET GÉNÉRATEUR D'AVENIR A CERTAINE LIMITE.

Conseil & Gestion RH

Formation

Recrutement

Travail Temporaire



La Maison des Chefs d'Entreprise, leader de l'intermédiation RH en Afrique de l'ouest, continuera à contribuer à votre réussite avec une qualité de service sur-mesure, certifiée ISO 9001. Nos équipes vous accompagneront dans la valorisation et le développement de vos Ressources Humaines avec toujours plus de flexibilité, écoute et réactivité.

À l'occasion de cette nouvelle année, la Maison des Chefs d'Entreprise remercie tous ses clients et partenaires et vous souhaite une année 2021 pleine de réussite.

NOTRE PRIORITÉ EST VOTRE SATISFACTION,
DÉCOUVREZ NOTRE ENGAGEMENT QUALITÉ SUR : WWW.MCE-AFRIQUE.NET

32, RUE DES ALIZÉS - ZONE 4C - ABIDJAN • Tél. : (225) 21 35 17 91 - Fax : (225) 21 35 17 88
Plateau : (225) 20 22 91 91 - Tél./Fax : (225) 20 24 23 59 • Paris : + 33 (0) 1 44 71 36 17
Mail : mce@mce-afrique.net

MCE
GÉNÉRATEUR D'AVENIR

Dépasser le tout sécuritaire

Au-delà de la crise née de la pandémie et des problèmes de sûreté, les États de la région doivent surmonter des grosses carences en termes de développement.

Bénin - P58

Burkina Faso - P60

Cap Vert - P61

Côte d'Ivoire - P62

Gambie - P64

Ghana - P65

Guinée Bissau - P66

Guinée - P67

Libéria - P68

Mali - P69

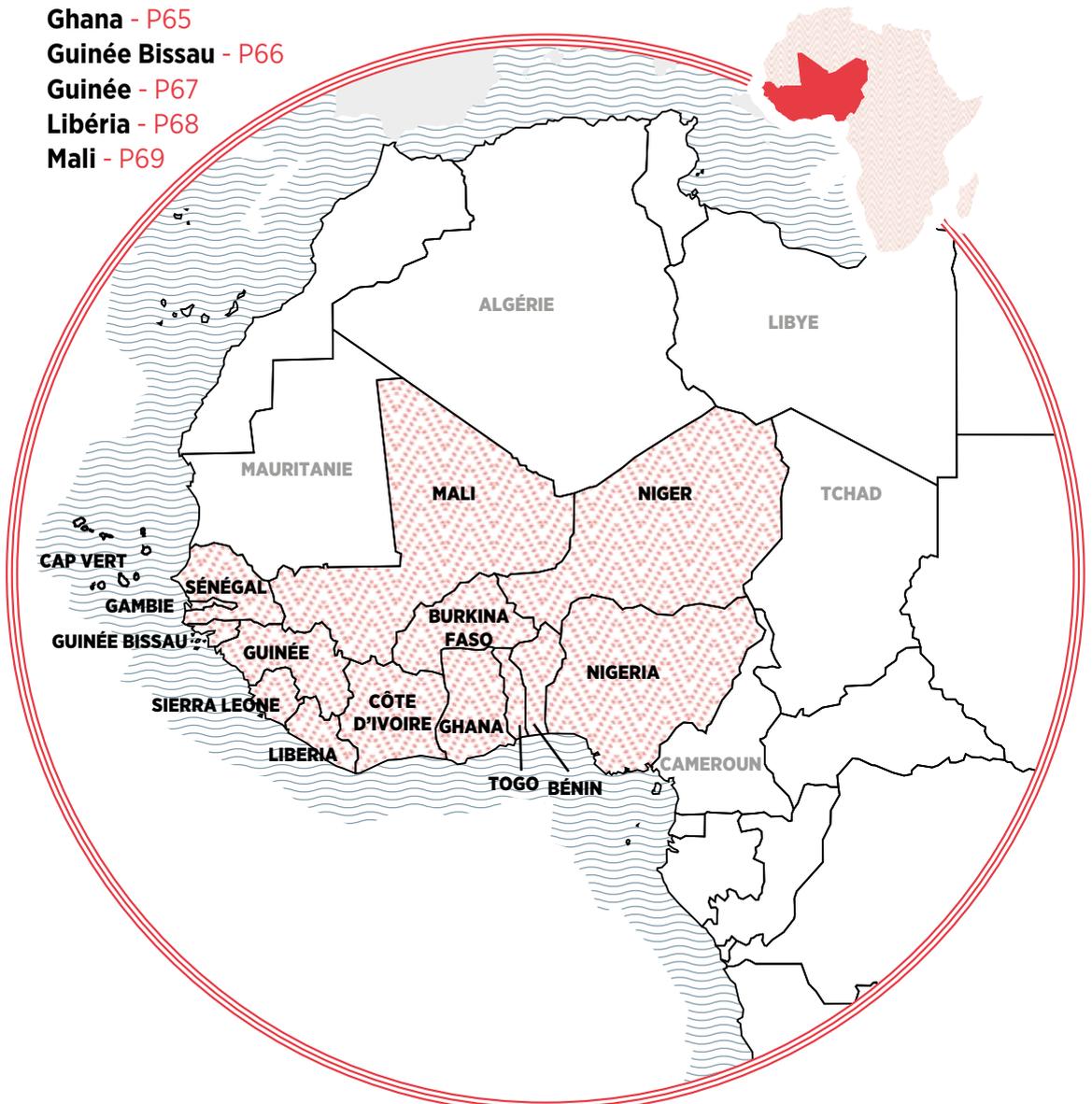
Niger - P70

Nigeria - P72

Sénégal - P74

Sierra Leone - P75

Togo - P76



La pandémie de la Covid-19 a relativement épargné l'Afrique de l'Ouest d'un point de vue sanitaire mais a provoqué une récession économique estimée à 3,6% pour la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La crise s'est accompagnée d'une hausse de l'inflation (12%), des déficits publics – lesquels se situent en moyenne à 11,8% du PIB – et d'une forte détérioration du compte courant. Cette dégradation de la conjoncture est essentiellement liée à la situation du Nigeria (-5,4%), qui représente près de 70% de la création de richesse annuelle dans la région. Certaines économies, souvent plus diversifiées, s'en sortent mieux à l'instar du Bénin (+2%), la Côte d'Ivoire (+1,8%), la Guinée (5,2%) ou le Ghana (1,1%).

En revanche, dans les pays du Sahel, la crise sécuritaire a continué à s'aggraver et l'année 2020 a été la plus meurtrière depuis 2012, année où les islamistes ont envahi le Nord du Mali. L'épicentre des violences se situe dans la zone dite « des trois frontières » entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Aux attaques des terroristes liées à l'Etat islamique et à Al-Qaïda s'ajoutent celles des milices, du banditisme – sur fond de trafic d'armes et de drogue – ainsi que les violences intercommunautaires. Sans parler des exactions dont les forces de l'ordre se rendent parfois coupables.

Ce sont les civils des zones rurales qui paient le plus lourd tribut face à cette montée de l'insécurité. Près de trois millions de personnes ont été déplacées et plus de 13 millions de Sahéliens sont menacés de famine et ont besoin d'une assistance humanitaire. La crise sécuritaire se double donc d'une crise humanitaire profonde et de grande ampleur. Les ONG sont d'ailleurs elles aussi de plus en plus prises pour cibles – six humanitaires ont été assassinés au Niger en août 2020 – ainsi que les écoles, obligeant plusieurs milliers d'enfants, notamment au Burkina Faso, à être déscolarisés, tandis que certains centres de santé ont été fermés ou ont fonctionné à minima.

La situation s'est détériorée en dépit de la montée en puissance de la Force G5 Sahel (Burkina Faso, Mali,

Mauritanie, Niger, Tchad), forte de 5 000 hommes et appuyée par la France (à travers la Force Barkhane), les Nations unies, l'Union africaine et l'Union européenne, et malgré le renforcement des capacités militaires des pays sahéliens et des opérations armées couronnées de succès. Dans ce contexte, de plus en plus de voix s'élèvent pour dire que le « tout sécuritaire » ne suffit plus, et qu'il ne faut pas se focaliser uniquement sur la sécurité et le militaire. Mais aborder (et régler) les raisons profondes de ces conflits. Comment ? En rétablissant l'autorité de l'Etat dans ses fonctions régaliennes (sécurité, justice) et en assurant des services publics de qualité (santé, éducation, accès à l'eau, lutte contre la pauvreté, etc.). Un point de vue qui a fait une quasi-unanimité de la réunion du conseil de sécurité de l'ONU en novembre 2020.

La pauvreté, l'absence de perspectives d'emplois pour les jeunes – la moitié de la population a moins de 15

ans au Sahel – sont générateurs de violences et ouvrent une brèche dans laquelle s'engouffrent les terroristes mais aussi le grand banditisme, exploitant les conflits entre communautés, en particulier entre les agriculteurs et les éleveurs, qui se disputent des ressources naturelles se raréfiant avec le changement climatique et la pression démographique.

Si, dès la constitution du G5 Sahel, la composante développement était présente (elle s'est même renforcée avec la création de

l'Alliance pour le Sahel, dotée de 11,6 milliards d'euros de financement sur la période 2018-22), sa mise en œuvre piétine, même si des projets ont été réalisés et que de nouveaux engagements ont été annoncés. Ainsi, la Banque mondiale prévoit un financement record de 8,5 milliards d'euros consacré, au cours des trois prochaines années, à la résilience face au climat, à l'éducation et l'emploi. En janvier dernier, lors du One Planet Summit à Paris, les bailleurs de fonds se sont également engagés sur une enveloppe de 14,5 milliards de dollars pour la renaissance de la Grande muraille verte, une initiative qui répond aux multiples enjeux – économique, emploi, biodiversité, changement climatique et sécurité alimentaire – auxquels doit faire face la région.

La pauvreté, l'absence de perspectives d'emplois pour les jeunes sont générateurs de violences et ouvrent une brèche dans laquelle s'engouffrent les terroristes mais aussi le grand banditisme.

BÉNIN

Cap sur la diversification

En août 2019, le Nigeria fermait sa frontière avec le Bénin. Très dépendant économiquement de son grand voisin, celui-ci a accusé le coup mais semble plus résilient que par le passé.

20 août 2019, le Nigeria décide unilatéralement de fermer ses frontières terrestres au transport de marchandises afin de lutter contre la contrebande. Pour le Bénin, qui partage 700 kilomètres de frontière commune, le coup est rude. Son grand voisin est son principal partenaire économique, le commerce représentant environ 20% de son PIB et 14% de ses recettes fiscales, selon la Banque mondiale. L'impact de cette décision est difficilement mesurable puisqu'une grande partie de cette activité est informelle.

Toutefois, pour l'exercice 2019, le ministre de l'Économie et des Finances, Romuald Wadagni, soutenait que les pertes imputables à la fermeture des frontières avec le Nigeria s'élevaient à un peu plus de 10% des recettes brutes de la douane et moins de 5% des recettes totales. Le Port autonome de Cotonou (PAC) a également souffert, essuyant une baisse de 1,85 % du trafic global import-export et transbordement. Au premier semestre 2020, la chute de l'activité fut même plus conséquente (-21%) mais également imputable au coronavirus.

Le Bénin n'en est pas à sa première déconvenue avec Le Nigeria. Son puissant voisin a déjà pris plusieurs mesures protectionnistes à son encontre ces dernières années, sous la forme notamment de hausses de droits de douane ou d'interdictions temporaires... De ce point de vue, le ralentissement économique du Nigeria, frappé par la chute des prix du pétrole, n'est pas une bonne nouvelle.

Patrice Talon, le président du Bénin, se veut toutefois optimiste. « *Mon objectif a toujours été que la survie et le développement du Bénin ne dépendent de personne* », affirmait-il il y a encore peu de temps, relativisant ainsi le poids du Nigeria dans l'économie de son pays. Jusqu'à ce que la Covid bouscule tout, le Bénin avait des atouts à faire valoir : une croissance soutenue (6,9% en 2019) grâce notamment au dynamisme du secteur de la construction et de la filière coton, un déficit budgétaire considérablement réduit (0,5% du PIB), et des recettes douanières qui, si elles ont été effectivement moindres, ont été largement compensées par des recettes fiscales et non fiscales, qui ont « surperformé » selon le FMI.



Président : **Patrice Talon**
 Population (millions) : **12**
 Superficie (km²) : **112 622**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **1 219**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **6,9**
 Inflation 2019 (%) : **-0,9**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **158**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **149**

Dans ce contexte, le Bénin souhaite poursuivre sa politique de diversification qui va de pair avec l'amélioration du climat des affaires. Le gouvernement a mis en œuvre des réformes pour favoriser l'investissement. Il s'agit notamment de créer un cadre réglementaire unifié pour les partenariats public-privé, un guichet unique d'enregistrement des entreprises ainsi que de multiples incitations fiscales pour soutenir les investissements privés, ainsi que la création d'un Conseil présidentiel des investissements et la mise en place d'une plateforme en ligne d'information des investisseurs.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,8 sur 5**

POINTS FORTS

- Sécurité des personnes
- Coût de la main d'œuvre
- Réseau téléphonique
- Droit du travail

POINTS FAIBLES

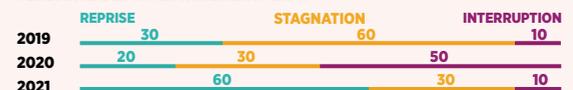
- Réseau ferré
- Coût de l'électricité
- Système de santé
- Délai des procédures judiciaires

BILAN DES ENTREPRISES

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



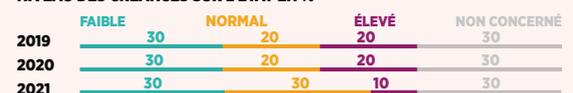
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



THE LEADING GLOBAL TALENT ACQUISITION AND HR FIRM DEDICATED TO AFRICA

Executive Search | Board Services | High Potentials |
Human Capital Assessment



25+

YEARS EXPERIENCE



50+

COUNTRIES



53+

OFFICES



150

CONSULTANTS



10,000+

RECRUITMENTS
IN AFRICA

We work to Bridge the Skills Gap
in Africa and find the Best Talents
for the Continent

We Value the African Cultural &
Social Dynamics In Our Approach



GROWING TOGETHER WITH AFRICA

BURKINA FASO

L'insécurité complique le développement

Roch Marc Christian Kaboré débute un second mandat en quête de rassemblement et d'une nouvelle direction pour vaincre le terrorisme.

Quelques jours seulement après son investiture en janvier 2015, le président Roch Marc Christian Kaboré, élu à la suite de l'insurrection populaire qui avait chassé du pouvoir Blaise Compaoré, était confronté au premier attentat – revendiqué par Al-Qaïda – perpétré en plein cœur de Ouagadougou. Depuis, la spirale de la violence n'a fait que s'amplifier, se complexifier et se diffuser sur une grande partie du territoire, touchant principalement le monde rural avec comme épice centre la région du Centre-Nord.

Les attaques djihadistes ont fait plus de 1 600 morts en cinq ans et provoqué le déplacement de plus d'un million de personnes. Mais elles ne sont pas les seules causes d'insécurité. S'y ajoutent le banditisme ainsi que des groupes d'autodéfense villageoise à base communautaire. Face à des forces de l'ordre en sous-effectif, mal formées et sous-équipées, le gouvernement a édicté une loi visant à armer des volontaires pour la défense de la patrie (VDP) contre le terrorisme. Bref, autant de groupes qui occupent l'espace où l'État n'est plus présent.

Si les élections présidentielle et législatives de novembre se sont déroulées dans le calme, la sécurité a été au cœur d'une campagne morose où le taux de participation n'a été que de 50%, contre environ 60% en 2015. Face à douze adversaires, le président sortant Roch Kaboré a été réélu sans enthousiasme et en dépit d'un premier mandat en demi-teinte. Hors pandémie de Covid-19, il a pourtant assuré les grands équilibres macroéconomiques, développé l'énergie solaire et le secteur minier, multiplié les forages, rendu gratuits les soins de santé pour les enfants de moins de cinq ans, démultiplié les pistes rurales et les routes, tenté de valoriser le coton, lancé la première station satellitaire d'Afrique francophone, etc. Mais on retiendra essentiellement son échec dans la lutte contre l'insécurité, qui a suivi une croissance exponentielle au fil des années. La priorité de son second mandat sera de « *gagner le pari de la sécurité et de la stabilité du pays* ».

Le Burkina Faso encourage aussi les IDE et offre des incitations fiscales et juridiques, comme la possibilité pour une entreprise étrangère de détenir 100% d'une



Président : **Roch Marc Christian Kaboré**
 Premier ministre : **Christophe Dabiré**
 Population : **20,3**
 Superficie (km²) : **274 500**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **775**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **5,7**
 Inflation 2019 (%) : **-3,2**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **182**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **151**

entreprise locale. Cependant, les investissements dans les mines, les télécommunications, les services financiers et l'électricité sont soumis à des restrictions. Si l'économie est favorable aux échanges et l'état des infrastructures jugé satisfaisant, le manque d'accès à la mer et aux ressources agricoles, ainsi que la faiblesse du secteur industriel, constituent des freins majeurs aux investissements. Le Burkina doit aussi améliorer l'accès à l'électricité et aux informations sur le crédit, protéger les investisseurs minoritaires, résoudre les problèmes d'insolvabilité et renforcer les contrats.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,6 sur 5**

POINTS FORTS

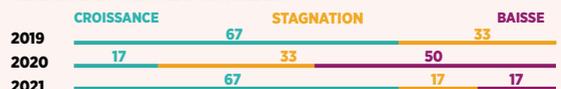
- Coût de la main d'œuvre
- Droit du travail
- Taux d'absentéisme

POINTS FAIBLES

- Coût de l'électricité
- Système de santé
- Incitation à l'investissement
- Droit foncier

BILAN DES ENTREPRISES

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



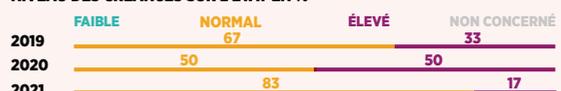
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



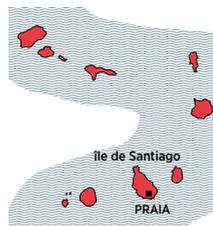
NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



CAP VERT

Le tourisme à l'arrêt

L'effondrement des secteurs du tourisme et des transports interrompt plusieurs années d'efforts sur le plan macroéconomique de cet archipel de 557 000 habitants.



Président : **Jorge Carlos Fonseca**
 Premier ministre : **José Ulisses Correia e Silva**
 Population : **557 000**
 Superficie (km²) : **4 033**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **3 604**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **5,7**
 Inflation 2019 (%) : **1,1**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **126**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **137**

Le Cap Vert n'échappe pas à la règle. L'impact de la Covid-19 sur l'activité économique aura été fatale à la croissance (-6,2 % attendus selon le FMI, -8,1 M selon la Banque mondiale) d'autant que les mesures prises par les autorités locales pour contenir la propagation du virus – fermeture des frontières internationales du 19 mars au 12 octobre – ont mis le tourisme à l'arrêt. Un secteur qui représente, avec celui des transports, 25 % du PIB. Mais il est une autre ressource très importante qui s'est tarie en 2020 : les transferts de fonds de la diaspora qui, en temps normal, représentent 12% de la richesse nationale. Ces transferts devraient enregistrer un recul de 5 % par rapport à l'exercice

précédent. Une mauvaise nouvelle de plus pour le gouvernement de Praia qui, compte tenu de la hausse des dépenses de santé et de protection pour les plus vulnérables, doit faire face à un important besoin de financement du déficit budgétaire (11,3% du PIB) alors que l'endettement est déjà très important (134% du PIB). S'agissant des investisseurs étrangers, ceux-ci, en vertu de la loi sur l'investissement et de la loi sur le développement industriel, sont désormais traités sur un pied d'égalité avec les investisseurs nationaux. En février 2020, le Cap Vert a été retiré de la « liste noire » des paradis fiscaux de l'Union Européenne.

35² Nord

AFRICA & ADVOCACY

CÔTE D'IVOIRE

Repartir de bon pied

Après une élection présidentielle sous tension, le président Alassane Ouattara prône la réconciliation et ouvre le dialogue avec l'opposition.



Président : **Alassane Ouattara**
 Premier ministre : **Hamed Bakayoko**
 Population : **26,3**
 Superficie (km²) : **245 857**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **2 286**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **6,5**
 Inflation 2019 (%) : **0,8**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **162**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **110**

Le président Ouattara a entamé mardi 14 décembre un troisième mandat dans un contexte de forte contestation de l'opposition. Lors de son discours d'investiture, Alassane Ouattara a cependant appelé au dialogue et annoncé la création d'un ministère de la Réconciliation nationale. Après les tensions politiques et les violences qui ont émaillé la campagne électorale, ainsi que l'emprisonnement de plusieurs membres de l'opposition, le dialogue, pour l'instant en dent de scie, a été engagé avec Henri Konan Bédié. Il le sera aussi certainement avec Laurent Gbagbo dont le retour en Côte d'Ivoire, après près de dix ans d'absence et un acquittement par la Cour pénale internationale, était attendu début 2021 à Abidjan. En ligne de mire, les élections législatives prévues au premier trimestre.

Si le scénario du pire ne s'est pas produit, les tensions sociales et politiques sont fortes. Pourtant, le président Alassane Ouattara peut se targuer d'un bilan flatteur à l'issue de ses dix années au pouvoir. L'économie ivoirienne est l'une des plus dynamiques du continent avec une croissance moyenne de 8% par an depuis 2012. Le stock de dette publique est en hausse, mais reste maîtrisé et l'inflation reste très faible.

Malgré la pandémie de Covid-19, la croissance devait rester positive en 2020 (+1,8%) avant de rebondir en 2021 (prévision de +6,2%). Relativement diversifiée, l'économie ivoirienne a pour moteurs la demande intérieure, les investissements, notamment ceux émanant du secteur public dans les infrastructures, les services et les filières agricoles en forte progression, qu'il s'agisse du cacao, de la noix de cajou, du coton ou du caoutchouc. Des activités en pleine transformation, qui créent davantage de valeur ajoutée. La levée, fin novembre, d'un milliard d'euros d'Eurobonds sur les marchés internationaux à un taux historiquement bas, (la première d'Afrique sub-saharienne depuis le début de la crise) souligne d'ailleurs la confiance des investisseurs.

Cependant, la croissance reste peu inclusive, équitable et redistributive. S'il a diminué de 15 points entre 2011 et 2018, le taux de pauvreté, avant la Covid-19, restait élevé, 40% de la population étant concernée. Par

ailleurs, l'indice de développement humain est faible (165 sur 188 pays). Enfin, les disparités et inégalités sont criantes au sein de la capitale mais aussi et surtout entre Abidjan et les zones rurales. Ce n'est pas un hasard si, dans la lignée du programme social lancé en 2019 avec la mise en place progressive de la couverture maladie universelle et l'élargissement de la base des bénéficiaires des filets sociaux, le président ivoirien a fixé ses priorités autour de l'emploi, en particulier celui des jeunes, la formation et l'éducation, ainsi que la lutte contre la corruption.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,7 sur 5**

POINTS FORTS

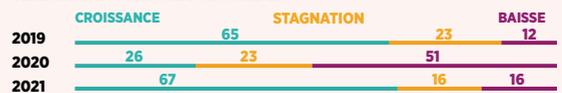
- Réseau aérien
- Réseau portuaire
- Coût de la main d'œuvre
- Réseau téléphonique

POINTS FAIBLES

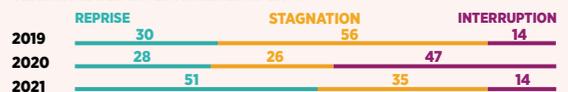
- Niveau de corruption
- Protection de l'environnement
- Impact du secteur informel

BILAN DES ENTREPRISES

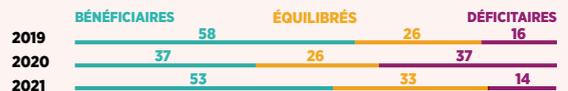
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %





Le Conseil du Coton et de l'Anacarde

Le Conseil de Régulation, de Suivi et de Développement des Filières Coton et Anacarde

Investissez dans les filières Coton et Anacarde

Créer de la valeur ajoutée et contribuer à la lutte contre la pauvreté en milieu rural



LES FILIÈRES COTON ET ANACARDE IVOIRIENNES CE SONT

- Un potentiel de production de plus de 600.000 tonnes de Coton graine (258.000 tonnes de fibre de Coton)
- Une position de 1^{er} producteur et 1^{er} exportateur mondial de noix brutes
- Un potentiel d'installation de plus de 100 unités de transformation d'une capacité annuelle par unité d'au moins 5000 tonnes de noix de cajou brutes
- Un marché d'intants Coton de plus de 60 milliards de Fcfa par campagne agricole
- Près du quart de la production mondiale et un peu moins de la moitié de l'offre mondiale de noix brutes.
- Un immense potentiel de création de richesses et d'emplois, surtout pour les jeunes et les femmes.

Pour un développement durable de la filière Coton et Anacarde

Siège : Abidjan-Plateau Immeuble CAISTAB, 15^{ème} étage - Tél. : +225 20 20 70 30
+225 22 52 75 80 - Fax : +225 22 52 75 85 • Email : support@conseilcotonanacarde.ci

GAMBIE

Disparition d'un fleuron de l'industrie

En pleine pandémie de la Covid-19, la brasserie Banjul Breweries, l'une des plus anciennes entreprises du pays, a fermé ses portes.

En avril 2020, l'unique brasserie de la Gambie, Banjul Breweries, a fermé ses portes. Depuis 1977, cette filiale du groupe français Castel produisait la célèbre bière locale, la Julbrew, celles de la maison mère et de la marque Guinness ainsi que des boissons non alcoolisées. Le coup de grâce à cette institution a été porté par la hausse de la taxe sur les boissons alcoolisées, passée en décembre 2018 de 10 à 75% alors que dans le même temps, de lourds investissements étaient nécessaires afin de remédier à une rentabilité défailante. Cette fermeture touche aussi directement l'hôtellerie, la restauration et les bars par ailleurs très impactés par



Président : **Adama Barrow**
 Premier ministre : **Isatou Touray**
 Population (millions) : **2,4**
 Superficie (km²) : **11 295**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **712**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **6,1**
 Inflation 2019 (%) : **7,1**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **172**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **155**

la pandémie de Covid-19, le tourisme représentant près de 20% du PIB. Avec la disparition de l'une des plus anciennes entreprises, c'est aussi le secteur industriel de la Gambie, peu développé (environ 14% du PIB), qui perd un de ses fleurons. L'État, de son côté, doit tirer un trait sur une importante source de recettes fiscales. Cette disparition intervient alors que depuis l'élection du nouveau président Adama Barrow, le gouvernement s'efforce d'attirer davantage d'investissements étrangers dans le pays, lesquels sont principalement concentrés dans les secteurs agro-alimentaire et touristique.



GHANA

Des finances publiques fragiles

Avec une croissance positive, le Ghana a mieux résisté à la crise engendrée par la Covid-19, mais le financement de l'économie demeure un challenge.



Président : **Nana Akufo-Addo**
 Vice-président : **Mahamudu Bawumia**
 Population (millions) : **31**
 Superficie (km²) : **238 537**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **2 202**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **6,6**
 Inflation 2019 (%) : **7,2**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **138**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **118**

Un coup d'arrêt. La crise de la Covid-19 a malmené les finances publiques déjà fragiles du Ghana et surtout remis en cause la trajectoire de redressement opéré ces deux dernières années. Selon le FMI, le déficit budgétaire était attendu à 16,4% du PIB, contre 7,1% en 2019, le ministère des Finances tablant sur un déficit de 11,4%. En cause, la baisse des recettes, notamment celles issues de l'industrie pétrolière avec la chute des cours du brut (une baisse limitée grâce à la bonne tenue de l'or), et la hausse des dépenses : dépenses en faveur des entreprises et de la population pour faire face à la crise de la Covid-19 (environ 3% du PIB), recapitalisation du système bancaire, apurement d'arriérés dans le secteur de l'énergie.

Pour soutenir les besoins en financements de l'économie, la Banque du Ghana, tout en assouplissant sa politique monétaire et en abaissant les ratios prudentiels auxquels sont soumises les banques, mobilisera deux fonds alimentés en partie par les recettes pétrolières (le Ghana Stabilisation Fund et le Ghana Heritage Fund). En outre, un fonds d'urgence d'un milliard de dollars a été fourni par le FMI et des prêts pour environ 500 millions de dollars ont été libérés par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement.

Le gouvernement a d'ores et déjà sollicité le Parlement pour autoriser une nouvelle émission de trois milliards de dollars d'obligations afin de soutenir les dépenses de 2021. Le ministère des Finances table sur une croissance de 5,7% en 2021, avec notamment la poursuite de la mise en œuvre du Coronavirus Alleviation and Revitalisation of Enterprises Support (2020-23) doté de 100 milliards de GHS, dont 70% sont financés par le secteur privé.

Si, à court terme, les conséquences de la baisse des prix du pétrole sont bien palpables sur l'industrie, avec un possible report des investissements, les perspectives à moyen terme restent favorables grâce notamment à l'exploitation des champs pétroliers « Jubilee » et « TEN » et du futur développement de celui de Pecan. Le secteur de l'or a aussi bénéficié de la réhabilitation de la mine d'Obuasi en 2019 et de cours en hausse en 2020.

L'exploitation minière et l'exploration pétrolière sont pour l'instant les principaux secteurs qui attirent des IDE. Les autorités du Ghana ont poursuivi leurs efforts pour simplifier les procédures tout en offrant des incitations fiscales. Cependant, certains points faibles gênent encore les entreprises : processus administratifs complexes, corruption, faible productivité et main-d'œuvre peu qualifiée, irrégularité de l'alimentation en eau et en électricité. La distribution électrique, les problèmes d'insolvabilité et la protection des investisseurs sont des domaines qui doivent s'améliorer.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,8 sur 5**

POINTS FORTS

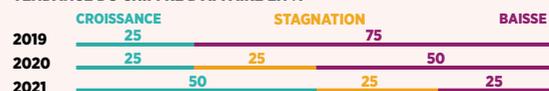
- Réseau internet
- Réseau aérien local
- Réseau portuaire
- Sécurité des personnes

POINTS FAIBLES

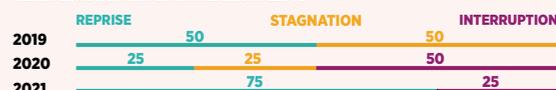
- Coût de l'électricité
- Réseau ferré
- Corruption
- Impact du secteur informel

BILAN DES ENTREPRISES

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



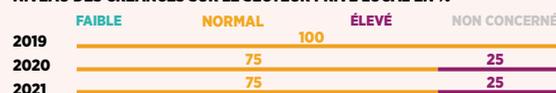
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



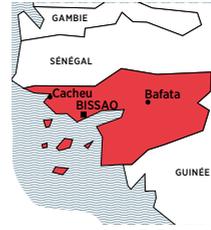
GUINÉE BISSAU

La pandémie fatale à la noix de cajou

La crise de la Covid-19 a fortement perturbé le marché du premier produit d'exportation d'un pays politiquement instable.

L'élection du président Umaro Sissoco Embaló en décembre 2019 a été marquée par une énième crise politique, Domingos Simões Pereira, président du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC) contestant sa victoire. Le président élu n'a été reconnu qu'en avril par la Cedeao, puis huit mois plus tard de manière officielle par la Cour suprême.

Fragilisée par l'instabilité politique et des faiblesses structurelles en matière de gouvernance, l'économie a été frappée par la Covid-19, qui a entraîné une baisse de sa croissance (-2,9%) en 2020. Dans un pays où la noix de cajou représente 90% des recettes d'exportation et constitue la seule source de revenus



Président : **Umaro Sissoco Embaló**
 Premier ministre : **Nuno Gomes Nabiam**
 Population (millions) : **1,8**
 Superficie (km²) : **36 125**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **697**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **4,5**
 Inflation 2019 (%) : **0,2**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **175**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **174**

pour plus d'un tiers de la population, l'état d'urgence décrété du fait de la pandémie a entraîné le report de la campagne de commercialisation, les acheteurs internationaux n'ayant pu se rendre sur place. Aux difficultés d'exportations s'est ajoutée la chute des prix sur le marché international, de l'ordre de 30% au 1er semestre 2020.

Outre cette dépendance à l'anacarde, une autre faiblesse du pays réside dans le trafic de drogue, des trafiquants latino-américains ayant installé des bases logistiques à destination de l'Europe. Le mauvais état des infrastructures, la faiblesse du système juridique, l'instabilité politique et le coût élevé de l'énergie sont également des obstacles à l'investissement.



GUINÉE

Le bras de fer d'Alpha Condé

Sur le front économique, le pays a montré une certaine résilience, grâce aux activités minières. Mais il est aussi le théâtre de fortes tensions politiques, emmaillées de violence.



Président : **Alpha Condé**
 Premier Ministre : **Ibrahima Kassory Fofana**
 Population (millions) : **13,6**
 Superficie (km²) : **245 857**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **1 064**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **5,6**
 Inflation 2019 (%) : **9,5**
 Classement IDH 2018 (sur 189) : **178**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **156**

Deux jours avant que la Cour constitutionnelle ne proclame Alpha Condé vainqueur de l'élection présidentielle très controversée du 18 octobre 2020, le gouvernement guinéen signait avec le consortium SMB-Winning deux conventions ferroviaire et portuaire pour exporter le minerai de fer du projet de Simandou. Cette association, qui réunit l'armateur singapourien Winning Shipping, la société franco-guinéenne de logistique minière United Mining Supply (UMS), le producteur d'aluminium chinois Shandong Weiqiao et l'opérateur portuaire chinois Yantaï, a remporté l'appel d'offres pour développer les blocs 1 et 2 de Simandou, le plus grand gisement de fer connu au monde avec plus de deux milliards de tonnes de minerai à haute teneur.

Le consortium prévoit la mise en production des deux blocs d'ici à 2025, ce qui représente un investissement total de l'ordre de 16 milliards de dollars. Porté par la Chine, le consortium semble avoir toutes les cartes en main (expertise et ressources) pour développer ce projet qui, depuis quinze ans, a été bloqué tant pour des raisons économiques que juridiques. SMB-Wining est, en effet, devenu le plus grand exploitant minier de bauxite en Guinée avec le projet Boffa-Boké où trois milliards de dollars sont consacrés au développement de la ligne de chemin de fer Dapilon-Santou – qui doit être achevée en juin 2021 – et à la construction d'une usine d'alumine dans la zone économique spéciale de Boké.

Les mines constituent le moteur de l'économie de la Guinée, dont le PIB a presque doublé ces dix dernières années. Les exportations de produits issus de ces activités ont plus que quintuplé en quatre ans. Une forte croissance qui est cependant trop peu inclusive et redistributive, la Guinée faisant face à de graves inégalités.

Malgré d'importants investissements dans le secteur de la bauxite et de l'alumine, la Guinée a perdu quatre places dans le classement Doing Business 2020. Le pays a rendu le paiement des impôts plus coûteux en augmentant l'impôt forfaitaire minimum payé par les grandes entreprises. Néanmoins, il a

réduit le taux d'imposition des sociétés et le taux d'imposition forfaitaire minimum payé par les petites et moyennes entreprises. De nouvelles réformes ont été adoptées pour améliorer le climat des affaires et attirer les investissements étrangers, mais ceux-ci restent menacés par la faiblesse des infrastructures, une alimentation électrique et un manque de main-d'œuvre qualifiée. La Guinée a pris du retard dans la promotion d'un Etat de droit efficace et moderne : le système judiciaire reste vulnérable aux ingérences politiques, le droit de propriété est insuffisamment protégé et la corruption compromet l'efficacité judiciaire et l'intégrité des administrations.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,1** sur 5

POINTS FORTS

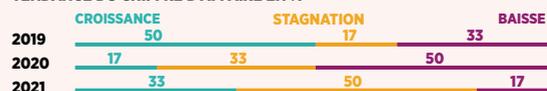
- Qualité du secteur bancaire
- Réseau internet
- Taux d'absentéisme
- Coût des transports maritimes

POINTS FAIBLES

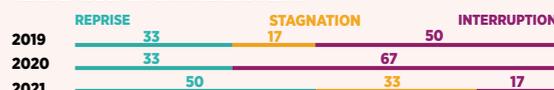
- Système de santé et de formation
- Réseau routier et ferré
- Niveau de corruption

BILAN DES ENTREPRISES

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



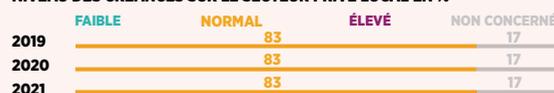
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



LIBERIA

Le marasme continue

Très affaibli économiquement, le Liberia a subi de plein fouet la crise sanitaire avec peu de moyens pour soutenir une population dont plus de la moitié vit sous le seuil de pauvreté.



Président : **George Weah**
 Vice-présidente: **Jewel Howard Taylor**
 Population (millions) : **4,6**
 Superficie (km²) : **111 370**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **622**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **-2,5**
 Inflation 2019 (%) : **27**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **175**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **175**

La Covid-19 a frappé un pays déjà très fragilisé. L'économie s'était déjà contractée de 2,5% en 2019 en raison notamment de la baisse de l'activité dans l'industrie et les services, mais aussi dans la foresterie. Le pays affiche une croissance agricole atone et l'expansion du secteur minier s'est montré moins prononcée. Pour ne rien arranger, l'inflation est galopante (+27%), une conséquence directe de la dépréciation du taux de change, d'une monétisation du déficit budgétaire et de son financement par la Banque centrale. Le choc des mesures de confinement et le ralentissement de la demande extérieure aura provoqué un nouveau recul de 3% de la croissance en 2020. Les grands déséquilibres macroéconomiques,

un espace budgétaire limité ainsi que de faibles réserves internationales laissent peu de marge de manœuvre au gouvernement pour atténuer la crise. Le FMI chiffrait à 150 millions de dollars (5,1% du PIB) le besoin de balance des paiements au titre de l'année 2020.

Les ressources minières du pays, le caoutchouc et l'huile de palme attirent la plupart des IDE. La Corée du Sud, l'Allemagne et Singapour sont les principaux pays investisseurs. Plusieurs sociétés étrangères ont manifesté leur intérêt pour l'exploitation des gisements de pétrole brut offshore le long de la côte atlantique du Libéria.



MALI

Une gouvernance encore fragile

Après le coup d'État d'août, une gouvernance politique stable a bien du mal à se dessiner dans un pays où les attentes sociales sont fortes et l'insécurité croissante.

Le 18 août 2020, des militaires prennent le pouvoir au Mali, renversant le président Ibrahim Boubacar Keita. Un coup d'État sans effusion de sang et soutenu par une large partie de la population. Depuis plusieurs mois, la tension politique montait. La fragile réélection d'IBK en 2018, puis l'annulation de l'élection d'une trentaine de députés lors des élections législatives d'avril 2020 ont conduit à la multiplication des manifestations avec en tête de file le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) fortement influencé par l'imam Mahmoud Dicko. Une période de transition censée durer 18 mois au maximum s'est ouverte, avec un président, un Premier ministre et un gouvernement, désignés après d'âpres négociations. Un Conseil national de transition (CNT), qui a suscité bien des débats, a également été mis en place.

Avant la pandémie et en dépit d'une difficile situation sécuritaire et sociale, l'économie malienne avait plutôt bien résisté en 2019 avec une croissance de 5% et un déficit budgétaire ramené à 1,7%. Les perspectives se sont fortement détériorées avec la Covid-19, la croissance devant reculer de 2% en 2020, le déficit budgétaire s'étant quant à lui détérioré. Le pays dispose toutefois d'une marge de manœuvre. De plus, les sanctions économiques ont été rapidement levées et l'aide n'a pas été suspendue ; le pays a bénéficié par exemple de l'Initiative internationale de suspension du service de la dette (ISSD). Certes, l'endettement s'est accru (45% du PIB) mais son niveau reste soutenable tandis que la baisse des cours du pétrole conjuguée à la hausse des cours de l'or améliorent le solde courant du pays.

Le secteur minier est d'ailleurs resté très dynamique, en dépit de l'insécurité et de l'instabilité politique. Le Mali est devenu le troisième producteur d'or avec 65,1 tonnes produites en 2019. Première ressource extérieure, contribuant à environ 70% des recettes d'exportation, le métal jaune représente environ 23% du PIB.

En revanche, en ce qui concerne le coton, la situation est moins enviable. La production devrait chuter d'au moins 77% sur la période 2020-21, les cultivateurs



Président : **Bah N'Daw**
 Premier ministre de transition : **Moctar Ouane**
 Population (millions) : **19**
 Superficie (km²) : **1 241 231**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **891**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **5,1**
 Inflation 2019 (%) : **-2,9**
 Classement IDH 2018 (sur 189) : **184**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **148**

ayant divisé par quatre les superficies emblavées. Ces dernières années, le gouvernement a mis en place des politiques de promotion de l'IDE visant à encourager la compétitivité et la participation du secteur privé dans presque tous les secteurs. Grâce à la réforme fiscale, le gouvernement tente d'accroître la mobilisation des revenus. Les principaux défis auxquels le pays est confronté sont la situation sécuritaire fragile, la faiblesse des infrastructures, les contraintes de capacités financières et gouvernementales, la volatilité des prix des produits de base et les conditions climatiques défavorables.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,1** sur 5

POINTS FORTS

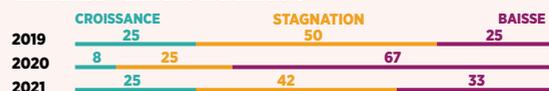
- Coût de la main d'œuvre
- Réseau téléphonique
- Réseau internet

POINTS FAIBLES

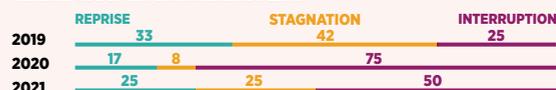
- Réseau ferré et routier
- Niveau de corruption
- Système de formation
- Délai des procédures judiciaires

BILAN DES ENTREPRISES

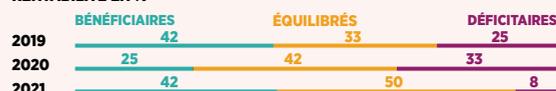
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



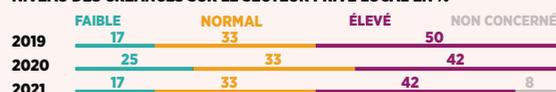
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



NIGER

Le pétrole, une manne bienvenue

Si elles ne résolvent pas tout, les exportations de brut vont offrir des perspectives à un pays en proie à une hausse de l'insécurité et de la pauvreté.



Président : **Mahamadou Issoufou**
 Premier ministre : **Brigi Rafini**
 Population (millions) : **22,4**
 Superficie (km²) : **1 267 000**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **554**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **5,9**
 Inflation 2019 (%) : **-2,5**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **189**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **132**

Un coup de pioche qui a tout changé : en septembre 2019, le début des travaux du pipeline qui reliera, sur près de 2 000 km, les champs d'Agadem, dans la région de Diffa, au port de Sèmè-Podji, au Bénin, a ouvert de nouvelles et robustes perspectives pour le Niger. Sa construction, réalisée par la China National Petroleum Corp (CNPC) pour un coût total de 4,5 milliards de dollars, tient lieu de locomotive économique (la capacité d'exportation du pays sera à terme multipliée par cinq pour passer à 110 000 barils/jour).

Grâce au pétrole, le taux de croissance (espéré à deux chiffres dès 2022), générera aussi un fort gain des recettes fiscales, estimé entre 300 et 400 milliards de francs CFA – soit une fourchette de 450 à 610 millions d'euros environ. Le Niger ambitionne de faire passer la part du pétrole dans son PIB de 4% en 2017 à 24% en 2025, les recettes tirées par l'État du pétrole passant de 19% à 45% de la richesse nationale et les recettes d'exportation de 16% à 68%.

Une manne providentielle pour un pays qui fait face à de nombreux défis au premier rang desquels la menace terroriste au Sahel, la lutte contre les djihadistes absorbant une part croissante du budget de l'État. De 2011 à 2019, les dépenses de sécurité se sont établies en moyenne à 17% du PIB, selon le ministre de Finances, soit bien plus que le budget alloué au développement rural ou à la santé, dans un pays où la démographie est l'une des plus importantes au monde avec près de sept enfants par femme.

Si l'exploitation pétrolière constitue un sérieux atout pour le pays, la production d'uranium est déclinante du fait de l'épuisement des réserves et de la faiblesse des prix. Les aléas climatiques répétés mettent à rude épreuve l'agriculture et la fermeture de la frontière avec le Nigeria affecte sérieusement les commerçants et les agriculteurs de la région de Maradi, dans le sud du pays.

Enfin, la Covid-19 a évidemment impacté l'économie, avec une croissance quasi nulle en 2020 et un taux de pauvreté qui devait passer en 2020 à 42,1% (contre 40,8% en 2019).

Le gouvernement a adopté différentes mesures visant à attirer davantage d'investissements. Celles-ci incluent la révision du processus d'obtention des permis de construire, le renforcement du système de règlement des litiges liés à l'exécution des contrats, l'amélioration des performances du secteur de l'électricité et l'amélioration de l'enregistrement et du transfert des titres de propriété. L'adoption d'un nouveau code des investissements, la réduction du capital minimum requis pour créer une entreprise et l'amélioration de l'accès à l'eau sont autant d'efforts menés pour encourager les investissements, principalement dans le secteur des ressources souterraines.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,4 sur 5**

POINTS FORTS

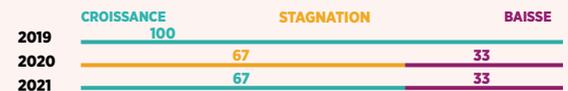
- Qualité du secteur bancaire
- Droit du travail
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

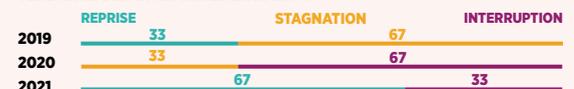
- Contrôles des fraudes aux douanes
- Système de santé et de formation
- Coût et distribution de l'électricité

BILAN DES ENTREPRISES

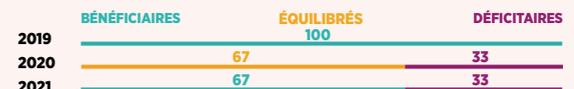
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



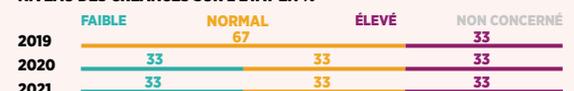
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



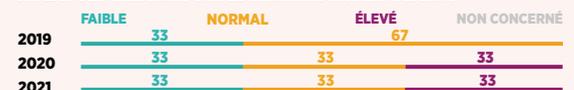
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



AVEC L'ANAPI,

Bien **investir** pour
une **RD Congo**
Prospère



ENERGIE

Potentiel hydroélectrique de 100.000 mégawatts; 23% du potentiel mondial.

INFRASTRUCTURES

Enorme potentiel pour des échanges commerciaux et des flux d'investissement entre la RDC, ses 9 pays frontaliers et toute l'Afrique.

AGRICULTURE

80 Millions d'hectares de terres arables;
4 millions d'hectares de terres irrigables.

MINES

Sous-sol riche regorgeant diverses ressources minérales importantes (\pm 11.000 substances) dont le coltan, le lithium ainsi que 60% des réserves mondiales de cobalt.

INDUSTRIE

Disponibilité des matières premières pour développer diverses filières industrielles (matériaux de construction, emballage, etc.)

www.investindrc.cd | anapi@investindrc.com
+243 9999 25 026
33C, Av. le premier Mall (ex. TSF)
Kinshasa Gombe, RDC



ANAPI - Invest in DRC

invest in DRC

NIGERIA

Retour à la case... 2016

La plus grande économie d'Afrique, toujours très dépendante du pétrole et fragilisée, s'est enfoncée dans la récession, pour la deuxième fois en quatre ans.

Les mesures de confinement et surtout la chute des cours du brut ont plongé l'économie nigérienne dans la récession, avec un taux de croissance qui, en fin d'année, était projeté à -4,3% pour 2020. Si la production de pétrole représente un peu moins de 9% du PIB, elle contribue à 90% des revenus d'exportation et à plus de la moitié des recettes publiques. La Banque mondiale estime que la crise de la Covid-19 est susceptible de faire plonger 8,5 à 11 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté quand plus de 40 % de la population nigérienne vit déjà dans une situation de grande précarité.

À la chute des cours s'est ajoutée la baisse de la production de brut – à son plus bas niveau depuis 2016 – imposée par les plafonds de l'OPEP. De 2,07 millions de baril par jour au premier trimestre 2020, celle-ci est tombée à 1,67 million au troisième trimestre. Conséquence, les comptes publics ont été ébranlés, réduisant ainsi la marge de manœuvre du gouvernement du président Muhammadu Buhari pour atténuer les effets de la crise et relancer l'activité. Le déficit de la balance des paiements devait s'établir à 3,6% du PIB avec la contraction des exportations de pétrole, la chute des transferts de la diaspora, estimés en recul de 12%, ainsi que la baisse des investissements étrangers.

Mais le niveau de déficit est finalement limité par la compression des importations résultant de la baisse de la demande et surtout par la bouffée d'oxygène apportée par des prêts multilatéraux de 4 milliards de dollars, dont 3,4 milliards consentis par le FMI.

Si la dette publique est modérée – environ 35% du PIB contre 29,1% en 2019 – les charges d'intérêt étaient susceptibles de doubler pour 2020, absorbant plus de 40% des recettes, selon BNP Paribas. Cependant, grâce à la stabilisation des cours du pétrole, la future hausse de la production, l'assouplissement des restrictions, les perspectives devaient s'améliorer pour la fin de l'année. Le Budget 2021, lui, était annoncé en hausse de 18%, afin de soutenir la relance. Si le gouvernement table sur 3% de croissance, le FMI n'affiche qu'un modeste 1,7%. A moins que les cours de pétrole ne se redressent significativement.



Président : **Muhammadu Buhari**
 Vice-président : **Yemi Osinbajo**
 Population (millions) : **206**
 Superficie (km²) : **923 768**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **2 230**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **2,2**
 Inflation 2019 (%) : **11,4**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **161**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **131**

Disposant d'atouts (économie partiellement privatisée, système fiscal avantageux, ressources naturelles importantes et coût de la main-d'œuvre peu élevé), le Nigeria entend diversifier son économie pour s'émanciper du pétrole en mettant en place un secteur manufacturier compétitif, ce qui devrait faciliter l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales et accroître la productivité. La récente fusion du commerce, de l'industrie et des investissements relevant du ministère fédéral de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement reflète la volonté d'améliorer l'environnement business du pays.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,3 sur 5**

POINTS FORTS

- Taux d'absentéisme
- Qualité de la main d'œuvre
- Coût du fuel
- Coût des télécommunications

POINTS FAIBLES

- Protection de l'environnement
- Réseau ferré
- Niveau de corruption
- Système de santé

BILAN DES ENTREPRISES

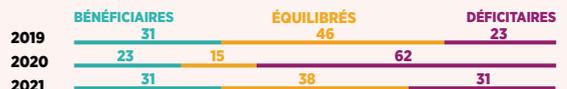
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



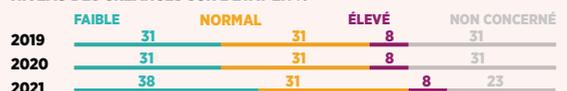
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



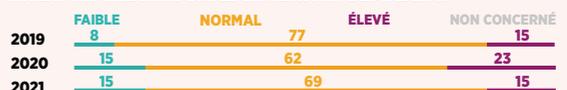
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



AKWABA City, ville nouvelle, ville durable

Le projet de ville nouvelle AKWABA City vise à créer de nouveaux pôles commerciaux, économiques, éducatifs, culturels, d'habitats et d'emplois sur l'axe Abidjan-Anyama, au cœur même du Grand Abidjan. Ces nouveaux pôles vont constituer une ville nouvelle sur une superficie d'environ 14 000 hectares.

Au-delà de l'opportunité offerte aux investisseurs désireux de s'implanter dans un pays en pleine expansion économique, le projet AKWABA City contribuera au désengorgement du Grand Abidjan et renforcera la cohérence urbaine de l'axe Abidjan-Anyama.

Ce projet, développé sous forme de partenariat public-privé bénéficie du soutien institutionnel de l'État de Côte d'Ivoire.



N'hésitez pas à nous contacter pour plus d'informations sur les opportunités d'investissement et de partenariat existant dans le cadre du projet AKWABA City:

Centre de Promotion et des Investissements
de la Ville Nouvelle AKWABA City

Tel: [+225] 27 20 23 67 37 / +225 07 09 92 73 50
info@akwabacity.com
www.akwabacity.com



> Une ville moderne, modèle, résiliente et durable:

> Bâtie sur 7 000 hectares avec une réserve additionnelle de 7 000 ha, elle accueillera trois millions d'habitants à l'horizon 2030:

> Sa conception et sa réalisation ont pour préoccupation première de garantir une activité économique pérenne et la mixité fonctionnelle et sociale de la ville:

> Un investissement d'une valeur de plus de 6 milliards d'euros:

> Un projet futuriste qui repose sur des partenaires solides: Ministère de la Ville, Ministère de la Construction, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre Nationale d'Agriculture, Bureau National d'Études Techniques et de Développement, Fédération Nationale des Commerçants, Mairie d'Adjamé, Mairie d'Anyama, Goshen Finance, LC Construction et plusieurs institutions financières...



SOPHIA S.A.
Habitat, Infrastructures et Aménagement
Nous bâtissons demain, aujourd'hui...

SÉNÉGAL

Un plan de relance ambitieux

Ébranlé mais pas coulé. Après le creux consécutif à la Covid-19, le Sénégal ouvre grand les cordons de la bourse pour relancer l'économie.

Un sacré coup d'arrêt. La forte dynamique initiée depuis 2014 avec la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE) axé sur les infrastructures, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, les mines et le tourisme s'est brusquement arrêtée avec la pandémie de la Covid-19. Si, dès la fin du premier semestre 2020, quelques signes encourageants sont apparus, grâce à la levée des mesures de confinement et la maîtrise de la pandémie, la crise sanitaire a stoppé net ou, dans le meilleur des cas, perturbé des secteurs clés de l'économie. En premier lieu, le tourisme, avec une saison 2020/21 blanche et des pertes estimées à plus de 300 milliards de francs CFA dans le secteur hôtelier. La Covid-19 a également retardé la mise en œuvre des projets d'exploitation gazière et pétrolière. Enfin, pour ne rien arranger, les transferts de la diaspora, qui pèsent habituellement près de 10% du PIB, ont été en recul de 10% environ en 2020.

La diversification de l'économie ainsi que la prise rapide de mesures d'urgence ont permis d'amortir la chute de l'activité économique, la croissance n'ayant été en recul « que » de 0,7% en 2020. Mais sombre prévision, la Banque mondiale estimait que jusqu'à un million de Sénégalais pourraient basculer dans la pauvreté. Un programme de résilience économique et sociale (PRES) a d'ailleurs été adopté dès le mois d'avril. Doté de 1 000 milliards de francs CFA, soit environ 7% du PIB, celui-ci a défini des actions prioritaires, une aide alimentaire d'urgence, un plan sanitaire, des dispositifs de protection sociale, des allègements fiscaux pour les entreprises.

Le gouvernement a surtout préparé la relance avec un plan de 14 700 milliards de francs CFA (soit 22 milliards d'euros) sur trois ans visant à renforcer la souveraineté alimentaire et sanitaire ainsi que l'industrialisation du pays. Le Sénégal compte sur le secteur privé pour contribuer au financement de ce plan (environ un tiers). La situation macroéconomique limite en effet le financement public, en raison notamment d'une dette qui s'élève à 65% de la richesse nationale, même si le Sénégal a bénéficié de l'initiative de suspension du service de la dette appuyé par le G20 et les créanciers du Club de Paris.



Président : **Macky Sall**
 Population (millions) : **16,7**
 Superficie (km²) : **196 722**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **1 447**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **5,3**
 Inflation 2019 (%) : **1**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **168**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **123**

Dans le cadre du programme de réformes du climat des affaires et de la compétitivité, des améliorations visibles ont été apportées au processus de création d'entreprises et d'exécution des contrats. Le gouvernement accueille favorablement les IDE, mais les investisseurs potentiels sont confrontés à des obstacles, notamment une réglementation non transparente et des facteurs de coûts élevés. Les forces du Sénégal comprennent des coûts de production compétitifs, une main-d'œuvre qualifiée, une situation géographique stratégique, de bonnes relations politiques internationales et régionales et une économie compétitive.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,7 sur 5**

POINTS FORTS

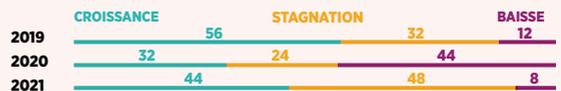
- Sécurité des personnes
- Réseau téléphonique et internet
- Réseau aérien local

POINTS FAIBLES

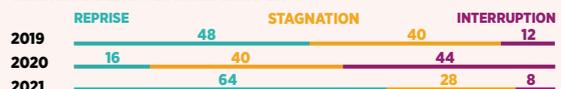
- Réseau ferré
- Coût de l'électricité
- Droit foncier

BILAN DES ENTREPRISES

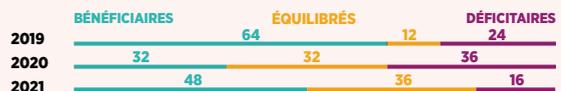
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



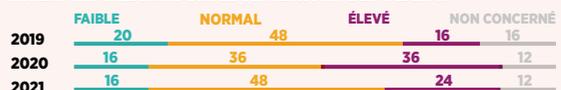
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



SIERRA LEONE

Les liens avec Ankara s'affermissent

Les relations entre la Turquie et la Sierra Leone prennent de l'ampleur sur le plan économique avec la présence de Karpowership dans le secteur électrique.

Entamées en 1971, les relations entre la Turquie et la Sierra Leone se sont nettement affirmées ces dernières années. Sur le plan économique, la percée de la Turquie est palpable avec la signature en juillet 2020, d'un contrat de cinq ans avec Karpowership, filiale de Karadeniz Energy Group, pour l'alimentation de la capitale en électricité. L'entreprise turque fournit déjà environ 80% de l'électricité du pays à partir de deux navires ancrés au large de Freetown. Autres illustrations des liens forts unissant les deux États : la désignation en novembre 2020 du groupe Summa pour la construction du nouveau terminal de l'aéroport de Lungi pour un coût de 270 millions de dollars et l'investissement de 275 millions de



Président : **Julius Maada Bio**
 Vice-président : **Victor B. Foch**
 Population (millions) : **7,7**
 Superficie (km²) : **71 740**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **523**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **5,4**
 Inflation 2019 (%) : **14,8**
 Classement IDH 2018 (sur 189) : **182**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **163**

dollars en 2019 du groupe alimentaire Sala pour le développement de la riziculture à Troma Bum, dans le sud du pays.

La Chine est également un investisseur de premier plan. La Sierra Leone tente d'attirer des investissements par le biais de partenariats public-privé (PPP) pour entreprendre des projets d'infrastructure majeurs, notamment dans les domaines de l'électricité, de l'eau, des routes, des ports et des télécommunications, etc. L'importante richesse minière du pays, l'absence de toute discrimination arbitraire à l'encontre de sociétés étrangères et de restriction sur le rapatriement des bénéfices rendent le pays attrayant pour les IDE.



©Alexander Sánchez - stock.adobe.com

TOGO

L'enjeu de la modernisation de l'agriculture

Le secteur agricole est un des trois piliers de développement du Togo, avec la mise en place d'agropoles sur l'ensemble du territoire.

Le secteur privé est au cœur du Plan national de développement (PND) adopté en 2018. Sa contribution est attendue à environ 65% du financement de cette stratégie quinquennale visant à transformer l'économie du Togo, qui a gagné 50 places entre 2017 et 2020 dans le classement Doing Business. Améliorer le climat des affaires, passe entre autres par l'agriculture, l'un des trois piliers du PND. Celle-ci contribue à environ 35% du PIB et génère 60% des emplois. La modernisation du secteur agricole participe d'une volonté de réduire les inégalités mais aussi d'améliorer la sécurité alimentaire du pays, les importations de produits alimentaires ayant presque triplé en volume sur la dernière décennie.

Un des fers de lance de cette nouvelle approche est la création d'agropoles – une dizaine d'ici 2030 – sur l'ensemble du territoire. Ces pôles de croissance agricole rassemblent sur un même espace l'ensemble des infrastructures nécessaires à la production et à la transformation agricole.

Le gouvernement s'est également attaqué à un des freins majeurs de l'investissement agricole : l'insuffisance de financement. Pour rapprocher ce secteur économique des banques le Mécanisme incitatif de financement agricole (Mifa) a été mis en place, qui a permis pour sa première année d'exercice en 2019 d'engager huit milliards de francs CFA (12,3 millions d'euros) en faveur du secteur agricole.

Pour faciliter l'accès à la terre, plusieurs autres outils ont été également mobilisés : la promulgation d'un nouveau code foncier, le recours au digital avec, par exemple, AgriPme, le porte-monnaie électronique conçu en vue de distribuer les subventions sur les engrais, Yolim, la plate-forme de crédit numérique à taux zéro facilitant l'acquisition d'intrants ou la location d'équipement agricole.

Le Togo, qui est devenu en 2019 le premier fournisseur africain de produits alimentaires biologiques de l'Europe avec un produit phare, le soja, commence à récolter timidement les fruits de cette politique volontariste. Le géant Dangote va investir plus de deux milliards de dollars pour transformer une partie du phosphate togolais en engrais. Le singapourien Olam a acquis 51% du capital de la Nouvelle société cotonnière



Président : **Faure Essozima Gnassingbé**
 Premier ministre : **Victoire Tomegah Dogbe**
 Population (millions) : **8,2**
 Superficie (km²) : **56 785**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **675**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **5,3**
 Inflation 2019 (%) : **0,7**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **165**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **97**

du Togo (NSCT) pour un montant de 15,3 millions d'euros avec l'ambition de relancer la filière coton. Cependant, de nombreux efforts restent à faire pour attirer les investissements étrangers directs dans davantage de secteurs. Le pays a commencé à faciliter l'accès aux prêts en créant un bureau d'information sur le crédit. Le Togo, s'il veut encore améliorer son climat des affaires, doit aussi se concentrer sur la protection des investisseurs minoritaires, l'exécution des contrats, la résolution des problèmes liés à l'insolvabilité et la simplification du système de paiement des impôts. L'accès à la propriété et aux permis de construire sont souvent longs et coûteux.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,8 sur 5**

POINTS FORTS

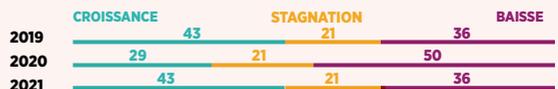
- Qualité du secteur bancaire
- Réseau portuaire
- Sécurité des personnes
- Transports maritimes

POINTS FAIBLES

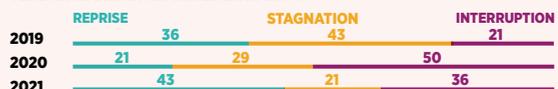
- Réseau ferré
- Coût de l'électricité
- Protection de l'environnement
- Impact du secteur informel

BILAN DES ENTREPRISES

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %





Protéger l'Homme et la Plante

30 ANS



30 ans au service de l'Homme et de la Plante

Implantée au Burkina Faso depuis 1991, **Saphyto** est leader au Burkina et un acteur majeur en Afrique de l'ouest dans le développement, la fabrication et la distribution de solutions agricoles et d'hygiène publique. Son personnel riche, met au quotidien son savoir-faire au service du développement agricole et du bien-être des populations du Burkina et de l'Afrique de l'ouest. Son expertise lui a valu d'être désignée en 2019, **Entreprise la plus dynamique du Burkina Faso dans le secteur de l'agriculture pour la qualité de ses produits.**

Solutions agricoles



Saphyto propose aux producteurs diverses solutions respectueuses, de l'Homme et de la Plante, pour les accompagner dans la culture du coton, maïs, riz, sésame, légumes, etc. De la semence à la récolte, en passant par la protection de la plante et la fertilisation, **Saphyto** accompagne les producteurs par des solutions innovantes adaptés à leurs besoins.

Hygiène Publique



Saphyto intègre un service entièrement dédié à l'hygiène publique. Avec une large gamme de solutions pour la désinsectisation, la démoustication, la dératisation, le traitement des stocks, **Saphyto** assure, par son action, un contrôle efficace des nuisibles et la prévention de certaines maladies tel le paludisme et la dengue.

Unité d'incinération industrielle



Saphyto met en place en 2015, une unité d'incinération industrielle d'une capacité de 5 tonnes / jour. Implantée à Bobo-Dioulasso, l'unité d'incinération de **Saphyto** propose aux industriels et collectivités un service d'incinération, prenant en charge la destruction de leurs produits obsolètes, leurs emballages vides et autres déchets liquides et solides dans des conditions optimales de sécurité et de respect de l'environnement.

Un défi régional à relever plus que jamais

Afin d'éviter une crise financière en Afrique centrale, plusieurs mesures ont été prises. Mais l'intégration de cette zone économique tarde à se dessiner.

Cameroun - P80

Congo - Brazzaville - P82

Gabon - P84

Guinée Équatoriale - P85

Rép. Centrafricaine - P86

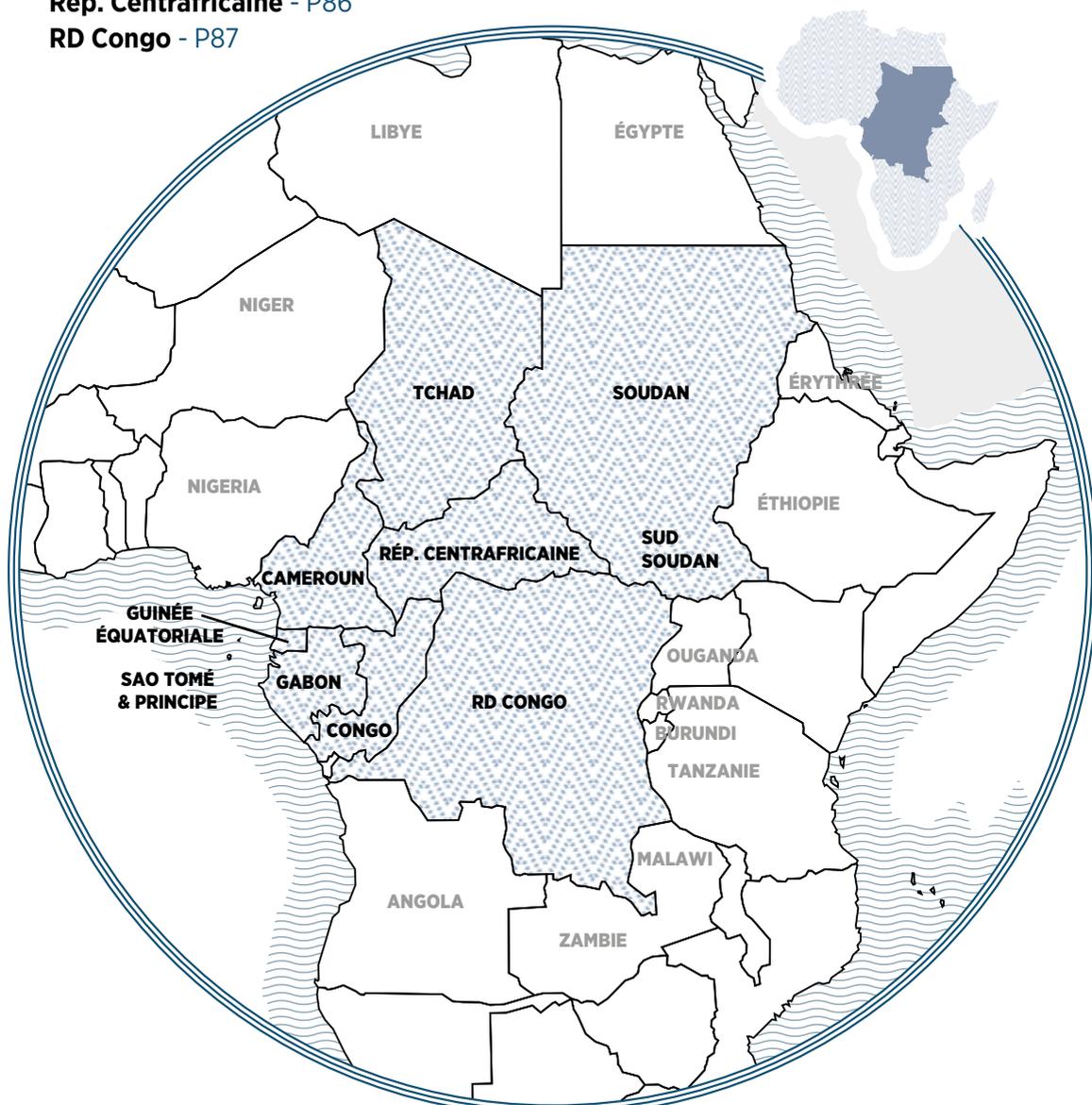
RD Congo - P87

Sao Tomé - P88

Soudan - P88

Soudan Sud - P89

Tchad - P90



Officiellement, peu de décès imputables à la Covid-19 ont été recensés en Afrique centrale en 2020 (866 victimes, en janvier 2021). Mais les conséquences de la pandémie sur les économies nationales ont été majeures. Le FMI a rabaisé ses prévisions de croissance à -3,7 % sur 2020 pour la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) après l'avoir estimé dans un premier temps, en avril dernier, à « seulement » -1,6 %.

La situation économique aurait pu se dégrader davantage si le prix du pétrole n'était pas repassé au-dessus des 40 dollars le baril au second semestre. En valeur, l'or noir représente en effet près de la moitié des exportations de la zone. Les aides des bailleurs et les moratoires sur la dette ont également été d'un grand secours. Le 14 octobre, les pays du G20 décidaient de prolonger jusqu'en juin 2021 la suspension du service de la dette pour les États les plus pauvres, notamment ceux d'Afrique centrale. L'avenir dira quel impact aura sur ces pays le tout nouveau traitement multilatéral et commun de la dette décidé le 13 novembre par le Club de Paris et le G20, plaçant sur un pied d'égalité les créanciers privés et publics, dont la Chine (70% de la dette publique bilatérale camerounaise et 35% de la dette totale du Congo Brazzaville après la restructuration de mai 2019). Pékin a aussi entamé un processus de renégociation de dettes africaines qui pourrait cependant avoir comme corollaire un ralentissement de ses investissements en Afrique centrale ces deux prochaines années.

De son côté, la CEMAC s'est attaquée aux questions de la dette intérieure et du besoin de liquidités des États face à la crise. Le 22 juillet, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) décidait d'injecter 600 milliards de francs CFA (soit près de 920 millions d'euros) pour un rachat ponctuel et ciblé sur le marché secondaire des titres publics émis par les États de la CEMAC à échéance de dix ans au maximum. Objectif : les rendre plus attractifs puisque les souscripteurs sont assurés de les revendre à la BEAC en cas de besoin ponctuel de liquidités. Les États devraient ainsi pouvoir lever de l'argent plus facilement à

ceci près, les modalités d'un tel processus de rachat n'étaient toujours pas connues. Autre mesure pour renflouer financièrement la zone ? Le 3 juillet, la BEAC autorisait les opérateurs pétroliers et miniers à ouvrir des comptes séquestres en devises à compter du 31 décembre 2020. Une décision qui va dans le sens d'une demande récurrente du FMI de réviser les contrats entre ces entreprises et les États qui, pour la plupart, les exemptent de l'obligation de rapatrier leurs recettes en devises.

Mais l'élément le plus important de l'année est certainement la table ronde des bailleurs, qui s'est tenue à Paris les 16 et 17 novembre derniers. « *Les pays d'Afrique centrale ont présenté une douzaine de projets structurants, des projets d'infrastructures touchant plusieurs pays pour l'essentiel, et ils sont parvenus à lever 3,5 milliards d'euros. Certes, ce ne sera pas suffisant mais ceci*

Tous les pays de la région ne reconnaissent pas la libre-circulation des personnes, sans parler de celle des biens. Cette zone est la moins intégrée du continent.

a permis de réactualiser le plan économique régional, devenu obsolète, explique Patrick Sevaistre, expert Afrique Centrale du Cian. On voit ainsi tout leur potentiel en matière énergétique mais aussi métallurgique avec Alucam notamment. Ils peuvent également déployer une grande force de frappe environnementale. » Cette initiative a été suivie, début décembre, par la décision de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC)

de lancer un emprunt obligataire par appel public à l'épargne de 300 milliards de francs CFA (547,5 millions) pour financer des projets intégrateurs.

Reste à savoir au profit de quelle zone géographique. Car la question se pose, de façon de plus en plus pressante, du découpage de l'Afrique centrale. « *L'intégration régionale n'avance pas car il y a toujours ce problème de "constituency" entre la CEMAC et la CEEA, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, qui va de Saô Tomé au Rwanda, et dont le siège se trouve à Libreville* », souligne Patrick Sevaistre. « *Tous les pays de la région, en particulier les pays pétroliers, ne reconnaissent pas la libre-circulation des personnes, sans parler de celle des biens. Cette zone est la moins intégrée du continent, peut-être du monde, à l'exception sans doute de l'Union du Maghreb arabe. Les échanges formels ne représentent que 3 à 4 % du total.* »

CAMEROUN

Fort potentiel, mais...

L'économie a été affectée par la Covid mais pâtit aussi d'une dégradation sécuritaire dans plusieurs régions. Si elles sont mises en œuvre, des orientations pour une reprise de la croissance en 2021 pourraient servir de repère pour toute la région.



Président : **Paul Biya**
 Premier ministre : **Joseph Dion Ngute**
 Population (millions) : **25,2**
 Superficie (km²) : **475 440**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **1 498**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **3,9**
 Inflation 2019 (%) : **2,5**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **153**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **167**

Même si la production de pétrole et de gaz a été en hausse, la chute drastique des cours mondiaux du brut a réduit de 33% les recettes camerounaises sur les 10 premiers mois de l'année 2020. Dans sa loi de Finances rectificative, l'État estimait d'ailleurs les revenus pétroliers à 286 milliards de francs CFA contre 468 initialement. Maigre consolation : sur les dix premiers mois de 2020, l'activité du pipeline Cameroun-Tchad a augmenté de 3%, avec 39,9 millions de barils de pétrole brut acheminés au terminal Komé-Kribi 1. Autre bonne nouvelle, un service de cabotage de marchandises conteneurisées a été lancé entre les ports de Kribi et de Douala. S'agissant de l'agriculture, les dernières statistiques faisaient état d'une baisse des exportations de bananes, de cacao, de bois, des produits phares du Cameroun. Résultat, l'activité économique a reculé en 2020, l'endettement public ayant augmenté (40,9% du PIB en 2019 contre 21,5% cinq ans auparavant). Une situation qui ne va pas s'arranger, le FMI étant intervenu à deux reprises en 2020, en versant au Cameroun 382 millions de dollars. Malgré une légère baisse de son classement dans le Rapport Doing Business par rapport à l'édition 2019, le pays a cependant amélioré son accès au crédit ; il a notamment mis sur pied un dispositif pour l'agrément et le fonctionnement des bureaux de crédit. L'économie du Cameroun a le potentiel pour devenir l'une des plus prospères et est l'une des mieux placées pour accueillir les investissements étrangers directs en Afrique. Alors que le pays dispose de nombreuses ressources naturelles (pétrole, foresterie, pêche), ainsi que des terres fertiles, il doit néanmoins améliorer et simplifier son administration afin de stimuler l'esprit d'entreprise et lutter contre la corruption. Même s'il existe de réelles opportunités dans l'énergie, le transport, le BTP et les mines, l'insuffisance des infrastructures, la fragilité de l'État de droit et l'inefficacité persistante d'un vaste système parapublic dans des secteurs clés entravent la croissance des IDE.

Or, le Cameroun a besoin d'attirer des investisseurs étrangers pour financer ses futurs projets d'infrastructures et notamment l'exploitation du gaz. Les grandes entreprises françaises sont bien placées

dans ces secteurs en développement. La Chine, de son côté, investit régulièrement dans ce pays (avec un total d'investissements directs et indirects chinois s'élevant à 2,43 milliards de dollars en 2016 selon le ministère camerounais de l'Économie), qui ont permis notamment la réalisation du port et complexe industriel de Kribi ou de la centrale hydro-électrique de Memve'élé.

Avec une situation stratégique qui en fait une porte d'entrée naturelle des régions enclavées d'Afrique centrale (y compris le Tchad, la République centrafricaine et le nord du Congo), le Cameroun reste un des pays les plus influents au sein de la CEMAC.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,6 sur 5**

POINTS FORTS

- Taux d'absentéisme
- Qualité/coût de la main d'œuvre
- Qualité du secteur bancaire
- Droit du travail

POINTS FAIBLES

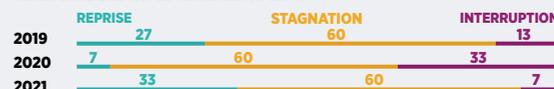
- Protection de l'environnement
- Impact du secteur informel
- Niveau de corruption

BILAN DES ENTREPRISES

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



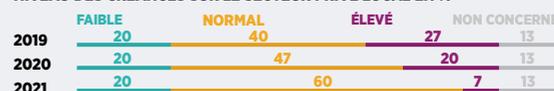
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %





PORT AUTONOME DE KRIBI
PORT AUTHORITY OF KRIBI

**ACTEUR MAJEUR DE LA CHAÎNE
DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE
MARITIMES AU CAMEROUN ET EN AFRIQUE CENTRALE**

**A KEY PLAYER IN THE MARITIME TRANSPORT
AND LOGISTICS CHAIN IN CAMEROON
AND CENTRAL AFRICA**

Smart Port, Attractive Business

 www.pak.cm
 contact@pak.cm
 +237 222 462 100
 [@portofkribi](https://www.facebook.com/portofkribi)
 [kribiport](https://www.linkedin.com/company/kribiport)
 [PortOfKribi](https://twitter.com/PortOfKribi)

CONGO BRAZZAVILLE

Une situation très incertaine

Mis sous pression par la crise sanitaire et ses bailleurs, le pays continue néanmoins à attirer des investisseurs étrangers



Président : **Denis Sassou Nguesso**
 Premier ministre : **Clément Mouamba**
 Population (millions) : **5,24**
 Superficie (km²) : **342 000**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **2 011**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **-0,6**
 Inflation 2019 (%) : **2,2**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **149**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **180**

La crise sanitaire exerce une pression importante à court terme sur l'économie congolaise. En 2020, selon le gouvernement, la croissance devait s'inscrire en baisse de 9% (contre +1,2% prévu initialement), tiré par la chute de l'activité pétrolière et l'effondrement de l'activité hors pétrole. Le gouvernement a réagi dès le 18 mars en créant, sous la pression du principal syndicat patronal UNICONGO, une task force interministérielle en charge de mesurer l'impact de la crise sur l'économie et la société. Un Fonds national de solidarité a été créé sous la forme d'un compte spécial du Trésor émergeant au budget à hauteur de 125 milliards de francs CFA. Plusieurs mesures de soutien à l'économie ont été mises en place mais elles ne suffisent pas à répondre à l'ampleur du choc que constitue la crise sanitaire pour les acteurs économiques, ménages comme entreprises.

En juillet 2019, le FMI avait bien renoué avec le pays, en lui octroyant 447 millions de dollars sur trois ans à condition qu'il engage des réformes fiscales, de faire preuve de transparence dans l'utilisation des ressources pétrolières et surtout qu'il gère sa dette auprès de deux traders suisses, Glencore et Trafigura, dont l'arriéré atteignait 1,7 milliard de dollars. En novembre 2019, le FMI avait à nouveau tiré la sonnette d'alarme et, deux mois plus tard, avait repoussé à mars son deuxième décaissement, estimant que le Congo n'en avait pas fait assez. Une alerte qui n'a semble-t-il pas été entendue puisqu'en mars justement, le FMI a suspendu l'accord conclu avec Brazzaville. Même l'aide d'urgence face à la Covid-19, sollicitée en mai, était encore en discussion au mois de novembre.

Un contexte qui ne semble pas effrayer Total qui, en novembre, a renouvelé pour 20 ans son contrat de gestion du terminal pétrolier au large de Pointe-Noire. Le secteur pétrolier est d'ailleurs celui qui attire le plus d'investissements. Les compagnies pétrolières Total, Chevron et SNPC ont investi au total dix milliards d'euros dans le champ pétrolier de Moho Nord dont la production a démarré en mars 2017. Enfin, la Chine joue un rôle de plus en plus important dans la reconstruction des infrastructures portuaires,

routières, ferroviaires et électriques.

Outre le pétrole, le bois est l'un des principaux secteurs qui attirent les IDE (la Chine est le principal acheteur de bois congolais, suivie de la France). L'accent a aussi été mis sur le secteur minier, qui a la faveur d'un nombre croissant d'investisseurs. De plus, dans quelques années, le pays jouera un rôle important au cœur de la région centrafricaine grâce à la modernisation de sa voie de transport entre Brazzaville et Pointe Noire. La Chine est le principal investisseur du pays, suivie de la France, des États-Unis et d'autres pays européens.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,3 sur 5**

POINTS FORTS

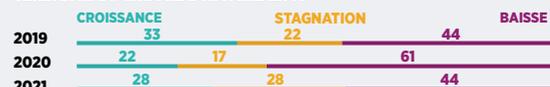
- Réseau portuaire
- Sécurité des personnes
- Réseau téléphonique et internet

POINTS FAIBLES

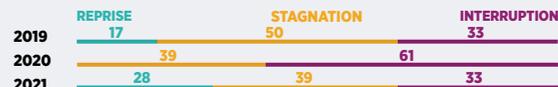
- Environnement fiscal
- Niveau de corruption
- Transports routiers
- Impact du secteur informel

BILAN DES ENTREPRISES

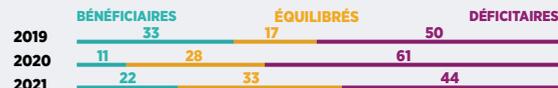
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



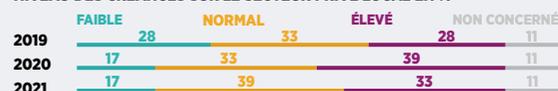
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



DOUALA

HUB ÉCONOMIQUE SOUS-RÉGIONAL



*TRANSFORMER DOUALA
EN UNE MÉTROPOLE
ÉCONOMIQUE MODERNE
ET ATTRACTIVE OÙ IL
FAIT BON VIVRE*

La ville de Douala est stratégiquement située au cœur du golfe de Guinée, et c'est naturellement qu'elle est la principale porte d'entrée dans la Sous-région Afrique centrale. Grâce à son Port qui dessert plusieurs pays limitrophes, l'existence des deux principales zones industrielles du Cameroun, d'un aéroport international principal hub sous régional pour les plus grandes compagnies aériennes et de fret. La localisation de 65% des grandes entreprises du Cameroun, 60% des PME et environ 229 établissements financiers et d'assurance à travers la Ville. L'on note aussi des écoles d'ingénieurs et de commerce, la présence des institutions hospitalières de référence et une population dynamique de près de 4 millions d'âmes. La Ville de Douala présente de nombreux atouts économiques indéniables pour attirer davantage d'investisseurs nationaux et internationaux en leur garantissant un cadre de vie agréable.

La municipalité en charge du développement urbain, travaille à l'amélioration de la compétitivité et de l'attractivité de la Ville de Douala avec l'appui de l'Etat. Au-delà de résorber le déséquilibre territorial et implanter des nouveaux pôles économiques, la Ville travaille à assurer une meilleure mobilité avec la maintenance continue du réseau routier et la mise en place envisagée de transports urbains de masse sur sites propres (Bus Rapid Transit, Tramways, Câble Way). Ainsi donc la Ville de Douala a engagé la construction de nouveaux équipements de proximité favorisant la relocalisation de certaines activités économiques vers la périphérie. C'est le cas par exemple de la construction du Marché moderne sous régional à PK 17 dans le 3e arrondissement, financé par le Gouvernement. Il s'agit d'un équipement marchand structurant composé de 400 aires de ventes en gros des produits et vivres frais et d'un centre des affaires. Une réelle opportunité pour les

investisseurs du secteur agricole, agroalimentaire et celui des services.

La vision de l'Exécutif Communautaire de la Ville de Douala est donc d'accroître la compétitivité et l'attractivité de la ville avec le concours de différents partenariats avec le secteur privé et les organismes nationaux et internationaux de financement. Nous souhaitons offrir aux entreprises et aux opérateurs économiques de nouveaux espaces viabilisés, aisément accessibles et spécialisés. La création d'une zone logistique centrale au contact du port et de l'aéroport ainsi que l'aménagement de nouvelles zones d'activités industrielles et commerciales le long du boulevard périphérique boosteront l'implantation de nouvelles entreprises et la création d'emplois. La construction d'un centre international des conférences, d'un Centre international des foires et des expositions doteront la ville des espaces appropriés pour abriter des grands événements internationaux et foires sous régionales propices au développement d'un tourisme d'affaire indispensable pour l'attrait de nouveaux partenaires financiers. Pour les grands investisseurs du secteur de l'immobilier, l'opérationnalisation du Central Business District (CBD) sur le Plateau Joss permettra la construction des bâtiments et édifices pouvant accueillir les sièges des grandes institutions internationales dans un nouveau Centre d'Affaires digne d'une métropole Régionale de la dimension de Douala.

Au-delà d'une vision, il s'agit d'un programme communautaire qui commence à se mettre en relief avec l'ouverture des grands centres commerciaux et l'implantation des marques de renommée internationale, programme qui rendra la ville moderne et attractive pour son rayonnement sous régional.

Dr Roger MBASSA NDINE
Maire de la Ville de Douala

GABON

La diversification se poursuit

Visiblement, la crise n'a impacté ni Olam ni Moller-Maersk qui montent en puissance au Gabon, permettant à Libreville de jouer sa carte de la diversification.

Le Gabon surprend. Dépendant de l'activité pétrolière (80% des exportations, 45% du PIB, 60% des recettes budgétaires), le pays a amorcé en 2015 une politique de diversification qui a attiré des investisseurs internationaux. Derniers symboles forts : la nomination, en juillet, de la première femme Premier ministre du pays, Rose Christiane Ossouka Raponda. Puis celle, début décembre 2020, du nouveau directeur de l'Agence nationale de promotion des investissements, Ghislain Moandza Mboma. Des IDE qui ont atteint 1,5 milliard de dollars en 2019, selon la Cnuced. Ces flux se sont d'ailleurs révélés indispensables pour passer le cap de cette année 2020, le budget de l'État ayant été réduit de 10%.

Dans son Budget 2021, en revanche, le Gabon avait prévu d'augmenter à nouveau (+27%) ses dépenses d'investissement, les ressources propres de l'État destinées au financement de ces projets grimant même de 104%. En revanche, les dépenses d'investissement financées par des partenariats public-privés étaient annoncées en forte baisse. Pourtant, les PPP réussissent plutôt bien au Gabon, à l'image de la montée en puissance du singapourien Olam, impliqué initialement dans l'agro-business, puis en 2016 dans la zone économique spéciale du Gabon (GSEZ) aux côtés d'Africa Finance Corporation (AFC). Début 2020, la GSEZ a été rebaptisée Arise et se décline en trois entités : Arise Port & Logistics (P&L), Arise Integrated Industrial Platforms et Arise Infrastructure Services. La première a pour actionnaires traditionnels Olam (31%) ainsi qu'AFC (passé de 21% à 26%) et, depuis le 23 janvier 2020, AP Moller Capital avec 43%, la filiale du géant danois des transports et de la logistique A.P. Moller-Maersk ayant racheté les 38,5% de l'État gabonais. Arise P&L est présent au Gabon au port d'Owendo, en Côte d'Ivoire et en Mauritanie avec le projet de terminal industriel polyvalent de San Pedro et le terminal à conteneurs de Nouakchott.

La réhabilitation de la Transgabonaise Libreville-Franceville (780 km, 1,1 milliard de dollars) se fait également en PPP avec Arise P&L et le fonds français Meridiam. La route permettra d'écouler le bois et des



Président : **Ali Bongo Ondimba**
 Premier ministre : **Rose Christiane Ossouka Raponda**
 Population (millions) : **2,1**
 Superficie (km²) : **267 667**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **7 667**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **3,8**
 Inflation 2019 (%) : **2**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **119**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **169**

produits agricoles et desservira la zone économique de Nkok, où sont transformés les grumes, et le nouvel aéroport international de Libreville. Premier employeur du secteur privé, Olam, déjà présent dans l'hévéa, les engrais et les cultures vivrières, a aussi reçu le feu vert en octobre pour construire une usine de biocarburant à partir d'huile de palme. Le Singapourien commence à peser très lourd...

Tous ces projets s'inscrivent dans le cadre du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) qui vise à faire du Gabon une économie émergente d'ici 2025 en diversifiant le pays et en en faisant une destination d'investissement compétitive à l'international.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,4 sur 5**

POINTS FORTS

- Télécommunications
- Sécurité des personnes
- Taux d'absentéisme
- Réseau portuaire

POINTS FAIBLES

- Transports routiers et ferroviaires
- Incitation à l'investissement
- Droit foncier

BILAN DES ENTREPRISES

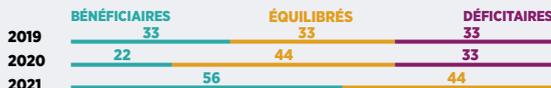
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



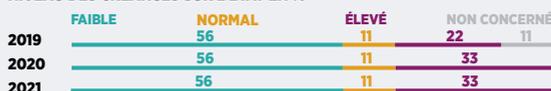
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



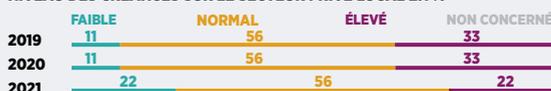
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %

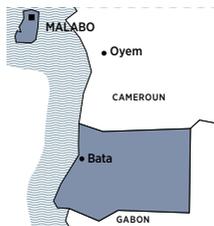


GUINÉE ÉQUATORIALE

Récession et insolvabilité

La Covid-19 et la chute des cours du brut sont tombés au plus mal pour le pays, dont 90% des revenus d'exportation dépendent du pétrole et du gaz

La Covid-19 n'aura pas beaucoup changé le contexte économique de la Guinée équatoriale, à qui le FMI avait accordé un prêt de 283 millions de dollars en décembre 2019. En récession depuis le début de la décennie (PIB divisé par trois depuis 2014, richesse par habitant divisée par deux en huit ans), le pays devrait encore enregistrer une croissance en recul de 6% en 2020. Son économie, qui repose quasi exclusivement sur les hydrocarbures, a pris de plein fouet le déclin progressif de sa production et la chute des cours mondiaux du pétrole. La production pétrolière est passée sous le cap des 120 000 barils par jour. C'est dans ce contexte économique très dégradé que l'exécutif dirigé par le Premier ministre Pascual Obama Asué a présenté sa démission en août. Le



Président : **Teodoro Obiang Nguema Mbasogo**

Vice-président : **Teodoro Nguema Obiang Mangue**

Population (millions) : **1,3**

Superficie (km²) : **28 051**

PIB/hab. 2019 (USD) : **8 132**

Croissance du PIB réel 2019 (%) : **-6,1**

Inflation 2019 (%) : **1,2**

Classement IDH 2019 (sur 189) : **145**

Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **178**

président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, avait alors évoqué « une possible insolvabilité » de la Guinée équatoriale...

Le pays dépendant fortement du pétrole, le gouvernement, dans le but d'accélérer la diversification économique, a créé la GE Holding, entité chargée de gérer les fonds de co-investissement de l'État. Il a également mis en œuvre plusieurs réformes pour améliorer le climat des affaires, notamment pour rendre le démarrage d'une entreprise moins coûteux en réduisant les frais d'enregistrement. Quoi qu'il en soit, le climat des affaires dans le pays reste confronté à de forts vents contraires tels que la charge administrative, un système judiciaire faible ainsi qu'un accès limité au financement.



© Carl Nenzen Lowen

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Des élections à hauts risques

Après les élections présidentielles de décembre 2020, la Centrafrique se prépare à voter aux élections législatives dans un contexte sécuritaire, sanitaire et économique très fragile.



Président : **Faustin Archange Touadéra**
 Premier ministre : **Firmin Ngrebada**
 Population (millions) : **4,9**
 Superficie (km²) : **623 000**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **468**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **3**
 Inflation 2019 (%) : **2,7**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **188**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **184**

L'accord de paix signé à Khartoum en février 2019 entre le gouvernement et quatorze groupes armés fut un marqueur fort dans un pays rongé par la guerre civile depuis plus de sept ans. Celui-ci, hélas, reste difficile à mettre en œuvre. Après la réélection du président Touadéra en décembre, l'incertitude règne quant au déroulement des élections et législatives en mars 2021, car les tensions demeurent très vives entre le pouvoir et l'opposition. La situation sécuritaire est préoccupante avec des tentatives régulières de déstabilisation de la part de groupes armés, près de 80% du territoire de la Centrafrique étant hors du contrôle de l'État, donnant lieu à des trafics et exactions de tout genre.

La pandémie de la Covid-19 n'a fait qu'exacerber une situation économique dégradée par plusieurs années de conflits, une mauvaise gouvernance, la corruption et le pillage des ressources naturelles. La crise humanitaire en Centrafrique est l'une des pires au monde : près de 75% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et plus de la moitié d'entre elle a besoin d'une aide alimentaire. Seule une minorité de Centrafricains - 8%- a accès à l'électricité et une commune sur trois est reliée à la compagnie nationale des eaux. L'insécurité, qui entrave l'approvisionnement et les échanges et les restrictions liées à la Covid-19, ont fait flamber les prix des denrées alimentaires et limité l'accès à la nourriture des populations les plus vulnérables.

L'économie repose essentiellement sur une agriculture de subsistance et quelques filières d'exportation en perte de vitesse avec une contribution divisée par deux sur les dix dernières années. Des problèmes structurels frappent les filières café et coton, dont les productions sont en net recul. Avec l'embargo imposé par le processus de Kimberley et la chute des prix, divisés par deux, la filière légale du diamant s'est effondrée, alors qu'elle contribuait à 40-50% des recettes d'exportations. Quant au secteur du bois, il résiste quoique générant peu de valeur ajoutée, le pays n'exportant que des grumes. Si le pays dispose d'abondantes ressources naturelles

ainsi que d'immenses terres arables, le climat sécuritaire défavorable et l'instabilité politique sont une source de préoccupation pour les investisseurs, dans ce pays où la majorité des richesses du sous-sol est contrôlée par des gangs armés. Parmi les autres facteurs limitant son attractivité figurent l'insuffisance des infrastructures et une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Le pays a néanmoins entrepris diverses réformes pour attirer des capitaux étrangers, dont la mise en place d'un cadre de dialogue public-privé, des incitations fiscales pour les entreprises et la réduction du capital minimum requis pour créer une entreprise.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **1,8 sur 5**

POINTS FORTS

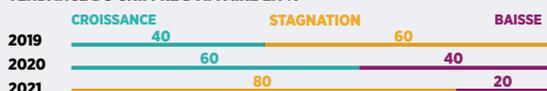
- Taux d'absentéisme
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

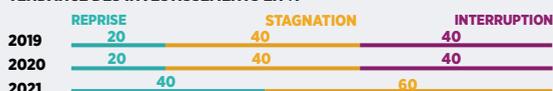
- Réseau routier
- Système de santé
- Protection de l'environnement

BILAN DES ENTREPRISES

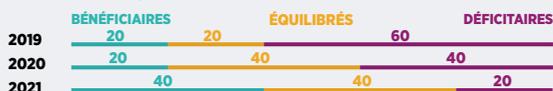
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



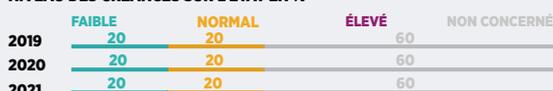
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



RD CONGO

Au fond de l'impasse

2020 se termine en imbroglia politique et sur une impasse économique pour la République Démocratique du Congo. Même l'ONU semble baisser les bras avec le retrait programmé de la Monusco de l'est du pays, incontrôlé.



Président : Félix Tshisekedi
 Premier ministre : Sylvestre Ilunga Ilunkamba (au 8 décembre 2020)
 Population (millions) : 84
 Superficie (km²) : 2 345 000
 PIB/hab. 2019 (USD) : 545
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : 4,4
 Inflation 2019 (%) : 4,7
 Classement IDH 2019 (sur 189) : 175
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : 183

Le fragile montage politique aura duré à peine deux ans. Le 6 décembre dernier, le président Félix Tshisekedi annonçait la fin de l'alliance entre sa coalition, le Cap pour le Changement (CACH), et le Front commun pour le Congo (FCC) de Joseph Kabila. Bien qu'insolite, cette association reposait sur un accord secret : à Joseph Kabila le Parlement, à Félix Tshisekedi la présidence. Les six mois de négociations politiques qui suivirent aboutirent à un accord très déséquilibré, en faveur du FCC de Joseph Kabila, et très vite, un rapport de force s'est installé. L'année 2020 s'est donc achevée dans l'impasse, dans un climat de très haute tension politique, Félix Tshisekedi recherchant une nouvelle majorité et un nouveau Premier ministre.

Côté économie, c'est également le marasme, à l'image du budget 2020, annoncé en hausse de 63% par rapport à 2019, avant d'être révisé à la baisse dès le mois de février, le FMI l'ayant jugé irréaliste, faute de moyens. Pour 2021, il a été ramené à 6,8 milliards dollars, en accord avec le FMI, avec qui la RDC voudrait conclure un programme au premier semestre 2021.

Huitième pays le plus pauvre au monde, la RDC pâtit aussi du fait que 90% de ses exportations sont des matières premières brutes, notamment des minerais et du pétrole. Autant dire que la crise économique causée par la pandémie a eu une grosse incidence. Pour ne rien arranger, le tissu économique est largement aux mains d'investisseurs chinois (Selon S&P Global Platts, près de 70% du secteur minier, et 40% des exportations). Il est donc tributaire de la bonne santé de l'Empire du milieu ; ce qui a évidemment eu un impact avec le ralentissement de la Chine fin 2019 – début 2020. Quant aux productions agricoles (coton, café, cacao, sucre, thé, caoutchouc, manioc, arachides, riz), elles ne parviennent pas à décoller, à cause, en partie, de la concurrence frauduleuse des produits importés des pays voisins, notamment d'Angola.

Dernier gros point noir : le déferlement de violences perpétrées par des groupes armés nationaux et étrangers à l'est du pays, auquel assiste, impuissante, la force des Nations Unies, la Monusco. Et ce d'autant que celle-ci devait réduire sa présence au

Tanganyika et se retirer des provinces du Kasai et du Kasai-Central.

Le pays, qui bénéficie d'un grand marché intérieur, dispose malgré tout de riches ressources hydroélectriques et minières (diamants, cuivre, cobalt, or et uranium), qui restent largement inexploitées. Afin d'attirer les IDE, le gouvernement de la RDC offre des incitations qui sont généralement négociées avec les investisseurs étrangers. Cependant, ceux-ci restent confrontés à un certain nombre de défis (corruption, longues procédures administratives, frais administratifs) pour établir leurs entreprises en RDC.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : 1,6 sur 5

POINTS FORTS

- Taux d'absentéisme
- Coût de la main d'œuvre et du fuel

POINTS FAIBLES

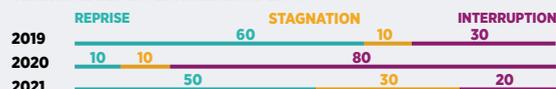
- Niveau de corruption
- Impact du secteur informel

BILAN DES ENTREPRISES

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



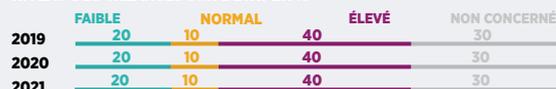
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



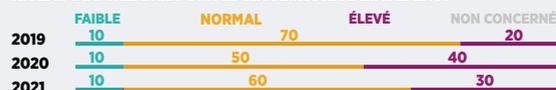
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



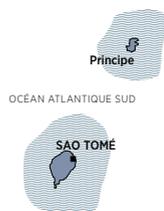
NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



SAO TOMÉ ET PRINCIPE

Objectif verdissement

L'archipel s'est fixé pour objectif de produire, d'ici à 2030, plus de 50% son énergie à partir de sources renouvelables



Président : **Evaristo Carvalho**
 Premier ministre : **Jorge Bom Jesus**
 Population : **220 000**
 Superficie (km²) : **1 001**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **1 995**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **1,3**
 Inflation 2019 (%) : **8,4**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **135**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **170**

Aujourd'hui, le taux d'accès à l'électricité à Sao Tomé et Príncipe est de 70%. Mais le secteur énergétique fait face à de profondes difficultés. Les infrastructures sont vieillissantes et les pertes en ligne obligent la plupart des entreprises à investir dans leurs propres groupes électrogènes, lesquels fonctionnent au diesel. De ce fait, 95% de la production d'énergie est d'origine thermique. Surtout, le seul producteur et distributeur d'énergie de l'archipel, Empresa de Água e Electricidade (EMAE), est en quasi-faillite avec des pertes qui représentaient environ 26% du PIB fin 2019, selon le FMI. Si la Covid-19, qui devait entraîner une contraction de l'économie de 6,5% en 2020, a modifié la priorité des dépenses publiques, celles-ci étant orientées en priorité vers la santé et le social.

Sao Tome et Principe, dont la situation maritime au centre du Golfe de Guinée est stratégique, avait suscité un fort intérêt de la communauté internationale dans les années 2000 en raison de son potentiel pétrolier. Cet engouement s'est essoufflé, depuis, en l'absence de découverte majeure. Néanmoins, la compagnie Total est de retour sur l'archipel depuis début 2019 avec la signature d'un accord de partage de production (d'une durée de 28 ans, dont 8 ans consacrés à l'exploration) avec la société angolaise Sonangol. L'archipel fait partie de la « Comunidade dos Países de Língua Portuguesa » (CPLP), est membre de la CEEAC (Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale) et a signé en décembre 2004 un accord de libre-échange avec la CEMAC.

SOUDAN

L'état d'urgence, à tous points de vue

Dix-huit mois après la chute de l'ancien président, l'économie est au bord du gouffre, le pays ayant souffert par ailleurs de terribles inondations et d'une hausse des violences au Darfour.



Président du Conseil militaire de transition : **Abdel Fattah al Burhane**
 Premier ministre : **Abdallah Hamdok**
 Population (millions) : **44,3**
 Superficie (km²) : **1 883 000**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **441**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **-2,5**
 Inflation 2019 (%) : **57**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **170**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **171**

Le 10 septembre dernier, le Soudan déclarait l'état d'urgence économique, la chute libre de la livre soudanaise (255 livres pour un dollar sur le marché noir fin novembre contre 85 un an plus tôt) et l'inflation (220 % en octobre) menaçant très sérieusement l'activité (-8,4% de croissance en 2020). Ce fut le point d'orgue d'une année très agitée pour le gouvernement de transition mis en place après la destitution de l'ex-président Omar el-Béchir, en avril 2019. L'état d'urgence s'est également nourri des violences dans l'État du Darfour (jusqu'à ce qu'un accord de paix soit signé le 31 août) et des inondations de l'automne. Une bouffée d'oxygène viendrait du retrait du Soudan de la liste noire américaine des pays soutenant le terrorisme, en vigueur depuis 1993.

Parmi les pays en transition de la Corne de l'Afrique, le Soudan, qui bénéficie d'un énorme potentiel agricole inexploité, est celui qui reçoit le plus d'IDE. Les investissements sont principalement dirigés vers le secteur des hydrocarbures, les services aux entreprises et les transports. La Chine, l'Allemagne et le Qatar sont les plus grands investisseurs du pays. Les IDE devraient être stimulés dans les années à venir grâce à la levée des sanctions américaines et à la transition politique après la destitution du président Omar al-Bashir. Reste à savoir quelle sera la position de Joe Biden sur le Soudan : la fin des sanctions serait synonyme de rétablissement des liens avec les banques internationales mais aussi à un allègement de sa dette extérieure évaluée à 57,5 milliards de dollars.

SOUDAN DU SUD

Au bord de la famine

En dépit d'une aide humanitaire soutenue, plus de la moitié de la population du Soudan du Sud est en situation d'insécurité alimentaire.



Président : **Salva Kiir Mayardit**
Premier Vice-président : **Riek Machar**
Population (millions) : **13,8**
Superficie (km²) : **644 329**
PIB/hab. 2019 (USD) : **NC**
Croissance du PIB réel 2019 (%) : **0,9**
Inflation 2019 (%) : **51,2**
Classement IDH 2019 (sur 189) : **185**
Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **185**

État fragile, le Soudan du Sud commençait à récolter les fruits de la mise en œuvre progressive de l'accord de paix conclu en septembre 2018 avec une reprise de la croissance économique dans le sillage d'une hausse de la production de pétrole. Mais la pandémie de Covid-19, et dans son sillage la chute des cours du brut, qui contribue à 90% des recettes d'exportation et un tiers du PIB, aura conduit à une contraction de 3,6% de l'économie en 2020-21. L'inflation est élevée, la monnaie dépréciée et les prix des denrées alimentaires flambent dans un pays où plus de 80% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et dispose d'un accès très limité aux services de base. Alors que des affrontements intercommunautaires persistent, des pluies torrentielles se sont abattues sur le pays qui ont amplifié l'insécurité alimentaire

(environ 7,5 millions de Sud-Soudanais ont besoin d'une aide alimentaire). S'agissant des IDE, la création d'institutions, telles que le ministère de l'Investissement et des Services d'investissement, ainsi que la mise en place de régimes fiscaux attractifs ont été parmi les premières mesures prises par le gouvernement pour promouvoir les investissements étrangers. Dans ce contexte, des discussions sont en cours avec le troisième producteur de pétrole de Russie, Gazprom, ainsi qu'avec la China National Petroleum Corporation et la compagnie malaisienne Petronas. La filiale Nespresso de Nestlé a investi dans les plantations décimées par la guerre au Soudan du Sud depuis 2014, le café devant devenir la première exportation non-pétrolière dans plusieurs décennies.



TCHAD

Cap à l'Est !

Pays très enclavé mais partageant ses frontières avec six États voisins, le Tchad cherche à s'affranchir de sa dépendance vis-à-vis du Cameroun en regardant vers l'est.



Président : **Idriss Déby**
 Population (millions) : **14,9**
 Superficie (km²) : **1 844 797**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **709**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **3**
 Inflation 2019 (%) : **-1**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **187**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **182**

Depuis une dizaine d'années, les relations entre le Tchad et le Soudan s'améliorent. La chute en avril 2019 du président Omar el-Béchar, au pouvoir depuis 30 ans, n'a pas interrompu ce processus. Au contraire, les deux pays affichent la volonté de renforcer leur coopération sur les sujets sécuritaire et économique. Sur ce dernier point, les échanges entre les deux pays pourraient considérablement se développer grâce au projet de Port Soudan. Cette infrastructure donnera en effet au Tchad un accès à la Mer Rouge et, au-delà, lui ouvrira une porte sur l'Asie et le Moyen-Orient.

Aujourd'hui, le corridor camerounais allant de N'Djamena au port de Douala est la principale voie de désenclavement du Tchad, puisqu'il concentre environ 80% du commerce extérieur du pays, avec en premier lieu le pipeline pétrolier. Mais si le Tchad appartient à la CEMAC, et donc à ce titre bénéficie du Tarif Extérieur Commun (TEC), les échanges sont faibles avec les pays de la zone. En 2019, les exportations tchadiennes – pétrole, coton, gomme arabique, bétail – étaient principalement orientées vers la Chine (35%), les Émirats arabes unis (20%), l'Inde (15%), les États-Unis (11%) et la France 6,5% selon les données de l'International Trade Centre. Quant aux importations – machines, équipements de transports, produits industriels et denrées alimentaires – les principaux fournisseurs sont la Chine (28%), les Émirats arabes unis (16%), la France (10%) et les États-Unis (8,5%).

Les flux commerciaux étant largement tournés vers l'Asie et le Moyen-Orient, le corridor soudanais présente donc un intérêt certain en dépit de sa longueur de 3 355 km, deux fois plus long que celui reliant le Cameroun au Tchad. Largement soutenu par la Banque islamique de développement (BID), le projet prend forme, plusieurs pièces du puzzle s'assemblent. Tout d'abord, une première étape dans la réalisation du corridor Abéché – Adré – frontière Soudan (174 km) a été franchie avec un accord de financement de 146 millions de dollars de la BID pour la construction du tronçon Abougoulème – Abéché (95 km), à la frontière entre les deux pays. Le tronçon Abougoulème-Adré-Frontière Soudan, d'un coût d'environ 94 millions de

dollars devrait bénéficier d'un financement du Fonds de coordination des pays arabes. La route devrait être couplée avec la construction d'un port sec entre Adré et Abougoulème. Mené avec le secteur privé, ce projet est en cours d'études au sein de la BID.

Malgré les efforts déployés dans le secteur des infrastructures, la plupart des sommes investies dans le pays restent absorbées par les secteurs pétroliers et gaziers. Bien qu'ouvert aux investissements étrangers, le pays doit encore progresser pour diversifier son économie et faciliter ses procédures fiscales.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **1,9 sur 5**

POINTS FORTS

- Coût de la main d'œuvre
- Qualité du secteur bancaire

POINTS FAIBLES

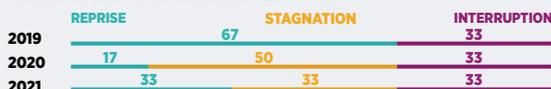
- Impact du secteur informel
- Douanes
- Réseau routier

BILAN DES ENTREPRISES

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %





"Pôle de référence
au cœur du Golfe
de Guinée"



www.pad.cm

E-mail : pad@pad.cm

La région fragilisée par le colosse aux pieds d'argile

La crise sanitaire a mis en exergue la dépendance, extrêmement fragilisante, des pays de la zone envers l'Afrique du Sud, elle-même en crise profonde. Il en ressort des initiatives, notamment dans l'énergie, qui seront peut-être des tournants.

Afrique du Sud - P94

Angola - P96

Bostwana - P97

Eswatini - P97

Lesotho - P98

Malawi - P99

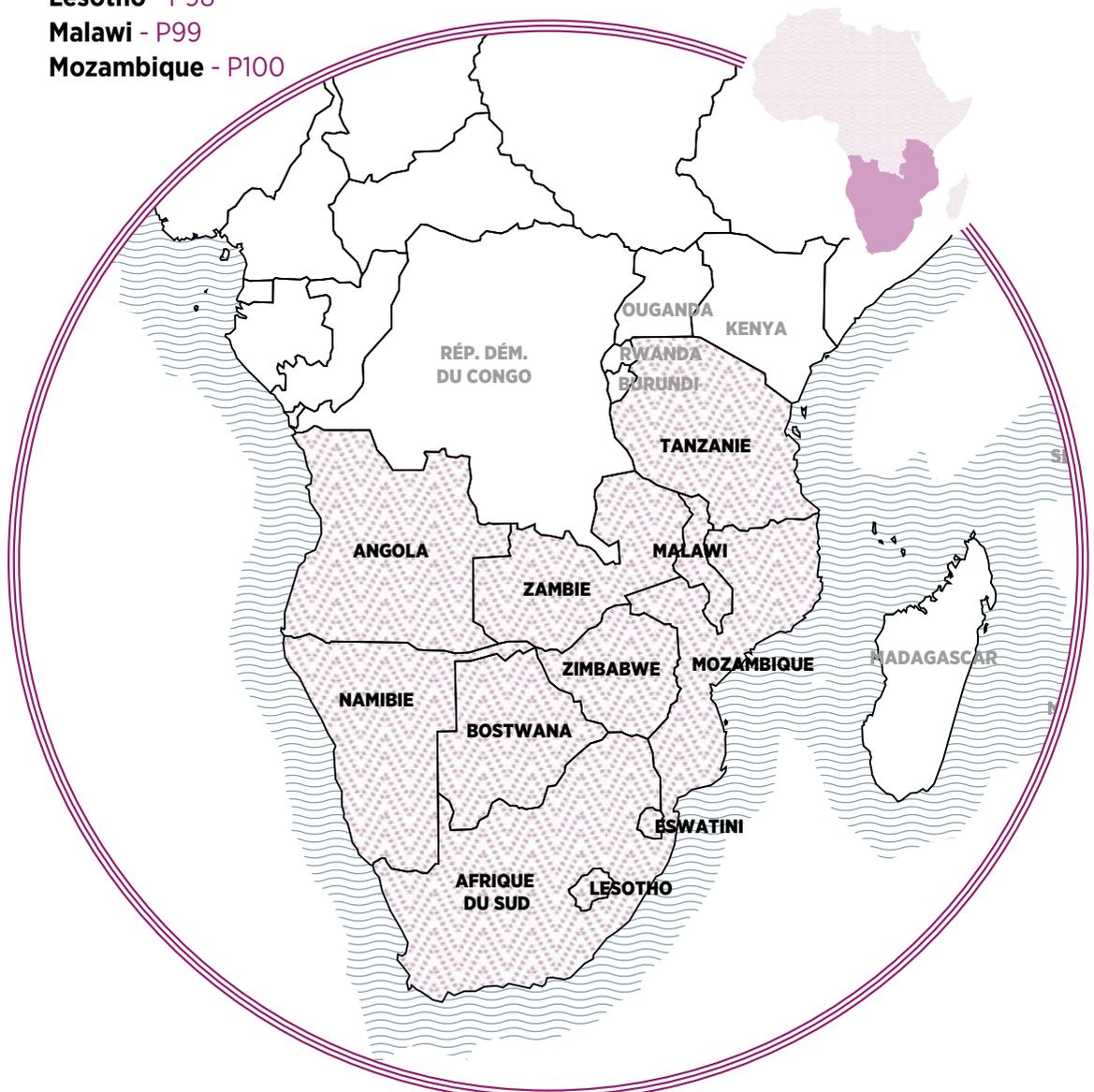
Mozambique - P100

Namibie - P101

Tanzanie - P102

Zambie - P103

Zimbabwe - P103



L'interdépendance historique des pays d'Afrique australe a revêtu en 2020 une dimension très particulière, soulignant plus que jamais, la vulnérabilité des pays satellitaires de l'Afrique du Sud, qui est en récession depuis mi-2019 et a subi un coup de massue avec le coronavirus. L'an dernier, le taux de chômage de la première économie du continent atteignait déjà 30% au premier trimestre – soit avant l'apparition de la Covid-19. L'Afrique du Sud a été contrainte de prendre, fin mars, des mesures de protection sanitaire parmi les plus strictes au monde : couvre-feu, fermeture de la plupart des commerces, des collèges et universités ainsi que de toutes les frontières. Bien que des restrictions aient été levées en juin, puis en juillet, l'économie sud-africaine s'est contractée de 51% au second trimestre par rapport à la même période un an plus tôt.

La crise sanitaire et économique mondiale, ainsi que la récession et la fermeture des frontières en Afrique du Sud ont frappé de plein fouet les recettes de la Southern African Custom Union (ACU) qui comprend, en plus de l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, la Namibie et l'Eswatini. Au pire moment de la crise, les flux commerciaux de certains pays au sein de cette zone économique ont chuté à 1% seulement de leurs niveaux habituels, selon la secrétaire exécutive de l'union douanière, Paulina Elago, qui a estimé jusqu'à 7 milliards de rands (soit 380 millions d'euros environ) le montant des pertes mensuelles de ses États membres. Peu étonnant lorsqu'on sait que 65% des importations namibiennes viennent d'Afrique du Sud ou que 40% des recettes budgétaires de l'Eswatini sont issues de la SACU.

En raison du contexte économique mais aussi du niveau du rand, le ministre botswanais des Finances a révisé de 6,3% à la baisse ses prévisions de recettes de la SACU pour l'exercice 2021-22. «*La situation est aggravée par la baisse de la valeur du rand sud-africain, la devise dans laquelle sont libellés les versements de la SACU, en raison à la fois des risques globaux et des faiblesses structurelles de l'économie sud-africaine*», a-t-il déclaré, précisant que pour son pays, la baisse des recettes de la SACU, cumulée à la baisse des recettes due au recul du marché des diamants, avaient fait chuter, mi-juillet, de 14,6% les réserves en devises du Botswana.

La fermeture des frontières sud-africaines a également fortement impacté le commerce transfrontalier – souvent informel – estimé à 20 milliards de dollars par an. Les conséquences sociales sont aussi très importantes puisqu'elles ont porté un coup d'arrêt au travail migratoire. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), de mars à juin, quelques 63 000 migrants de la Southern African Development Community (SADC, seize pays) seraient rentrés chez eux, les trois pays les plus impactés étant le Lesotho, le Mozambique et le Zimbabwe. Entre mai et septembre, le Malawi, de son côté, a recensé 10 000 retours de travailleurs. Rien d'étonnant car les seules mines sud-africaines emploient environ 45 000 personnes venant de l'étranger, les secteurs du l'agriculture et du petit commerce dépendent aussi beaucoup de cette main-d'œuvre.

Selon la plate-forme Knomad, qui est abritée par la Banque mondiale, les recettes provenant des travailleurs migrants seraient passées de 300 millions de dollars en 2019 à 219 millions en 2020 au Mozambique ; de 496 millions à 398 millions au Lesotho ; de 495 millions à 398 millions au Lesotho (soit 20% du PIB) ; de 119 millions à 98 millions en Eswatini ; de 50 millions à 43 millions au Botswana ; de 61 à 51 millions en Namibie.

Les difficultés de l'économie sud-africaine se font aussi ressentir dans le domaine de l'énergie, à l'image des déboires du géant Eskom qui génère 90% de l'électricité régionale et approvisionne le Botswana, la Namibie, le Zimbabwe, le Lesotho, l'Eswatini, le Mozambique et la Zambie. L'entreprise est exsangue avec une dette de 30 milliards de dollars et des pertes financières. Même en période de couvre-feu et de fermetures de mines et d'usines, Eskom a dû procéder à des délestages en Afrique du Sud ou, plus largement, dans la région. Cela a d'ailleurs contribué à l'abaissement du rating de l'Afrique du Sud, d'autant qu'Eskom est un gros consommateur de charbon, générant 40% des gaz à effet de serre du pays. Conséquences : les pays voisins redoublent d'efforts dans les énergies renouvelables et d'ailleurs, depuis octobre, les villes sud-africaines sont autorisées et invitées à en faire autant. Un tournant vers le vert. À quelque chose malheur est bon...

La fermeture des frontières sud-africaines a fortement impacté le commerce transfrontalier – souvent informel – estimé à 20 milliards de dollars par an.

AFRIQUE DU SUD

Une économie sous haute tension

L'Afrique du Sud n'avait vraiment pas besoin de ça. Très affaiblis depuis plusieurs années maintenant, le politique et l'économique ont fortement pâti de la Covid-19.

L'Afrique du Sud fut l'un des premiers pays d'Afrique à décider d'un confinement à partir du 26 mars. Après l'avoir allégé le 1^{er} mai, notamment dans les mines de charbon, les emplois à domicile, les télécoms et les nouvelles technologies, le gouvernement de Cyril Ramaphosa, fragilisé au sein de l'ANC, a décidé, face à la grogne sociale et le mécontentement des entreprises, de la réouverture quasi totale de l'économie à compter du 1^{er} juin. Une dizaine de jours plus tôt, le 21 avril, l'exécutif avait dévoilé un plan de soutien massif d'un montant équivalent à 25 milliards d'euros, soit un quart du budget de l'État sud-africain pour 2020-2021, et près de 10% du PIB

Déjà entrée en récession début 2020, le pays a vu son PIB chuter de 51% entre avril et juin derniers, le FMI prévoyant une croissance en recul de 8% en 2020, contre -3,2% « seulement » pour le reste du sous-continent. Une situation qui ne devrait pas s'améliorer de sitôt, selon la Reserve Bank sud-africaine, qui prévoit un redressement très lent de l'économie nationale, avec -3% de croissance encore en 2022. Du jamais vu. Sur le front de l'emploi, cela n'est guère mieux, 30% de la population étant au chômage.

Tous les secteurs ont été impactés ou presque. Le secteur financier (20% du PIB) a bénéficié des mesures très volontaristes (baisse du taux directeur, accès accru aux liquidités pour les banques, assouplissement des règles prudentielles, intervention sur le marché obligataire secondaire, etc.) prises très tôt par la Reserve Bank mais risque de subir à contrecoup les défaillances. La distribution et le commerce de détail (15% du PIB) ont été durement atteints par le confinement. Le secteur des télécoms a plutôt bien résisté ; les transports et la production manufacturière ont été très touchés. Le tourisme (10% du PIB) est également en plein marasme. Seule exception, l'activité minière (8% du PIB, la moitié des recettes d'exportation) a profité d'un redémarrage de l'activité rapide, et surtout du fort rebond des cours mondiaux -or, palladium mais pas les diamants- et de la dépréciation du rand. Le secteur agricole a aussi bien tiré son épingle du jeu grâce à une bonne saison des pluies.



Président : **Cyril Ramaphosa**
 Premier ministre : **David Mabuza**
 Population (millions) : **59***
 Superficie (km²) : **1 219 912***
 PIB/hab. 2019 (USD) : **6 001****
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **0,2**
 Inflation 2019 (%) : **4,1**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **114**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **84******

Les tensions au sujet du confinement restent très vives. Tout comme sur la question des réformes, notamment en ce qui concerne l'énergie verte. Or, la reprise est freinée par un secteur électrique toujours déficient avec des délestages qui pèsent sur l'économie et la confiance. D'une manière générale, les investisseurs s'inquiètent du manque de clarté des réformes politiques et structurelles. Certaines incertitudes juridiques demeurent malgré la mise en place de la loi sur la protection des investissements en décembre 2015 qui renforce les garanties juridiques offertes aux investisseurs étrangers.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,9 sur 5**

POINTS FORTS

- Réseau routier et aérien
- Qualité du secteur bancaire
- Système de santé
- Réseau téléphonique et internet

POINTS FAIBLES

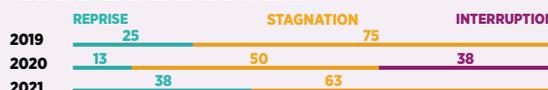
- Incitation à l'investissement
- Efficacité de l'administration
- Niveau de corruption

BILAN DES ENTREPRISES

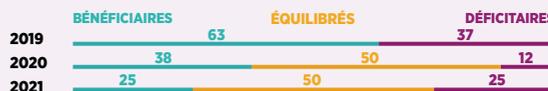
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



*https://databank.worldbank.org/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfile&id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=ZAF - **<https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP>
 CD - ***FMI Perspectives économiques régionales - Afrique sub-saharienne - **** <http://hdr.undp.org/> - *****<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/32436/9781464814402.pdf>

Entrevue avec Monsieur Abdou DIOP, Associé Gérant de Mazars au Maroc et Président de la Commission Afrique au sein de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM)

Mazars est un cabinet international spécialisé en audit, fiscalité et conseil présent en Afrique et au Moyen Orient depuis plus de 40 ans. Quel message souhaitez-vous adresser aux investisseurs européens, et plus particulièrement français ?

Nous constatons depuis plusieurs années un intérêt de la part des investisseurs étrangers pour l'Afrique. Nous sommes convaincus qu'il y a une fenêtre d'opportunités qui renforce le positionnement du Continent au niveau européen mais aussi mondial. Une dynamique de croissance est enclenchée dans plusieurs pays et la pandémie du Coronavirus a créé de nouvelles occasions qui ne demandent qu'à être saisies. La Zone de libre-échange Continentale Africaine (ZLECAF) vient d'instaurer le cadre idéal pour consolider ces progrès. Les investisseurs français ont une carte à jouer en investissant dans le Continent et pourquoi pas via des hubs régionaux comme le Maroc tout en gardant à l'esprit qu'il est très important d'investir en apportant de la valeur ajoutée aux Africains. Le lien historique avec la France devrait être renforcé. Il est aujourd'hui pertinent de créer des partenariats stratégiques pour avancer ensemble. Le Maroc est un trait d'union naturel entre l'Europe et l'Afrique. Il possède une vraie connectivité avec le continent, routière, aérienne, portuaire, électrique, gazière, bientôt pétrolière, économique, financière, sociale et politique. Cela fait du Royaume un partenaire de choix pour tous les acteurs qui veulent se développer en Afrique.

Vous êtes Président de la Commission Afrique de la CGEM. Dans ce contexte, quels sont les objectifs que vous vous êtes fixés ?

Notre objectif est de continuer à défendre les intérêts des entreprises marocaines qui investissent en Afrique et les accompagner dans leur développement sur le continent en identifiant des opportunités d'affaires et de partenariat. L'entrée en vigueur de la ZLECAF devra donner un coup d'accélérateur à leur conclusion. Ensuite, nous souhaitons contribuer à l'amélioration du cadre institutionnel et législatif pour davantage encourager l'investissement et l'export. Cela peut concerner des propositions relatives à la révision de conventions fiscales de non double imposition ou la création de commissions mixtes pour avancer sur plusieurs thématiques. Nous avons aussi l'ambition de participer à la dynamique de la diplomatie africaine qui est un enjeu économique important. Le Maroc joue un rôle de trait d'union avec d'autres acteurs, comme la France, présents sur le continent.

Comment le Maroc peut-il tirer parti de la situation actuelle ?

Le contexte de la Covid a remis en question nos certitudes initiales. Tout d'abord quant à la résilience africaine. Même si la pandémie a eu un impact négatif sur les économies du continent, beaucoup de pays maintiennent des taux de croissance intéressants. La pandémie a produit plusieurs changements de paradigmes. Il y a eu une prise de conscience de l'importance de la coopération intra africaine. Les Etats africains ont aussi réalisé la nécessité de renforcer leur souveraineté industrielle, sanitaire et alimentaire. Une réflexion stratégique sur la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement mondiales a également eu lieu. Les grands groupes se sont rendu compte que l'Asie n'offrait pas forcément une sécurité de l'approvisionnement. Ce phénomène représente une grande opportunité pour l'Afrique qui combine proximité, coûts compétitifs et stabilité. C'est pourquoi nous avons accéléré la mise en œuvre de la ZLECAF. En facilitant l'accès à l'ensemble du marché africain dans des conditions de libre-échange, elle renforce l'intérêt stratégique de l'Afrique. En parallèle, les pays africains s'orientent de plus en plus vers la transformation locale de leurs produits. En conséquence, l'accès au marché africain sera plus compliqué pour les produits venant de l'étranger, car ils devront faire face à des conditions moins avantageuses. Il faut voir en cela une opportunité pour investir en Afrique et atteindre l'ensemble du continent. S'il faut saisir des opportunités, ce sera en créant des partenariats avec les acteurs africains dont beaucoup possèdent déjà une expérience et un maillage à l'échelle du continent. Aujourd'hui, grâce à des pays comme le Maroc, le continent est fortement positionné dans la chaîne de valeur mondiale dans des secteurs comme l'aéronautique et l'automobile. Ce phénomène découle d'importants partenariats avec des acteurs comme Renault ou PSA dans l'automobile et Safran, Airbus, Boeing ou Bombardier dans l'aéronautique. Ces success stories démontrent que produire dans des pays ayant développé leur secteur industriel et investir sur le continent dans des chaînes de valeur mondiales peut être un des éléments clés de la compétitivité de demain. ■



Présence de Mazars en Afrique et au Moyen Orient



* Correspondants de Mazars, bureaux de représentation ou alliance Praxisly

3 307
Collaborateurs

135
Associés

60
Bureaux

106,3 M€
Chiffre d'affaires

ANGOLA

Le détricotage de l'empire dos Santos

L'année 2020 restera dans les annales en raison du coronavirus mais aussi des « Luanda leaks » qui sonnent l'écroulement de l'empire Dos Santos.

Tous les signaux étaient au rouge en Angola au printemps 2020. Le 28 mars, face à la Covid-19, l'état d'urgence était déclaré pendant deux semaines. Pas de confinement strict mais des limitations des déplacements et des réunions en public. Début avril, plus de 1200 réfractaires auront été placés en détention pour ne pas avoir respecté ces consignes. Autre indicateur dans le rouge : le cours du pétrole, en chute libre, qui a conduit les pétroliers dont Total à geler leurs forages jusqu'en août.

Fin 2019, le passif de Sonangol, l'entreprise publique pétrolière (90% des exportations, un tiers du budget de l'État) atteignait 36 milliards de dollars avec des remboursements annuels de 1,8 milliard de dollars alors que ses bénéfices opérationnels ne s'élevaient qu'à 1,57 milliard. Le prix du baril de Brent était alors en moyenne de 64 dollars. Fin septembre 2020, il n'était plus que de 40 dollars. Un effondrement qui a sérieusement ébranlé sa stratégie de ventes d'actifs, visant à préparer sa privatisation partielle, à hauteur de 30%, prévue en 2022.

Le deuxième producteur d'or noir du continent a vu sa dette grimper à 132% de son PIB, 90% étant en dollars alors que la valeur de la monnaie locale, le kwanza, chutait de 22% sur les neuf premiers mois de l'année. Heureusement, le pays s'est vu accorder un allègement de sa dette de 6,2 milliards sur trois ans.

Quand on parle pétrole en Angola, impossible aussi de ne pas penser à la milliardaire Isabel Dos Santos, fille du président qui a régné durant trente ans sur le pays avant que João Lourenço n'accède au pouvoir en 2017. Depuis lors, ce dernier démantèle le système Dos Santos. La publication, le 19 janvier 2020, des « Luanda leaks », une enquête internationale a conduit à l'accusation criminelle de fraude, détournement de fonds et blanchiment d'argent à l'encontre d'Isabel Dos Santos (dont la fortune est estimée à 2,2 milliards de dollars), notamment pour des paiements illicites lorsqu'elle présidait la Sonangol de 2016 à 2017. Ses avoirs et ceux de son époux Sindika Dokolo ont été gelés en Angola puis au Portugal. Les malversations du couple représenteraient cinq milliards de dollars de pertes pour l'État angolais. La justice angolaise a assuré mobiliser tous les moyens possibles pour ramener



Président : **João Lourenço**
 Premier ministre : **Bornito de Sousa Baltazar Diogo**
 Population (millions) : **32**
 Superficie (km²) : **1 246 700**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **2 973**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **-0,9**
 Inflation 2019 (%) : **17,1**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **148**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **177**

en Angola et y juger, à son tour, Isabel dos Santos. S'agissant du climat des affaires, une nouvelle loi sur les investissements privés a été approuvée en juin 2018, qui réduit l'exigence de capital minimum, facilite le rapatriement des capitaux et élimine l'obligation pour les investisseurs locaux de détenir 35% du capital. Au-delà de sa vulnérabilité due à la dépendance des revenus pétroliers, l'Angola n'a pas encore résolu ses problèmes de fond : insuffisance de l'État de droit, faiblesse du système financier, médiocrité des infrastructures, absence de main-d'œuvre qualifiée. Tout cela contribue à majorer les coûts d'exploitation pour les entreprises.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,5 sur 5**

POINTS FORTS

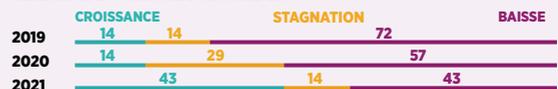
- Réseau internet
- Coût du fuel
- Droit du travail

POINTS FAIBLES

- Système de santé
- Système de formation
- Délai des procédures judiciaires

BILAN DES ENTREPRISES

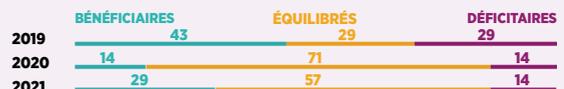
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



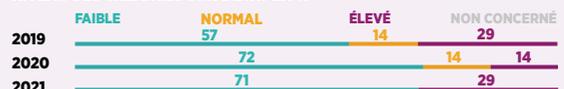
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



BOTSWANA

Le diamant atteint par la Covid-19

La fermeture des mines et l'effondrement de la demande mondiale en diamants durant le confinement ont lourdement pesé sur le Botswana, mais un redressement se dessine.



Président : **Mokgweetsi Masisi**
 Population (millions) : **2,2**
 Superficie (km²) : **581**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **7 061**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **3**
 Inflation 2019 (%) : **2,8**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **100**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **87**

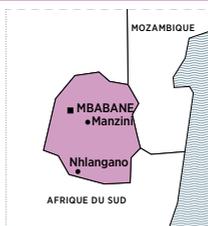
Mi-octobre, le Botswana entrait officiellement en récession, la production diamantère ne parvenant pas à le sauver. Après s'être contractée de 0,8% au premier trimestre, l'économie locale s'est effondrée de 24% au trimestre suivant. Sur l'ensemble de l'année 2020, un recul du PIB de 9,6% était annoncé. Les ventes de diamants (dont le Botswana est le deuxième producteur mondial, cette activité pesant 25% du PIB et représentant 60% des exportations), déjà mises à rude épreuve en 2019 avec la guerre commerciale sino-américaine (la Chine représente 15% de la demande mondiale), ont chuté de 67% lors du confinement du deuxième trimestre avec la fermeture de mines. Seule leur d'espoir : les déplacements étant physiquement

impossibles (habituellement, les acheteurs de diamants se rendent à Gaborone pour dix sessions de ventes annuelles), De Beers a proposé que ces ventes soient délocalisées au plus près des clients. Avec un certain succès. Face à cette dépendance vis-à-vis du diamant, le gouvernement cherche à diversifier son économie et à sécuriser davantage d'investissement directs étrangers. Les atouts du pays résident dans son faible niveau de corruption (parmi les plus bas d'Afrique), sa bonne gouvernance économique, son système fiscal libéral et sa démocratie stable. Toutefois, les coûts de production élevés, le manque de main-d'œuvre qualifiée et l'enclavement du pays constituent des points faibles pour les investisseurs potentiels.

ESWATINI

L'État resserre son étai sur l'économie

Les déboires financiers du sud-africain Tongaat Hulett l'ont obligé à vendre ses avoirs sucriers en Eswatini au fonds public de retraite.



Roi : **Mswati III**
 Population (millions) : **1,1**
 Superficie (km²) : **17 360**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **3 837**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **1,1**
 Inflation 2019 (%) : **2,6**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **138**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **121**

En Eswatini (ex Swaziland), la mainmise de la monarchie absolue du roi Mswati III sur l'économie s'est renforcée avec le rachat, mi-juin, par le Public servants pension fund (PSPF) de la plantation sucrière du groupe sud-africain Tongaat Hulett qui était aux abois. Colonne vertébrale de l'économie de l'Eswatini (quatrième producteur du continent, au 25^e rang mondial) le sucre représente la moitié de sa production agricole et constitue son principal produit d'exportation. Cette cession au PSPF dont la gestion par l'État a pourtant fait l'objet de très vives critiques en 2019, en raison d'accusations de détournements de fonds, intervient dans un contexte économique déjà très dégradé avant la Covid-19 : les prévisions

faisaient état d'une récession en 2020 (PIB en recul de 0,9 %) et d'une modeste croissance de 1,8% en 2021, tandis que la dette publique, elle, devrait atteindre 42,5% de la richesse nationale. Pourtant, le pays qui bénéficie d'infrastructures de bonne qualité (principalement importées d'Afrique du Sud) offre une série d'incitations aux investisseurs étrangers (fiscales, commerciales, etc.). Cependant, ces investissements extérieurs sont contrôlés par le gouvernement et les acquisitions de terrains par des étrangers sont limitées. En outre, les entreprises d'État faussent parfois le jeu de la concurrence. La constitution prévoit un pouvoir judiciaire indépendant, mais néanmoins le roi détient le pouvoir de nomination des juges.

LESOTHO

Le salut vient de la laine

Très dépendant économiquement de l'Afrique du sud, le Lesotho a souffert du confinement, mais sa filière laine et mohair est remise sur pied.



Roi : **Letsie III**
 Premier ministre : **Moeketsi Majoro**
 Population (millions) : **2,2**
 Superficie (km²) : **30 355**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **1 157**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **1**
 Inflation 2019 (%) : **5,2**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **165**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **122**

Les trois quarts de sa population étant rurale, nombre d'habitants du Lesotho travaillent ou migrent chez le voisin sud-africain. Le coup de frein de la première économie du continent, ainsi que le confinement strict qui y a été appliqué, ont donc impacté l'enclave. Les difficultés sur le marché mondial du diamant ont été aussi un rude coup pour le pays pour laquelle les filières laine ont été salvatrices.

Le mohair, dont le Lesotho est le cinquième fournisseur mondial, avait pourtant été malmené ces dernières années. En 2018, le monopole de son exportation avait été arbitrairement octroyé par le gouvernement au Lesotho Wool Centre, contrôlé par le chinois Guohui Shiao. Face à la levée de boucliers suscitée, le Maluti Wool and Mohair Centre a été créé, avec une première vente effectuée en octobre 2019. Un mois plus tard, le législateur a rendu l'entière liberté

de commercialisation à la filière, et les exportations ont pu reprendre via l'Afrique du Sud. L'African Growth and Opportunities Act (AGOA), disposition spéciale qui accorde aux textiles fabriqués au Lesotho un accès libre de droits aux États-Unis, attire des IDE. Ainsi 80% des exportations de textiles du Lesotho sont destinées au marché américain. L'AGOA a été prolongé par le Congrès américain jusqu'en 2025 mais l'industrie textile fait face à une crise. L'incapacité des usines à sécuriser des commandes américaines et les derniers événements politiques au Lesotho pourraient conduire à la suspension de ce dispositif. Par ailleurs, les grands projets d'infrastructures qui visent le développement de l'industrie hydroélectrique vont probablement attirer de nouveaux investisseurs dans les années à venir.



MALAWI

Londres au chevet du Malawi

Qu'il s'agisse du gouvernement britannique ou d'acteurs privés ou publics, le Royaume-Uni a débloqué plusieurs aides afin de renforcer la qualité du secteur de la santé.



Président : **Lazarus Chakwera**
 Vice-président : **Saulos Chilima**
 Population (millions) : **18**
 Superficie (km²) : **118 484**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **412**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **4,5**
 Inflation 2019 (%) : **9,4**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **174**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **109**

Affichant, en 2020 dans un contexte post-Brexit, une politique volontariste à l'égard de l'Afrique, le Royaume-Uni est rapidement intervenu sur le continent dans le domaine sanitaire. Tout particulièrement au Malawi. Dès le mois de mars, alors que le pays n'avait pas encore recensé de cas confirmé de la Covid-19, Londres lui allouait 1,8 million de livres (près de deux millions d'euros) via l'Unicef. Début septembre, le Malawi figurait parmi les huit pays bénéficiant d'une nouvelle enveloppe de 119 millions de livres destinée à financer la lutte contre le coronavirus mais aussi la famine que la pandémie avait provoquée directement ou non. L'aide n'est d'ailleurs pas venue uniquement du gouvernement britannique.

Outre son lien particulier avec Londres, le Malawi compte beaucoup sur la coopération bilatérale pour

attirer des investissements, comme l'ont montré le Forum d'investissement Malawi-Chine et le Forum d'investissement Malawi-Japon en 2018. C'est le secteur agricole qui attire le plus d'IDE, principalement d'Afrique du Sud, d'Allemagne et des États-Unis. Toutefois, l'exploration des éléments des terres rares près du lac Malawi pourrait attirer de nouveaux investissements dans le secteur minier. Il y a aussi l'espoir qu'un gisement de pétrole soit découvert dans la région. Lors des cinq dernières années, les principaux pays investisseurs ont été l'Australie, la Chine, l'Inde, la République de Corée, l'Afrique du Sud, les Émirats arabes unis et le Royaume-Uni.



© Federica - stock.adobe.com

MOZAMBIQUE

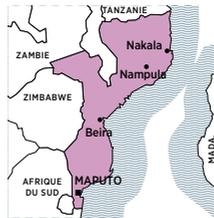
Des ressources gazières menacées par les djihadistes

Les investissements de Total et Exxon, d'un montant de plus de 50 milliards de dollars, sont fragilisés par le terrorisme et la conjoncture.

Les violences perpétrées depuis trois ans et l'attaque en août 2020 du port de Mocimboa da Praia, au nord du pays, par des rebelles djihadistes fragilisent considérablement le développement de projets gaziers dont l'enjeu est majeur pour la région et le développement du Mozambique (-0,5% de croissance attendus en 2020 selon le FMI). Le gouvernement a en effet misé sur le développement du gaz naturel liquéfié – pour lequel 60 milliards de dollars vont être investis sur les cinq prochaines années – afin de rétablir la situation du pays et apaiser le courroux de ses créanciers et du FMI.

C'est Total qui développe Mozambique LNG, premier projet de gaz naturel liquéfié onshore du Mozambique, lequel comprend deux champs gaziers et la construction de deux trains de liquéfaction d'une capacité totale de 13,1 millions de tonnes par an. Un investissement de 20 milliards de dollars dont 14,9 milliards de financement externe bouclés en juillet auprès de huit agences de crédit à l'exportation, 19 banques commerciales et la Banque Africaine de Développement (BAD). Suite à l'attaque djihadiste contre le port, Total et le gouvernement ont signé un accord pour assurer la sécurité du projet. Un défi de taille qui a conduit le Mozambique, en septembre, à demander l'aide de l'Union européenne pour sécuriser la zone. Pour le pays, il en va de la pérennisation de la production de quelque 3,6 milliards d'équivalent-barils. Pour Total, il s'agit d'accélérer le rééquilibrage du mix énergétique du groupe (moins de charbon, et plus de gaz, qui émet environ deux fois moins de CO₂, pour produire de l'électricité).

Outre le secteur des hydrocarbures, les investisseurs étrangers s'intéressent principalement aux secteurs des mines, de l'énergie, de la logistique, du commerce de détail et de l'immobilier. L'industrie du charbon suscite un intérêt croissant. En 2017, les principaux investisseurs étrangers étaient, dans l'ordre, les Émirats arabes unis, Maurice, la Chine, l'Italie, les États-Unis, l'Afrique du Sud, le Portugal et la Turquie. Le gouvernement a mis en œuvre des réformes, maintenu des politiques économiques saines et mis en



Président : **Filipe Jacinto Nyusi**
 Premier ministre : **Carlos Agostinho do Rosario**
 Population (millions) : **29,7**
 Superficie (km²) : **799**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **492**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **2,3**
 Inflation 2019 (%) : **2,8**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **180**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **138**

place un programme de privatisation des entreprises publiques pour attirer les IDE. Outre l'abondance de ses ressources naturelles, l'accès du pays à la mer offre un avantage considérable par rapport à ses voisins sans littoral. Le pays dispose de ressources naturelles importantes et variées (énergie, mines, agriculture, foresterie, pêche) et sa situation géographique offre un sérieux avantage dans le domaine des transports. Cependant, le scandale des dettes cachées qui a éclaté en 2016 a terni l'image du gouvernement et a affecté la confiance des investisseurs dans l'économie.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **3 sur 5**

POINTS FORTS

- Réseau aérien local
- Droit du travail
- Qualité du secteur bancaire

POINTS FAIBLES

- Système de santé
- Système de formation
- Financement des importations
- Niveau de corruption

BILAN DES ENTREPRISES

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



NAMIBIE

L'excellence des infrastructures de transport

La Namibie joue la carte des services, en particulier du transport tous azimuts, pour desservir les pays de l'hinterland.



Président : **Hage Geingob**
 Premier ministre : **Saara Kuugongelwa-Amadhila**
 Population (millions) : **2,5**
 Superficie (km²) : **825 418**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **4 957**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **-1**
 Inflation 2019 (%) : **3,7**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **130**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **104**

Depuis plusieurs années, la Namibie se distingue par la qualité de ses infrastructures. En matière de routes, pour la quatrième année consécutive, le pays s'est classé au premier rang des pays africains (devant l'Égypte, le Rwanda, le Maroc, Maurice, et l'Afrique du Sud) dans le classement 2019 du World Economic Forum. Côté ferroviaire, en avril, les autorités nationales ont lancé une étude de faisabilité pour un projet de ligne à grande vitesse desservant Walvis Bay, Windhoek, Gaborone au Botswana et Pretoria en Afrique du Sud, avec un démarrage des travaux prévu en 2024. Le nouveau terminal à conteneur du port de Walvis Bay est opérationnel depuis août 2019. Relié au réseau national ferré (un projet de réhabilitation et de modernisation de la ligne ferroviaire entre Walvis Bay et Arandis,

la capitale mondiale de l'uranium, a été lancé en fin d'année avec le soutien de la China Gezhouba Group Corporation), il se veut le centre logistique du Sud-Ouest africain, desservant les pays enclavés que sont le Zimbabwe, le Botswana, le Malawi et la Zambie. Des infrastructures qui inspirent confiance : en mai, l'agence de notation Fitch Ratings a relevé le rating long terme de Namibian Ports Authority (Namport) de AA à AAA, toujours en perspectives stables. Outre les infrastructures de bonne qualité qui devraient générer d'importants flux d'IDE, les autres atouts dont dispose le pays sont ses importantes ressources minérales, une démocratie stable et des réglementations commerciales assez efficaces et cohérentes.

FRANCE 24 **JOURNAL DE L'AFRIQUE**

MERIEAM APELLAL

DU LUNDI AU VENDREDI À 21H45 ET À 22H45

©A.Favera

📺 📺 📺 📺 📺 📺

TANZANIE

Le pays est passé entre les gouttes de la Covid-19

Même si le tourisme a évidemment beaucoup pâti de la crise, la Tanzanie, fait rare en Afrique en 2020, a enregistré une croissance positive, profitant d'exportations dynamiques.

Malgré une vive opposition, le président Magufuli a plutôt bien tiré son épingle du jeu d'une année marquée par la Covid-19 et par l'élection présidentielle d'octobre, à l'issue de laquelle il a été réélu pour un deuxième mandat, avec plus de voix qu'en 2015 (84% contre 58%). Afin de préserver coûte que coûte l'économie durant cette année charnière, le gouvernement n'a pas pris de mesures strictes de confinement. L'exécutif n'a d'ailleurs annoncé aucun plan de sauvetage économique et n'a pas contracté de prêts auprès des bailleurs internationaux, même s'il a obtenu 14,3 millions de dollars d'allègement de dettes auprès du FMI. Fin octobre, le stock de la dette publique et privée avait grimpé à 23,6 milliards de dollars, mais c'est essentiellement la conséquence d'une dépréciation du dollar.

Selon le FMI, la croissance devait demeurer positive en 2020 (+1,9%) avant de repartir à la hausse (+3,9%) en 2021. Les exportations traditionnelles ont grimpé à 788 millions de dollars sur les dix premiers mois de l'année contre 696 millions sur la même période en 2019, avec une belle performance des noix de cajou, du coton, du clou de girofle, du sisal et du tabac, contrairement au café et au thé, dont les volumes ont décliné à l'export. Les autres exportations ont progressé apportant cinq milliards de dollars entre janvier et octobre, grâce à l'or mais aussi aux concentrés de minerais et aux produits horticoles et manufacturés. La seule ombre au tableau l'an dernier fut, sans surprise, l'effondrement du tourisme, notamment à Zanzibar, où les recettes ont chuté de moitié sur les dix premiers mois de l'année.

Les investisseurs sont attirés par l'engagement pris par le pays de mettre en œuvre des politiques macroéconomiques saines, un programme de privatisation efficace et des ressources naturelles abondantes. C'est ainsi que le gouvernement a adopté un plan de développement ambitieux (Tanzania Development Vision 2025) axé sur le soutien au secteur privé, à l'industrialisation et à la création d'emplois. Il vise à améliorer le climat des affaires en mettant à niveau les infrastructures, en facilitant



Président : **John Pombe Magufuli**
 Premier ministre : **Kassim Majaliwa Majaliwa**
 Population (millions) : **56,3**
 Superficie (km²) : **947 300**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **1 122**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **7**
 Inflation 2019 (%) : **3,4**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **163**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **141**

l'accès au financement et en faisant progresser le niveau de l'éducation. L'amélioration de la gestion des ressources publiques et de l'administration figure parmi les priorités. La mise à niveau des infrastructures présente des perspectives très encourageantes avec la vingtaine de projets entrepris par la Chine et la Tanzanie d'une valeur de plusieurs milliards de dollars. Parmi ces projets, outre le port de Bagamoyo, figure le projet de construction d'une route de 34 km entre Bagamoyo et Mlandizi, reliant le port au réseau ferroviaire interne de la Tanzanie et à la Zambia Railway.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **1,8 sur 5**

POINTS FORTS

- Qualité du secteur bancaire
- Réseau aérien local

POINTS FAIBLES

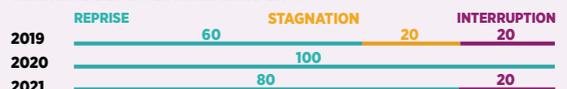
- Tarif des douanes
- Environnement fiscal
- Efficacité de l'administration
- Niveau de corruption

BILAN DES ENTREPRISES

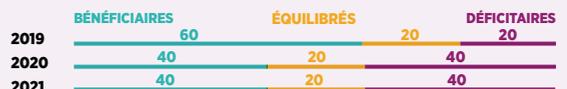
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



ZAMBIE

L'étai financier se resserre sur Lusaka

Deuxième producteur de cuivre au monde, la Zambie pourrait être le premier d'Afrique sub-saharienne à faire défaut sur sa dette souveraine. Sauf si le pompier FMI fait des étincelles.

Il est bien loin le temps où en 2012, la Zambie, confiante, se tournait vers les marchés financiers pour lever 750 millions de dollars sur dix ans. Soit à échéance... 2022. Le 13 octobre dernier, Lusaka s'est tourné vers ses mêmes créanciers privés, dont l'ardoise a grimpé entre temps à trois milliards de dollars, mais cette fois-ci pour les menacer de faire défaut s'ils ne lui accordaient pas un moratoire de six mois. Le gouvernement a par ailleurs précisé que seules seraient honorées les échéances envers les agences multilatérales, ce qui suscite la méfiance de certains créanciers occidentaux qui craignent que cela ne permette à la Zambie, aux abois, de rembourser prioritairement la Chine. Ces derniers exigent donc que Lusaka signe au préalable un accord avec le FMI.



Président : **Edgar Chagwa Lungu**
 Vice-président : **Inonge Wina**
 Population (millions) : **17,4**
 Superficie (km²) : **752 600**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **1 291**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **1,4**
 Inflation 2019 (%) : **9,8**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **146**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **85**

Le pays a besoin de cet accord pour attirer de nouveaux IDE. En effet, le pays étant largement dépendant du secteur minier, le gouvernement cherche à diversifier l'économie et à devenir moins dépendant du cuivre. À ce titre, plusieurs incitations fiscales sont accordées aux investisseurs étrangers. D'une manière générale, la législation zambienne ne restreint les investisseurs étrangers dans aucun secteur de l'économie, bien qu'il y ait certaines limites, en particulier en ce qui concerne la propriété foncière. Toutefois, l'augmentation des taxes sur les sociétés minières ainsi que le projet de réduction des déductions fiscales sur les dépenses d'investissement en 2020 pourraient créer un climat économique défavorable aux IDE dans les années à venir.

ZIMBABWE

Un pays toujours en détresse

Le Zimbabwe semble très loin du bout du tunnel, le pays étant toujours frappé par la corruption, les petits trafics et une inflation galopante.

La Covid-19 n'a fait qu'accentuer l'état de détresse du Zimbabwe toujours victime, selon le FMI, d'une forte corruption et d'une piètre gouvernance. Malgré l'espoir qu'avait suscité le départ de Robert Mugabe, le pays a sombré dès fin 2018 dans sa crise la plus sombre depuis dix ans. Les causes sont multiples : une sévère sécheresse suivie de la chute du nouveau dollar zimbabwéen (introduit en février 2019) et du retour d'une inflation à trois chiffres – 255% en 2019, 622% en 2020 !.

Pour stopper l'hémorragie, le gouvernement a suspendu, fin juin, les transactions boursières pour un mois et a lancé des enchères hebdomadaires de devises. Le lancement, fin octobre, d'une deuxième bourse,



Président : **Emmerson Mnangagwa**
 Vice-président : **Constantino Chiwenga**
 Population (millions) : **14,6**
 Superficie (km²) : **390 580**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **1 464**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **-6,5**
 Inflation 2019 (%) : **255**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **150**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **140**

de la Victoria Falls Stock Exchange, où les titres sont uniquement échangeables en devises étrangères, était censé rassurer les investisseurs très échaudés. Pourtant, le pays a un potentiel naturel très riche (deuxième plus grande réserve de platine et de chrome ; diamants, charbon, or, platine, cuivre, nickel, étain) qui constitue un véritable atout pour les investisseurs étrangers. Néanmoins, le gouvernement réserve une partie de l'économie aux investisseurs nationaux et refuse de privatiser certaines entreprises. La « loi d'indigénisation » (appliquée dans certains secteurs) oblige l'investisseur étranger à céder 51% de son capital à des Zimbabwéens autochtones, et une loi interdit aux étrangers de posséder une petite entreprise.

Une communauté à l'épreuve de l'international

Ce sont les « dragons » de l'Afrique et leur volonté de faire force commune se construit inexorablement, l'économique prenant le pas sur le politique.

Burundi - P106

Djibouti - P108

Érythrée - P110

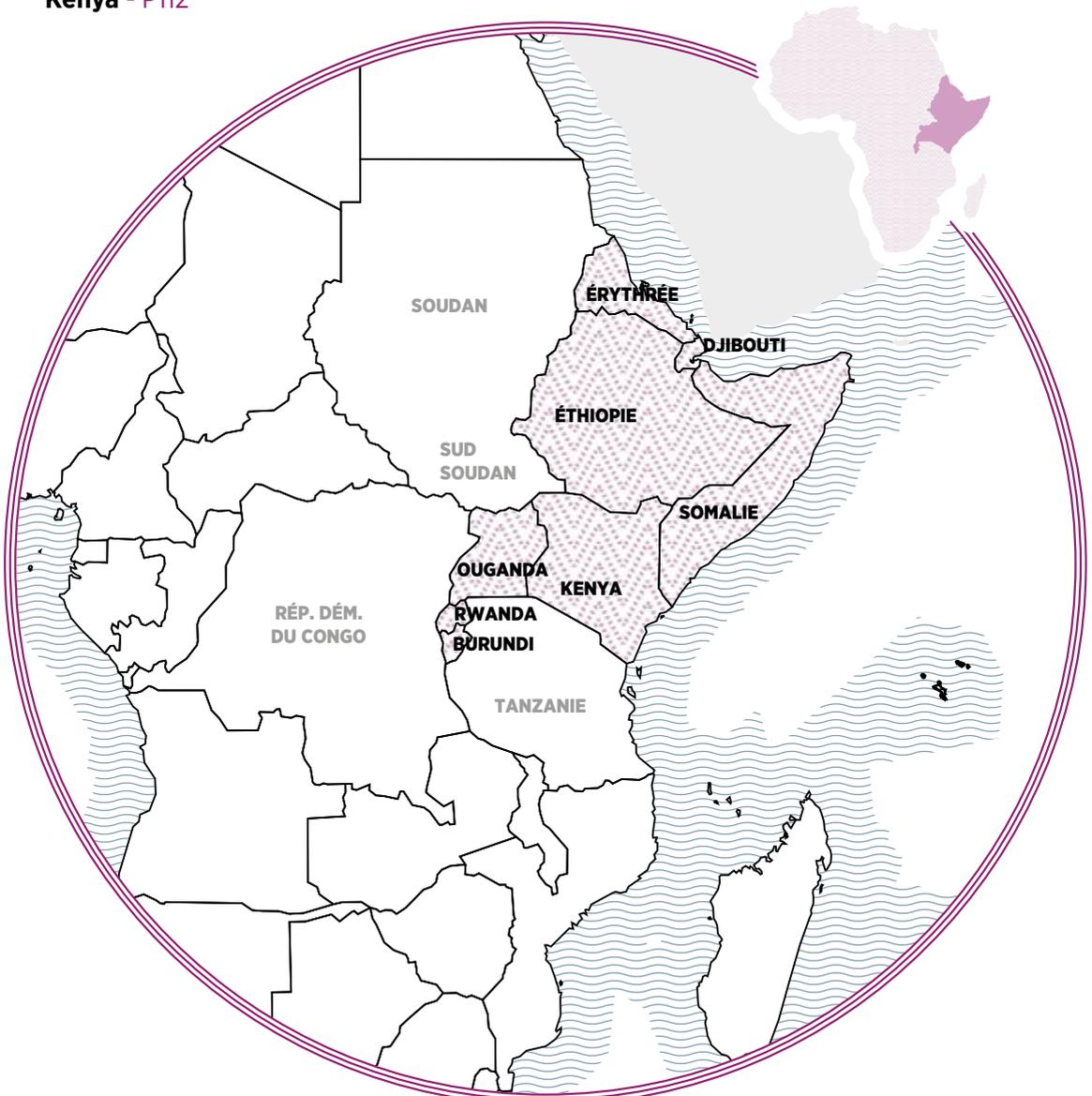
Éthiopie - P111

Kenya - P112

Ouganda - P114

Rwanda - P115

Somalie - P115



La Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), qui regroupe le Burundi, le Kenya, le Rwanda, le Sud Soudan, la Tanzanie et l'Ouganda, fêtait ses 20 ans en 2020. Un ensemble régional majeur – il compte 177 millions d'habitants – qui se distingue par son dynamisme économique, certains de ses États membres caracolant dans le peloton de tête africain. Et ce, malgré la Covid-19. À en croire les prévisions du FMI, c'est d'ailleurs la seule région du continent qui résisterait vraiment à la récession, avec une croissance de 1%, grâce notamment au Sud-Soudan (+4,1% selon le FMI), au Rwanda (+2%), à la Tanzanie (+1,9%), ou encore au Kenya (+1%).

En dépit d'une crise qui a tout bousculé, l'EAC a avancé sur des points majeurs l'an dernier. Fin novembre, le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie et le Burundi ont fusionné leurs marchés boursiers, mariage se traduisant par la naissance d'une plateforme électronique, l'EAC Capital Markets Infrastructure (CMI), conçue par une entreprise pakistanaise. Celle-ci permet aux investisseurs des quatre pays d'effectuer des transactions transfrontalières. Un chantier qui a pris du temps pour mûrir puisque son concept remonte à 2011... Le Kenya s'était retiré du projet initial mais semblerait désormais vouloir revenir. Une décision qui a son importance, la place kényane étant la plus imposante de la zone avec 66 entreprises cotées, un volume quotidien de transactions de 19 millions de dollars et plus de 20 milliards de dollars de capitalisation boursière.

Autre avancée majeure étant donné l'importance des investissements pétroliers régionaux : l'EAC s'est dotée en novembre d'une Commission du bassin du lac Victoria qui a compétence sur les questions environnementales et de développement durable du site ainsi que sur l'harmonisation des législations, règlements et autres normes en vigueur. Reste à savoir de quelle marge politique réelle elle disposera. De gros progrès ont également été réalisés sur une concertation régionale en matière d'élevage, source de nombreux conflits transfrontaliers avec les agriculteurs concernés. Une réglementation communautaire – EAC Livestock Bill 2020 – est ainsi à l'étude afin de coordonner la cartographie et l'identification des animaux et des mouvements de troupeaux, mais aussi de renforcer la détection et le contrôle transfrontalier des maladies animales.

De gros progrès ont été réalisés sur une concertation régionale en matière d'élevage, source de nombreux conflits transfrontaliers avec les agriculteurs concernés.

L'EAC s'est également illustrée à l'international en 2020. S'agissant des États-Unis, les responsables de l'EAC ont été prompts à féliciter Joe Biden pour son élection. Manasseh Nshuti, président du Conseil des ministres de l'EAC et ministre du Rwanda chargé de l'EAC, espère la réactivation de l'accord cadre pour le commerce et l'investissement (TIFA). Celui-ci avait été signé en 2008, complété par un accord pour un nouveau partenariat avec l'administration Obama puis en 2016 à travers une entente de coopération sur le commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires et les barrières techniques au commerce (SPS & TBT). Mais avec l'arrivée de Donald Trump, sa mise en œuvre était restée au point mort. Reste à savoir quelle sera la position de l'administration Biden, qui souhaite prioriser la préservation de l'environnement, et observera sans doute attentivement les investissements pétroliers franco-chinois dans la région du lac Albert, et le projet de pipeline traversant la Tanzanie.

Le Brexit ou plutôt l'après-Brexit constitue aussi un épineux dossier pour l'EAC, celui-ci mettant en lumière son hétérogénéité. Et peut-être une de ses faiblesses les plus saillantes. En effet, la période de transition permettant à Londres, après avoir formellement quitté l'Union européenne le 31 janvier 2020, de renégocier des accords commerciaux avec ses partenaires, s'achevait le 31 décembre. Or, au 1^{er} décembre, soit à J-30, l'EAC n'avait pas négocié d'accord, notamment en raison de scrutins électoraux en Ouganda, au Rwanda, en Tanzanie et au Burundi.

Le Kenya, seul en Afrique de l'Est à ne pas être classé parmi les pays les moins avancés (PMA), n'a pas voulu courir le risque de voir ses produits fortement taxés à l'entrée du Royaume-Uni. Pour rappel, 43% des légumes frais, 9% des fleurs, sans oublier les thés et épices, exportés par le pays en 2019 à destination du Royaume-Uni, pour un total de 254 millions de livres. C'est pourquoi Nairobi a voulu négocier à tout prix et a signé un accord de partenariat économique bilatéral avec Londres égalant les conditions avantageuses pour l'import-export du contrat avec l'Union européenne, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021. Le Kenya a déclaré vouloir ainsi tracer la voie aux autres pays de la région pour parvenir, à terme, à un accord régional. Est-il allé trop vite en besogne ? Il s'est heurté à une vive opposition des autres membres de l'EAC.

BURUNDI

La montée en puissance des terres rares

Seul pays du continent à abriter une exploitation active de terres rares, le Burundi a vu sa production doubler en moins de six mois .



Président : **Evariste Ndayishimiye**
 Premier ministre : **Alain-Guillaume Bunyoni**
 Population (millions) : **11,2**
 Superficie (km²) : **27 834**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **261**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **1,8**
 Inflation 2019 (%) : **-0,7**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **185**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **166**

Ni l'élection présidentielle, ni les mesures pour combattre la Covid-19 ne semblent avoir freiné le développement du seul projet de terres rares actif en Afrique, celui de Gakara, au Burundi. C'est la société minière Rainbow Rare Earths, basée à Guernesey, qui est en charge de son exploration et de son exploitation. D'une superficie de 135 km, le gisement de Gakara abriterait 1,2 million de tonnes de minerai et afficherait l'un des taux de concentration de minerai les plus élevés au monde.

Selon le groupe, la production est passée d'une moyenne de 30 tonnes par mois au premier trimestre 2020, à 45 tonnes par mois au deuxième trimestre, puis 59,5 tonnes par mois au troisième trimestre, l'objectif étant d'atteindre le cap des 100 tonnes par mois (un tel volume a été expédié en octobre par le port de Dar es-Salaam, essentiellement vers la Chine). De surcroît, l'activité est servie par le fait que les cours de l'oxyde de néodyme et praséodyme ont grimpé en moyenne de 30% entre avril et septembre, atteignant le prix de 48 050 dollars la tonne.

Le gisement de Gakara ne laisse pas indifférent dans le contexte de guerre économique sino-américaine et de quête mondiale de terres rares. Rappelons que si la Chine ne possède qu'un tiers des réserves mondiales, elle extrait environ 80% et raffine 90% des terres rares. Sa production est de 132 000 tonnes par an devant les États-Unis (26 000 t), l'Australie (22 000 t),

le Myanmar (21 000 t), la Russie (2 600 t), l'Inde (1 800 t), le Brésil (1 000 t), la Thaïlande (1 000 t), le Burundi (600 t) et le Vietnam (400 t).

La politique d'extraction du Burundi, qui détient 10% de Rainbow Mining Burundi, ne devrait guère changer après l'élection présidentielle du 20 mai, qui a couronné le général Evariste Ndayishimiye, dauphin de l'ex-chef d'Etat Pierre Nkurunziza, décédé un mois après le scrutin d'une maladie inconnue. Le secteur minier rapporte actuellement la moitié des devises du pays et prochainement 70%, selon le gouvernement, grâce aux terres rares.

Ces dernières années, le gouvernement a réalisé des progrès en termes d'amélioration du climat des affaires, notamment par l'adoption d'une nouvelle loi sur l'investissement, les étrangers jouissant des mêmes droits que les nationaux, pouvant s'engager dans toutes les formes d'activités. Il n'y a pas de limites générales à la propriété ou au contrôle étranger, et l'investissement étranger n'est soumis à aucun mécanisme de filtrage, même si dans le secteur minier, au moins 10% des actions doivent être détenues par le gouvernement, et les investisseurs étrangers doivent apporter une mise initiale de 50 000 dollars, tandis que les locaux ne sont pas soumis à cette règle. Si le secteur minier capte l'essentiel des investissements, la construction de barrages hydroélectriques devrait attirer des capitaux étrangers, rendant le pays plus attractif en termes d'infrastructures.



Data Center



COLOCATION

Mise à disposition des locaux, des équipements réseaux physiques/virtuels, ainsi que l'environnement technique

PARTAGE D'INFRASTRUCTURE

mutualiser les ressources infrastructurelles pour un gain en productivité et en économie

SERVICES CLOUD

moyens sécurisés et flexibles permettant de créer une infrastructure à coûts

LOCATION DE FOURREAUX

mise à disposition de fourreaux à un opérateur tiers



camtel

POUR UN HÉBERGEMENT SÉCURISÉ DES DONNÉES.

DJIBOUTI

Comment se défaire de l'emprise de la Chine ?

Des projets colossaux menés par la Chine ont changé en quelques années la face de Djibouti, avec une dette envers Pékin de 70% de son PIB. Il faudrait diversifier mais n'est-ce pas trop tard ?



Président : **Ismaël Omar Guelleh**
 Premier ministre : **Abdoulkader Kamil Mohamed**
 Population (millions) : **9**
 Superficie (km²) : **23 200**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **3 408**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **6**
 Inflation 2019 (%) : **2,2**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **166**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **112**

Difficile pour Djibouti de résister à la Chine, omniprésente, tant le chemin parcouru par Pékin depuis 2013 est important. Élément majeur en Afrique dans la stratégie chinoise mondiale de «Nouvelles routes de la Soie», Djibouti est devenu sa porte d'accès au continent, avec le port de Doraleh – le plus grand et profond d'Afrique – et sa zone franche, son chemin de fer électrifié vers l'Éthiopie, un data center, une base navale (sa seule à l'étranger), etc.. La dépendance à l'égard de Pékin s'est accrue en 2020, avec la signature en janvier d'un accord pour le développement de l'économie numérique du pays (Djibouti Telecom possède des participations dans huit consortiums de câbles sous-marins à fibres optiques, véritable hub régional des télécommunications longues distances) ; le lancement de la construction du East African International Business Center, la composante « Cité d'affaires » du modèle PPC (Ports, Park et business City) sur le site de l'ancien de port de Djibouti ; sans oublier la mise en place du programme de formation à la gestion portuaire et logistique, « C Blue », à l'Université de Djibouti, en partenariat avec la Chine. Afin de s'affranchir d'une telle emprise, Djibouti pourrait jouer la carte d'une stratégie de diversification de ses partenaires. Mais la Chine détient aujourd'hui quelque 70% de son PIB, sous forme de dette. Le lancement, en septembre, du Fonds souverain de Djibouti (FSD) destiné à moderniser l'économie pourrait permettre au pays de reprendre un peu son destin en main. Objectif de ce fonds : mieux maîtriser les projets en privilégiant les intérêts nationaux et stratégiques du pays.

C'est dans le secteur de l'énergie que des partenaires autres que la Chine ont marqué des points dernièrement. La France a ravivé le projet de centrale solaire de 30 mégawatts dans le Grand Bara ; Engie en est le chef de file, dans le cadre d'un partenariat public privé, et vendra l'électricité à Électricité de Djibouti. Un projet d'envergure prévoyant, à terme, la mise en place de centrales solaires totalisant 300 mégawatts. Parallèlement, la première centrale éolienne à grande échelle (61,2 mégawatts) de Djibouti, à Ghoubet, sera construite par un producteur indépendant, la Red Sea Power. Sa production sera aussi vendue à la compagnie

publique Électricité de Djibouti.

Le principal attrait du pays pour les investissements est son emplacement géographique stratégique, situé au carrefour maritime entre l'Extrême-Orient, le golfe Persique, l'Afrique et l'Europe, qui rendent ses installations portuaires en eau profonde et ses actifs ferroviaires essentiels. En outre, Djibouti dispose d'une monnaie stable, librement convertible et indexée sur le dollar américain. Enfin, le gouvernement, qui met en œuvre un programme d'infrastructures ambitieux, offre d'importantes réductions d'impôt aux investisseurs étrangers.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,7 sur 5**

POINTS FORTS

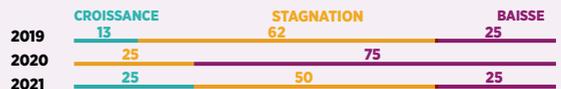
- Sécurité des personnes
- Coût des transports maritimes
- Réseau aérien local

POINTS FAIBLES

- Coût de l'électricité
- Qualité et stabilité de la main d'œuvre
- Impact du secteur informel

BILAN DES ENTREPRISES

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %

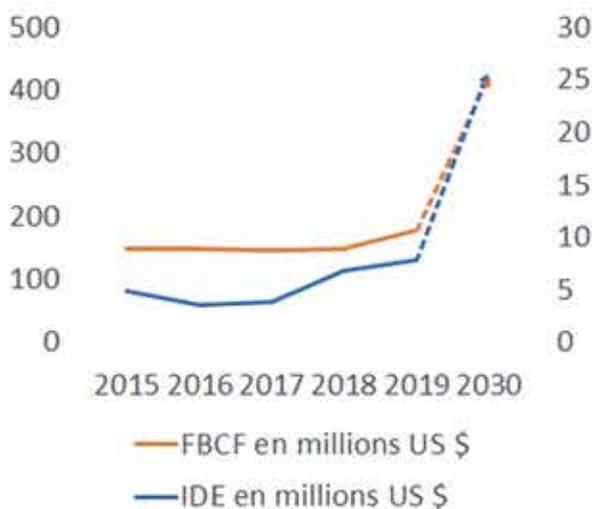


INVEST COMOROS

Investissez dans le futur



Evolution de l'IDE et FBCF



Evolution du PIB réel (en millions de KMF) et Taux de croissance (en %)

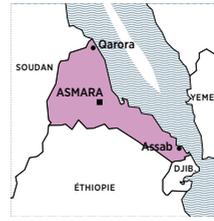


www.investcomoros.net

ÉRYTHRÉE

La révolution de la potasse

Le projet de Colluli entre dans une phase active de construction avec une production en 2022, ce qui pourrait dessiner de nouvelles perspectives.



Président : **Isaias Afwerki**
 Population (millions) : **3,5**
 Superficie (km²) : **117 600**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **811**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **3,8**
 Inflation 2019 (%) : **-16,4**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **180**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **189**

Le projet d'exploitation de sulfate de potasse (SOP) de la Colluli Mining Share Company (CMSC), situé dans la région de Danakil, pourrait changer la destinée économique de l'Erythrée, à défaut de mettre le pays sur la voie de la démocratie.. Dès 2015, le groupe australien Danakali s'est intéressé à ce gisement et s'est associé à l'État au travers de l'Eritrean National Mining Company, en vue de constituer une entreprise conjointe à parts égales. D'un coût de 250 millions de dollars, majoritairement financé par l'African Financing Corporation (150 millions de dollars) et l'AfreximBank (42 millions de dollars), sa durée de vie est estimée à 200 ans avec des réserves de l'ordre de 1,254 milliard de tonnes de sels de potassium, propice à la production d'engrais potassiques. Un projet qui, à terme, pourrait représenter 10% du PIB national.

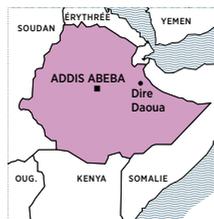
Le gouvernement a aussi créé une autorité de zone franche à Massawa afin d'attirer de nouveaux investisseurs, principalement dans les secteurs de l'énergie, du tourisme et de la pêche. Un plan de privatisation de la compagnie de téléphone nationale, de l'hôtellerie et des usines de transformation des aliments a également été lancé. L'accord de paix signé entre l'Erythrée et l'Éthiopie en juillet 2018, après 20 ans de guerre, ouvrira aussi de nouvelles opportunités d'investissement. Déjà, les Émirats arabes unis participent à la construction d'un oléoduc reliant le port d'Assab à la capitale éthiopienne, et des négociations sont en cours avec la Russie pour la construction d'un centre logistique dans l'un des ports du pays.



ÉTHIOPIE

Le cauchemar des criquets pèlerins

Les répercussions économiques et financières des invasions d'insectes, fragilisent l'Éthiopie dont le dynamisme était jusque-là plutôt exemplaire.



Président : **Sahle-Work Zewde**
 Premier ministre : **Abiy Ahmed**
 Population (millions) : **109,2**
 Superficie (km²) : **1 104 300**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **858**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **9**
 Inflation 2019 (%) : **15,8**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **173**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **159**

Un désastre. Même le cyclone Gati, qui s'est abattu lors de la deuxième moitié de novembre sur plusieurs pays d'Afrique de l'Est, dont l'Éthiopie, n'a pu empêcher le déferlement de millions de criquets pèlerins. En effet, contrairement à ce que l'on pourrait croire, les pluies permettent aux essaims de terminer rapidement leur maturation et de pondre, tandis que les vents, eux, favorisent le déplacement de ces insectes voraces. Sachant que chaque essaim peut regrouper quelques 70 millions de criquets (certaines colonies sont d'une taille équivalente à celle du Luxembourg) capables de parcourir jusqu'à 150 km par jour, les dégâts sont considérables. D'autant que l'actuelle invasion, la pire en 25 ans, dure depuis juin 2019. Sur les dix premiers mois de l'année 2020, cette invasion a endommagé 200 000 hectares de terres cultivables et de pâturages. Quinze mille personnes ont dû fuir pour le seul mois de mai.

Tout ceci pèse sur le profil de risque de l'Éthiopie estimé par les agences de notation comme Fitch et S&P (B/négatif). La destruction de produits agricoles attise l'inflation annoncée à plus de 20% en 2020 selon le FMI, et impacterait les réserves en devises car il faut importer davantage. Surtout, le conflit dans la région dissidente du Tigré au nord s'est intensifié avec l'envoi, le 4 novembre, de l'armée fédérale après des mois de tensions croissantes, des roquettes ayant atteint mi-novembre Asmara, capitale de l'Erythrée. Autant d'éléments qui ne sont pas de nature à rassurer bailleurs et investisseurs. Or, si depuis une décennie le pays enregistre une croissance annuelle proche de 10% (+1,9% prévu encore en 2020 par le FMI), les investissements de ces dernières années ont laissé une dette extérieure de 35 milliards de dollars, soit 40% du PIB. Depuis la reprise du conflit, les rendements des euro-obligations éthiopiennes à échéance 2024 ont bondi de 200 points de base, à près de 9% à Londres. À la crise humanitaire pourrait donc s'ajouter une crise financière.

Malgré ces difficultés, l'Éthiopie progresse s'agissant du climat des affaires, notamment en matière d'enregistrement des biens. Le pays a notamment amélioré la qualité de son système d'administration

foncière en publiant la liste officielle des documents nécessaires à l'enregistrement des propriétés (Doing Business). Le pays bénéficie d'une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse, il bénéficie d'un emplacement stratégique donnant accès aux marchés lucratifs du Moyen-Orient et de l'Europe, mais dépend de Djibouti pour son accès à la mer Rouge et au canal de Suez. La privatisation imminente des secteurs publics des chemins de fer, des transports maritimes, des transports aériens, de la logistique, de l'électricité et des télécommunications devrait stimuler l'investissement privé, de même que la création de zones économiques spéciales.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,4 sur 5**

POINTS FORTS

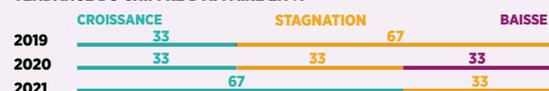
- Réseau aérien local
- Coût de la main d'œuvre
- Qualité et stabilité de la main d'œuvre
- Coût des énergies (élec. et fuel)

POINTS FAIBLES

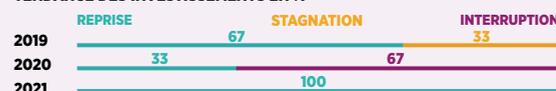
- Environnement fiscal
- Accès et coût du crédit aux entreprises
- Efficacité de l'administration
- Distribution électrique

BILAN DES ENTREPRISES

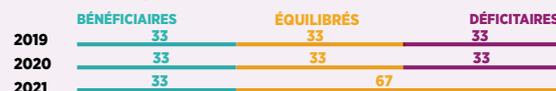
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



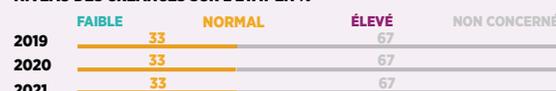
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



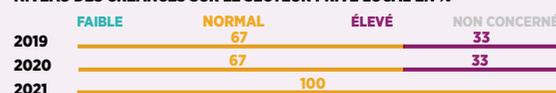
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



KENYA

Le salut vient du digital

Les exportations traditionnelles du Kenya – fleurs, légumes, cafés de spécialité – sont touchées de plein fouet par les confinements européens, d'où la diversification salutaire dans le digital.



Président : **Uhuru Kenyatta**
 Vice-président : **William Ruto**
 Population (millions) : **51,4**
 Superficie (km²) : **580 400**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **1 817**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **5,4**
 Inflation 2019 (%) : **5,2**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **143**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **56**

Si besoin était, la crise sanitaire a mis en lumière l'impérieuse nécessité d'une diversification de l'économie kényane. Et pour cause : environ 30% des exportations du pays reposent sur les fleurs coupées, les produits horticoles (haricots, avocats, etc.), le café, le thé et les épices. À elles seules, les fleurs avaient généré près d'un milliard de dollars en revenus en 2019, 70% de la production étant destinée au marché européen. Autant dire que lorsque le vieux continent s'est confiné en mars 2020, c'est par millions que les roses kényanes ont été jetées, la filière horticole ayant perdu à cette époque trois millions d'euros par jour.

Si, dans ce contexte, le FMI avait révisé à la hausse ses prévisions pour 2020, la croissance n'en était pas moins annoncée négative, comprise dans une fourchette entre -1,5 et -1% pour 2020, un «trou» budgétaire de 7,8 milliards de dollars (soit 7,5% du PIB) étant prévu. Refusant la proposition du G20 d'alléger la dette, une mesure qui aurait impacté les conditions de ses emprunts commerciaux, Nairobi a entamé des négociations avec le FMI pour un prêt de 2,3 milliards de dollars d'ici avril 2021. Idem avec la Banque mondiale après avoir déjà obtenu d'elle une enveloppe de 750 millions de dollars en 2019 et une autre d'un milliard en mai.

Si tout n'est pas rose, il y a quand même de bonnes nouvelles. Notamment sur le terrain du numérique. «*Les rails du digital construits au fil des quinze dernières années ont été salutaires dans notre combat contre la Covid-19*», a d'ailleurs salué le gouverneur de la Banque centrale Patrick Njoroge. Le Kenya, membre de la Smart Africa Alliance, n'est-il pas surnommé la «*Silicon Savannah*» de l'Afrique ? Une digitalisation, lancée dès 2007, qui ne cesse de s'amplifier. Le gouvernement kényan a aussi mis en œuvre des réformes pour attirer les IDE. En conséquence, le pays a réalisé des progrès remarquables dans le classement Doing Business publié par la Banque mondiale. Le pays a amélioré la fiabilité de l'approvisionnement en électricité en modernisant ses infrastructures existantes. L'enregistrement des biens, l'accès au crédit, la protection des investisseurs minoritaires, le paiement des impôts et la résolution

des cas d'insolvabilité sont d'autres domaines dans lesquels le pays a apporté des changements notables. Le développement de partenariats public-privé dans le cadre de la stratégie «*Vision 2030*» devrait également avoir une influence positive sur les entrées d'IDE. Le Kenya joue un rôle central dans la Communauté de l'Afrique de l'Est, agissant en tant que centre économique régional. Il bénéficie d'un emplacement géographique stratégique avec accès à la mer, d'une classe moyenne entrepreneuriale en pleine croissance, d'une agriculture diversifiée et d'un secteur des services en expansion, ainsi que de la récente découverte de ressources en hydrocarbures.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,7 sur 5**

POINTS FORTS

- Réseau téléphonique et internet
- Qualité du secteur bancaire
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

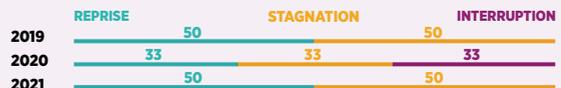
- Niveau de corruption
- Système judiciaire
- Efficacité de l'administration

BILAN DES ENTREPRISES

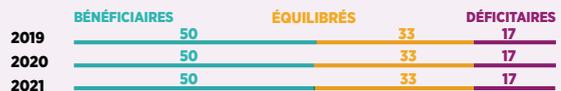
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



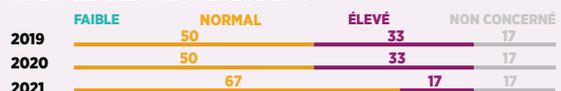
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



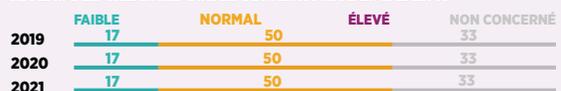
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %





54%
de la population
écoute **RFI**
et regarde
France 24 en
Afrique francophone
chaque semaine*

*Sources : Kantar - TNS - Africascope 2019 – Abidjan, Bamako, Brazzaville, Dakar, Douala, Yaoundé, Kinshasa, Libreville et Ouagadougou

CONTACTS RÉGIES

RFI

Gregor Germain
Directeur commercial Afrique subsaharienne
+33 1 84 22 83 06
gregor.germain@francem.com

Catherine Weliachew
Directrice Développement International
+33 1 84 22 76 42
catherine.weliachew@francem.com

FRANCE 24

Isabelle Denis
Canal+ Advertising, Directrice commerciale
+33 1 71 35 20 98
commercial.advertising@canal-plus.com

OUGANDA

Le projet du lac Albert dans les starting blocs

Des étapes majeures dans l'avancement des projets pétroliers du Lac Albert et de l'oléoduc jusqu'à Tanga en Tanzanie ont été franchies en 2020 envers et malgré tout.



Président : **Yoweri Kaguta Museveni**
 Premier ministre : **Ruhakana Rugunda**
 Population (millions) : **42,8**
 Superficie (km²) : **241 600**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **777**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **6,7**
 Inflation 2019 (%) : **2,9**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **159**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **116**

John Magufuli, le président tanzanien, et son homologue ougandais, Yoweri Museveni, réélu en janvier 2021 pour un sixième mandat, ont signé en septembre 2020 un accord sur la construction d'un oléoduc de plus de 1 400 km. Ce projet est dénoncé par des ONG pour ses conséquences sur l'environnement, notamment sur le parc national de Murchison Falls. Une opposition qui a aussi l'oreille attentive de la Banque africaine de développement qui, en avril 2020, déclarait ne jamais avoir voulu ce projet, qui ne correspond pas à sa ligne politique de développement des énergies renouvelables. Ce projet, opéré par la compagnie française Total aux côtés des sociétés chinoise CNOOC et britannique Tullow, prévoit l'exploitation de gisements découverts en 2006 en Ouganda dans la région du lac Albert (Ouest), et l'acheminement du pétrole par cet oléoduc, d'un coût estimé à 3,5 milliards de dollars. L'enjeu pour l'Ouganda est de taille puisque la production devrait atteindre à terme 216 000 barils par jour (b/j) et générer 1,5 milliard de dollars de revenus par an pendant une bonne trentaine d'années.

Si le projet accuse du retard, il a néanmoins connu plusieurs avancées majeures lors de l'année écoulée. En mars, l'organisme ougandais de surveillance de l'environnement (NEMA) a approuvé l'étude d'impact soumise par la CNOOC pour le bloc Kingfisher,

ouvrant la voie à la production commerciale de pétrole à partir de 2022. Deuxièmement, en avril, Total et Tullow ont signé un accord pour que le géant français achète pour 575 millions de dollars la totalité des 33,3 % détenus par Tullow dans chacune des licences EA1, EA1A, EA2 et EA3A du projet du Lac Albert ainsi que dans le projet EACOP. Seront en outre versés à Tullow des paiements conditionnels, indexés sur la production et sur le cours du pétrole dès que les prix du Brent seront supérieurs à 62 dollars le baril. Enfin, en septembre dernier, un accord sur la construction de l'oléoduc EACOP a été signé entre Total et la Tanzanie - les travaux doivent début au premier trimestre 2021.

L'Ouganda est riche en ressources naturelles, et sa situation géographique au cœur de l'Afrique subsaharienne lui confère une base stratégique idéale pour devenir une plaque tournante régionale du commerce et de l'investissement. Les investisseurs étrangers et nationaux sont généralement traités de manière égale par la loi, mais des obstacles au commerce persistent. Cela dit, la construction d'un oléoduc menant à la côte kényane devrait non seulement renforcer les investissements dans le secteur de la construction, mais également permettre à l'Ouganda de bénéficier d'un niveau d'investissement sans précédent.



RWANDA

Le « Singapour de l'Afrique » résiste

Avec une croissance de 2,3% malgré la Covid-19, le Rwanda fait des jaloux et joue tambour battant la carte des finances, du digital et du marché continental africain.



Président : **Paul Kagame**
 Premier ministre : **Édouard Ngirente**
 Population (millions) : **12,6**
 Superficie (km²) : **26 338**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **802**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **9,4**
 Inflation 2019 (%) : **2,4**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **160**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **38**

Le Rwanda ne cesse d'étonner. Malgré le coronavirus, le pays devait enregistrer en 2020 une croissance de 2,3%, selon le FMI, et s'envoler à nouveau en 2021 (+6,3%). La clef de son succès ? Son pari du 100% digital et son statut de plateforme financière continentale. La nomination, début novembre, de l'ancien directeur général du Crédit Suisse, et ex-ancien ministre du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire, Tidjane Thiam, comme président du conseil d'administration de Rwanda Finance Limited, l'agence gouvernementale chargée de développer et promouvoir le Kigali International Finance Centre (KIFC) en est l'illustration. Le KIFC a pour vocation de positionner le Rwanda comme hub financier pour les investissements transfrontaliers en Afrique. Une stratégie payante...

En 2019, le Rwanda avait enregistré une hausse de 23% de ses investissements, à 2,5 milliards de dollars. Les deux tiers étaient consacrés à l'énergie et au secteur manufacturier. Le gouvernement du Rwanda cherche à attirer davantage d'IDE et applique depuis 2015 un nouveau Code des Investissements visant à accorder des allègements fiscaux et autres incitations aux capitaux étrangers. Néanmoins, même s'il possède de nombreux atouts – une importante réserve de méthane, un potentiel minier en expansion et la réputation d'être l'un des pays les moins corrompus d'Afrique –, la petite capacité en ressources humaines du Rwanda, la faiblesse de son infrastructure, son enclavement et ses coûts de fonctionnement élevés sont quelques-uns des facteurs qui limitent l'attrait du pays.

SOMALIE

Des coups durs mais un tournant politique

Inondations, cyclone, criquets, Covid-19... La Somalie aura tout connu en 2020, ce qui n'a pas empêché le pays de mener de profondes réformes.



Président : **Mohamed Abdullahi Mohamed**
 Premier ministre : **Mohamed Hussein Roble**
 Population (millions) : **15**
 Superficie (km²) : **637 657**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **NC**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **3,1**
 Inflation 2019 (%) : **NC**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **NC**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **190**

La Somalie reste très dépendante de l'aide internationale, avec des subventions représentant plus du quart de son PIB. En février 2020, le FMI a annoncé avoir obtenu suffisamment de promesses de financements pour pouvoir lui accorder un effacement de ses arriérés et un allègement de sa dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Ce processus permettra l'accès à de nouvelles ressources pour relancer la croissance et commencer à réduire la pauvreté. En retour, Mogadiscio a joué le jeu, en renouvelant l'équipe dirigeante de la Banque centrale, en conduisant des réformes, fiscales notamment, en nommant en septembre un Premier ministre de 57 ans et en s'engageant auprès des leaders politiques régionaux à organiser des élections générales l'année prochaine.

Si le pays réussit à se stabiliser, ses richesses naturelles (agriculture, élevage, pêche et hydrocarbures) ainsi que le secteur des télécommunications pourraient attirer de nombreux investisseurs. De plus, la Somalie bénéficie d'une population jeune, une diaspora disposée à investir dans le pays et, avec le littoral le plus long d'Afrique, elle possède les atouts pour devenir un possible pôle économique régional. Les nombreux facteurs qui entravent les investissements étrangers directs sont la violence et les troubles politiques, une économie largement informelle, la faiblesse des infrastructures de base, des niveaux de corruption élevés et un manque d'autorité mettant en péril l'État de droit.

Le monde au chevet d'écosystèmes en péril

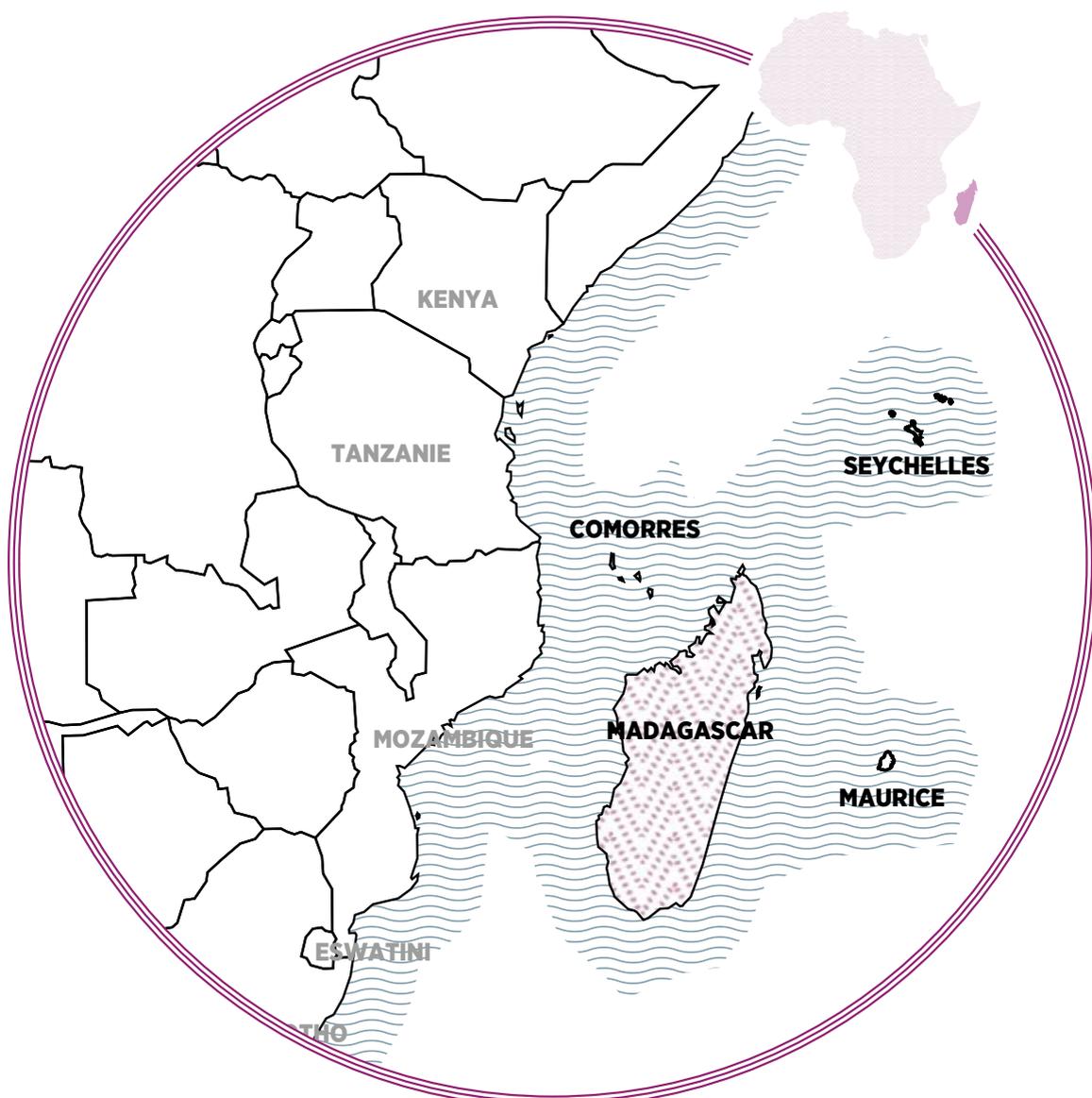
L'Océan indien est au cœur de la course mondiale pour préserver les écosystèmes avec pour enjeu la planète mais aussi l'économie et la survie des populations locales.

Comores - P118

Madagascar - P119

Maurice - P120

Seychelles - P121



Le désastre écologique suscité par le naufrage, le 25 juillet, du vraquier japonais MV Wakashio au large de la pointe d'Esny de l'île Maurice et ses 4 000 tonnes de carburant déversées dans un écosystème unique au monde – haut lieu de récifs coralliens et de mangroves peuplées de papillons endémiques –, a suscité un véritable émoi. Le 6 août, l'état d'urgence écologique était décrété à Maurice, mobilisant autorités, citoyens, ONG. À l'échelle locale, la Commission de l'Océan indien (COI), qui n'est pas habilitée à intervenir dans les situations d'urgence mais seulement à « construire des cadres régionaux de coopération », a mis en place un comité de suivi qui s'est réuni quotidiennement afin de faciliter la coopération régionale : le Kenya, les Seychelles, Madagascar, les Comores ont ainsi pu indiquer les moyens dont ils disposaient ; des experts de sécurité maritime ont été dépêchés. Car, au-delà de l'aide ponctuelle à Maurice, c'est l'ensemble de la zone économique exclusive de l'Océan indien, d'une superficie de 5,5 millions de km², qu'il s'agit de préserver, ainsi que ses richesses côtières.

Joyau de la biodiversité mondiale, l'« Indianocéanie » est en danger : elle représente 16% des récifs coralliens au monde (un réseau régional a été créé en 1997), mis à rude épreuve par le changement climatique, les pollutions, l'aménagement des littoraux, l'acidification des océans... L'enjeu est de taille puisque 97% de l'énergie des vagues dans l'Océan indien est brisée par ces récifs et on connaît la force et les conséquences d'une mer de plus en plus souvent déchaînée. D'autre part, de nombreuses espèces de poissons sont abritées dans ces récifs, source de revenus pour les pêcheurs, sans oublier l'énorme attrait touristique. Les côtes recèlent aussi des trésors de mangroves, de zones humides, de forêts littorales et bassins versants, d'herbiers, de végétation de milieu dunaire, etc. Or, la richesse de la faune dépend des interconnexions entre ces différentes composantes.

En février, la France, via l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), a alloué dix millions d'euros au projet de résilience des écosystèmes côtiers (Recos). À la clef, le renforcement de la gouvernance aux Comores, à Madagascar, à Maurice et aux

Seychelles sur ces écosystèmes mais aussi leur restauration de façon « innovante, variée et répliquable » en facilitant le recours à des spécialistes. Des sites pilotes dans les régions côtières les plus touchées par l'augmentation du niveau de la mer ont été pré-identifiés comme celui de Morondava, à Madagascar, ou encore de Flic-en-Flac, à Maurice. De son côté, le Fonds vert pour le climat – créé en 2010 sous l'égide la Convention de l'ONU sur les changements climatiques, mis à mal par l'administration Trump et dont les fonds ont été reconstitués pour atteindre dix milliards de dollars en septembre 2020 – a alloué 32 millions d'euros à ces mêmes quatre îles (projet EBA-IO).

Une aide vitale : du bon fonctionnement de ces écosystèmes dépend le quotidien des populations les plus vulnérables pour se nourrir, se chauffer ou commercer. Et ces écosystèmes sont interdépendants. Les récifs coralliens comprennent plus de 25% de toute la vie marine. Or, ce sont les poissons-perroquets, entre autres, qui broutent les algues et permettent donc aux coraux de se développer. Ces poissons-perroquets, comme de très nombreuses autres espèces marines (requins, etc.), naissent et grandissent dans les mangroves et herbiers marins car leurs racines inextricables leur offrent un abri. En outre, ces mangroves et herbiers marins piègent des matériaux s'éboulant de la terre, ce qui crée des récifs protégeant l'ensemble. Mais ces mangroves sont très vulnérables à la pollution ; en quarante ans, 10% de leur superficie mondiale a été perdue. D'où cette mobilisation internationale depuis de nombreuses années.

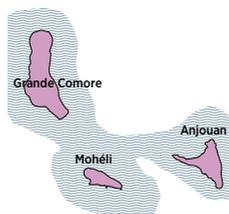
C'est l'ensemble de la zone économique exclusive de l'Océan indien, d'une superficie de 5,5 millions de km², qu'il s'agit de préserver, ainsi que ses richesses côtières.

Ces 32 millions d'euros, gérés par l'AFD et pilotés par le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (CEPF), sont destinés à soutenir « la montée en puissance de la société civile » face au changement climatique. Ainsi, un appel à projet par pays sera lancé en privilégiant ceux qui « créent des synergies concrètes entre conservation de la biodiversité, résilience au changement climatique et amélioration du quotidien des populations les plus vulnérables. » Selon les objectifs, 698 000 personnes devraient ainsi voir leur vulnérabilité réduite et 1,83 million d'hectares d'écosystèmes côtiers et terrestres devraient être restaurés ou leur gestion améliorée. Il est prévu que les premières actions démarrent début 2021.

COMORES

Le rôle de la diaspora

Les transferts de fonds de la diaspora sont essentiels face à l'effondrement du tourisme et des cours de la vanille, dans un pays volontaire, qui s'inscrit dans une démarche d'amélioration du climat des affaires.



Président : **Azali Assoumani**
 Population : **848 000**
 Superficie (km²) : **1 862**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **1 393**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **1,9**
 Inflation 2019 (%) : **3,7**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **156**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **160**

Alors que l'archipel avait pris des mesures de confinement strictes, la diaspora a augmenté de 25,5% ses envois de fonds formels. Au total, 47,3 millions d'euros ont transité au plus fort de la crise par le biais des sociétés spécialisées en transferts d'argent, contre 30 millions au premier trimestre. Cette augmentation serait liée au fait que les Comoriens de France n'ont pas pu, confinement oblige, envoyer de l'argent par des personnes de confiance rentrant au pays, comme à leur habitude. Cet apport de fonds de la diaspora demeure cependant plus que jamais essentiel, dans un pays qui a souffert de la chute des cours mondiaux de la vanille et de la mise à l'arrêt du trafic aérien entre

mars et septembre (le tourisme représente 7% du PIB, et 51% des revenus d'exportation) – la croissance du PIB est attendue à 1,8% en 2020.

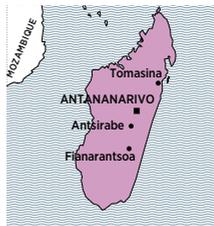
Un nouveau code des investissements a été promulgué le 30 janvier 2021. Ce code introduit une garantie contre l'expropriation, et des incitations pour les investissements dans des secteurs prioritaires. Un bureau de création d'entreprises (BCE) permet d'ores et déjà aux porteurs de projets de créer, modifier ou radier une entreprise en trois jours. Parmi les secteurs d'opportunité on peut citer le tourisme, les services financiers, l'agro-industrie, l'économie bleue.



MADAGASCAR

Malgré les masques, que de tracasseries

Si l'industrie textile, au point mort du fait de la crise mondiale, a su rebondir grâce à la production de masques, le reste de l'économie a énormément souffert.



Président : **Andry Rajoelina**
 Premier ministre : **Christian Ntsay**
 Population (millions) : **26,3**
 Superficie (km²) : **587 000**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **522**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **4,8**
 Inflation 2019 (%) : **5,6**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **164**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **161**

C'est dans les zones franches de Madagascar (où sont produits 30 % de la richesse nationale), qu'est confectionnée une bonne partie du prêt-à-porter vendu en Europe. Des vêtements fabriqués à partir de matières premières venues d'Asie. Lorsque le coronavirus a fait irruption – à la fin du premier semestre, le pays déplorait 2403 cas recensés et 24 décès –, la Grande Île a donc été mise à rude épreuve en raison de la chute des approvisionnements venant de Chine, mais aussi d'un premier confinement national décidé dès le 20 mars et d'un deuxième, partiel quant à lui, appliqué du 4 au 20 juillet. Une décision lourde de conséquences pour les usines qui n'ont alors tourné que quelques heures par jour. Par ricochet, Madagascar, qui est le premier exportateur de produits textiles vers l'Union européenne en Afrique subsaharienne, a aussi souffert de la fermeture des magasins en Europe, celles-ci ayant entraîné des annulations totales ou partielles de commandes textiles.

L'économie a en partie su tirer parti de cette mise au chômage technique de ces usines. Début avril 2020, le président Andry Rajoelina a en effet commandé à cinq entreprises locales la production, de 150 000 masques en tissus par jour, destinés au marché local... Des masques «made in Madagascar» ont ainsi été produits pour l'export. Il n'est d'ailleurs pas rare de retrouver des entreprises locales parmi les fournisseurs de masques agréés par le ministère français de l'Économie et des Finances.

La croissance devait se contracter de 3,2 % en 2020 et ce, en dépit des 580 millions de dollars décaissés par le FMI et les 73 millions de dollars du plan d'aide gouvernemental. L'activité touristique est au point mort. S'ajoutent à cela l'effondrement du prix de la vanille (de 488 dollars le kilo au premier semestre 2018 à 349 dollars début 2020, selon la Banque centrale) et la chute des exportations d'or, de cobalt, de nickel, aussi bien en valeur qu'en volume.

Au milieu de ces difficultés, deux filières ont tiré leur épingle du jeu : le girofle dont les volumes exportés ont quasiment doublé (9 456 tonnes fin juin contre 5 440 tonnes début 2019), compensant ainsi la baisse du prix au kilo, et les produits de la pêche avec 7 800 tonnes de poissons exportées au premier

semestre contre 6 000 tonnes début 2019, générant une hausse de 24% des recettes de cette activité. Bien que la loi malgache traite de manière égale les investisseurs étrangers et les investisseurs locaux, les sociétés étrangères font souvent l'objet de poursuites pénales pour des impôts contestables, des violations du droit du travail ou d'autres motifs. La nouvelle administration du président Andry Rajoelina a promis de relancer l'économie et a souligné l'importance d'améliorer le climat des affaires et des investissements, citant la croissance tirée par le secteur privé comme moteur du développement économique futur.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **2,5 sur 5**

POINTS FORTS

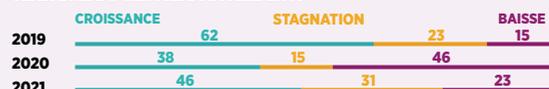
- Coût de la main d'œuvre
- Réseau téléphonique et internet
- Qualité du secteur bancaire

POINTS FAIBLES

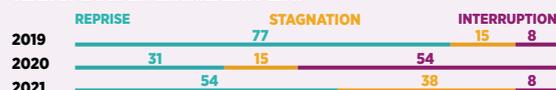
- Réseau ferré
- Niveau de corruption
- Système judiciaire
- Coût de l'électricité

BILAN DES ENTREPRISES

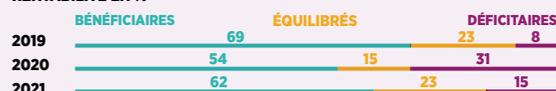
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



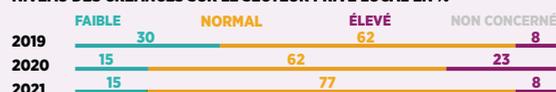
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



MAURICE

Série noire pour paradis doré

L'activité touristique de Maurice a chuté en 2020. Mais l'île a également subi une marée noire sans précédent. Sans parler des conséquences en cascade des Mauritius Leaks...



Président : **Prithvirajsing Roopun**
Premier ministre : **Pravind Kumar Jugnauth**
Population (millions) : **1,3**
Superficie (km²) : **2 040**
PIB/hab. 2019 (USD) : **11 203**
Croissance du PIB réel 2019 (%) : **3**
Inflation 2019 (%) : **0,5**
Classement IDH 2019 (sur 189) : **66**
Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **13**

2020, « annus horribilis » pour l'Île Maurice, qui s'attendait à une contraction de son économie de 13% en 2020. Son joyau, l'industrie touristique, est en plein marasme à cause du coronavirus. Sur l'ensemble de l'année, la perte devrait être de 70% par rapport au 1,3 milliard d'euros que le pays avait encaissé en 2019. Comment pouvait-il en être autrement ? Le 18 mars (soit le lendemain du début du confinement français), Port-Louis fermait ses frontières pour ne les rouvrir progressivement qu'à partir du 1er septembre. Dans un premier temps, cela ne concernait que ses propres ressortissants. Ce n'est qu'à compter du 1^{er} octobre que les touristes ont été à nouveau les bienvenus – à condition de séjourner plusieurs semaines sur l'île et d'avoir accepté, à leur arrivée, un confinement strict de quatorze jours dans un hôtel agréé. Les grands hôtels, n'ont rouvert leurs portes que le 1er novembre. À l'instar des Seychelles à la politique d'attractivité plus appuyée, Maurice a lancé début novembre un « Visa Premium » d'un an renouvelable, pour ceux voulant télétravailler à partir de Maurice, y acheter une résidence secondaire, voire y prendre leur retraite. Mais cela ne comblera pas le manque à gagner.

Port-Louis a également continué à payer les conséquences des Mauritius Leaks, du nom des révélations faites par un lanceur d'alerte qui a envoyé au consortium international de journalistes d'investigations à l'origine des Panama Papers, près de 200 000 documents attestant de l'existence d'un vaste système de fraude et d'évasion fiscale sur Maurice. Une situation lourde de conséquences pour le pouvoir, de nombreux pays africains ayant dénoncé les traités fiscaux bilatéraux. L'Afrique du Sud et l'Inde avaient dénoncé ces conventions il y a longtemps avant d'en renégocier d'autres. Avec les Mauritius Leaks, le processus s'est accéléré avec l'Ouganda, le Kenya, le Rwanda, etc. Ce mouvement a continué en 2020 avec le Sénégal (qui aurait perdu 257 millions de dollars en 17 ans) et la Zambie. Parallèlement, Maurice a ratifié fin 2019 la convention de l'OCDE contre l'évasion fiscale qui est entrée en vigueur le 1er février. Un geste majeur vis-à-vis de l'Union européenne afin que celle-ci ne

l'inscrive pas sur sa « liste noire » des « territoires et juridictions non-coopératives à des fins fiscales ». L'île Maurice vise à devenir un centre d'investissement situé à mi-chemin entre l'Afrique et l'Asie. Ces dernières années, la diplomatie économique du pays a cherché à créer et renforcer des partenariats avec des pays émergents (Inde, Turquie, etc.), tout en offrant une assistance technique à plusieurs pays africains. Des accords avec le Ghana, le Sénégal et Madagascar ont été approuvés afin de créer des zones économiques spéciales (ZES) dans ces pays et d'ouvrir des marchés de niche pour les exportations mauriciennes.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note globale moyenne : **3,3 sur 5**

POINTS FORTS

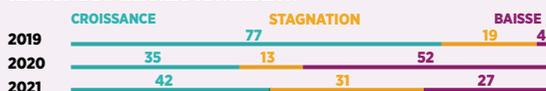
- Réseau téléphonique et internet
- Sécurité des personnes
- Qualité du secteur bancaire

POINTS FAIBLES

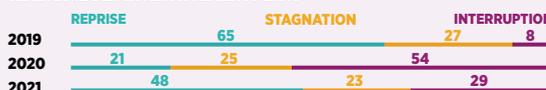
- Réseau ferré
- Environnement fiscal
- Coût du transport aérien

BILAN DES ENTREPRISES

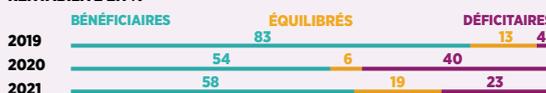
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



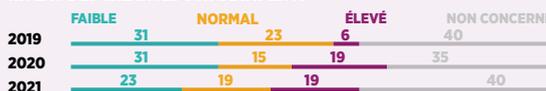
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



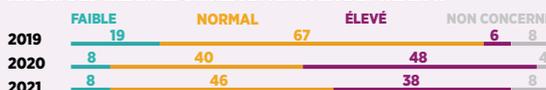
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %

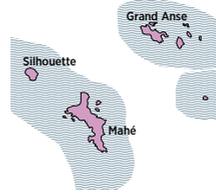


SEYCHELLES

L'ingéniosité au service du tourisme

L'archipel vivant quasi exclusivement du tourisme, la crise sanitaire a obligé les autorités à recourir à des trésors d'imagination.

Pandémie et confinement ne font pas bon ménage avec tourisme. Selon la Banque mondiale, le nombre de voyageurs visitant l'archipel de l'Océan Indien devait chuter cette année de 50%. En 2019, le pays avait accueilli 330 000 visiteurs dont deux tiers provenaient d'Europe. Le tourisme représentant 30% du PIB des Seychelles, il est peu étonnant que les prévisions fassent état d'une récession de 16% en 2020. Pour faire face à cette situation inédite, les Seychelles ont tenté de faire preuve d'ingéniosité. Dès le 1^{er} juin, les frontières ont rouvert aux bateaux de plaisance et aux jets privés. Le 1^{er} août, les vols commerciaux ont repris mais avec parcimonie, seuls de petits groupes étant autorisés à se rendre dans des lieux spécifiques, notamment pour des mariages.



Président : **Wavel Ramkalawan**
 Vice-président : **Ahmed Afif**
 Population : **97 725**
 Superficie (km²) : **455**
 PIB/hab. 2019 (USD) : **17 401**
 Croissance du PIB réel 2019 (%) : **3,9**
 Inflation 2019 (%) : **1,8**
 Classement IDH 2019 (sur 189) : **67**
 Classement Doing Business 2020 (sur 190) : **100**

Par ailleurs, la découverte d'importants gisements de pétrole sur les côtes des Seychelles suscite un nouvel intérêt chez les investisseurs. Des licences d'exploration et d'exploitation sont accordées depuis 2013. Le gouvernement des Seychelles a pris des mesures législatives visant à créer un environnement favorable aux investissements étrangers, telles que la réduction du taux d'imposition sur les sociétés. Une main-d'œuvre qualifiée, un système judiciaire efficace basé sur le Code Civil napoléonien et un accès transparent aux diverses sources légales concernant les investissements sont des avantages dont bénéficient les investisseurs.



FORUM AFRIQUE

1^{er} rendez-vous

Jeu­di 18 mars 2021 de 9h30 à 11h30
Web-conférence

« Le rebond en Afrique viendra aussi des entreprises ! »

Inscription : www.forum-afrique-2021.fr

2^e rendez-vous

Jeu­di 1^{er} juillet 2021 à Paris
Forum & Live streaming

« Les entreprises et la relance africaine »

Nos partenaires :





Acteur majeur du BTP en Afrique depuis plus de **90 ans**, nous sommes présents dans **plus de 20 pays**.
A travers notre réseau de filiales locales, nous employons près de **15 000 collaborateurs**.

Notre mission

Accompagner le développement d'une Afrique moderne ouverte sur le monde et l'environnement.

Notre défi

Combiner les savoir-faire et les spécialités pour déployer des solutions et des expertises de pointe, adaptées aux besoins des donneurs d'ordre publics et privés, pour bâtir clés en main d'importantes infrastructures.

Nos expertises adaptées aux nouveaux défis :



Bâtiment

Immeubles de bureaux, hôtels, etc.



Génie civil

Ouvrages d'art, bâtiments industriels, etc.



Routes et terrassement

Routes, autoroutes, pistes d'aéroport, etc.



Hydraulique

Stations de traitement d'eau, adductions d'eau potable, barrages, etc.



Travaux maritimes

Ports de pêche, digues, etc.



Énergie

Eclairage public, électricité industrielle...

www.sogea-satom.com

Sogea-Satom

9 place de l'Europe
92 851 Rueil Malmaison, France
+33 (0)1 47 16 35 00
communication.sogeaatom@vinci-construction.com

ensemble @ VINCI